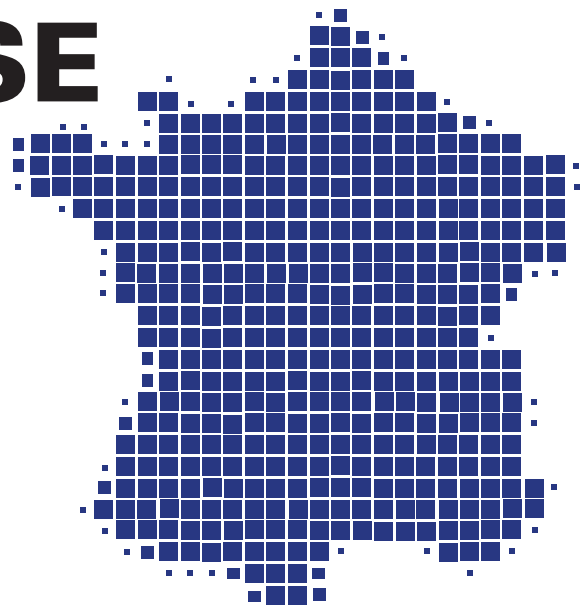


ENQUÊTES D'OPINION

LES ASPIRATIONS ET CLIVAGES DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

DOSSIER 3 / 6

SÉCULARISATION
& RELIGION



Sebastian ROCHÉ,
directeur de recherche au CNRS, Sciences Po Grenoble
Juin 2018

GRANDLYON
la métropole

PRÉAMBULE

L'analyse des transformations sociales est un des fondements de tout travail de prospective : comment évoluent les valeurs morales (famille, sexualité, fin de vie...), les croyances et les aspirations des Français ? Quels sont les clivages qui s'affirment et ceux qui régressent (droite et gauche, ville et campagne, nation et mondialisation...) ? Comment certaines pratiques sociales importantes se transforment-elles (consommation, santé, alimentation, rapports de genres...) ? Quelles conceptions les Français projettent-ils pour demain concernant le rapport à l'altérité, les formes de la solidarité, la place de l'action publique ?

La direction de la prospective et du dialogue public a souhaité faire le point sur toutes ces questions. Elle a compilé plusieurs centaines d'enquêtes réalisées au niveau national et international.

Les résultats commentés sont présentés au sein des six dossiers thématiques suivants :

1. Rapports aux institutions
2. Trajectoires sociales
3. Sécularisation et religion
4. Cohésion sociale et violence
5. Valeurs morales, technologie et environnement
6. Rapports à la ville

PRÉCAUTIONS MÉTHODOLOGIQUES

Les données présentées ici ne sont pas issues de statistiques (par exemple le nombre de délits enregistrés dans le pays par la police pendant une année) mais d'enquêtes et de sondages (par exemple la part de la population qui éprouve un sentiment d'insécurité dans les transports publics).

Nous sommes donc dans le registre du déclaratif qui permet de cerner des opinions et des représentations.

L'intérêt des enquêtes d'opinion est précisément de pouvoir appréhender la subjectivité des individus, de comprendre ce qui motive leurs comportements. Leur limite est le décalage qui existe bien souvent entre ce que les gens déclarent et ce qu'ils font réellement. Mais identifier ces décalages constitue aussi un enjeu pour tout responsable public souhaitant adapter l'offre de service aux attentes des habitants, ou inversement susciter des évolutions dans les comportements des habitants.

Les enquêtes et les sondages sont soumis par nature à de multiples biais, même quand l'échantillon est dit représentatif de la population. Par exemple, une même question formulée de deux façons différentes peut entraîner des résultats différents. Ou alors, des éléments forts dans l'actualité, mais conjoncturels, peuvent venir perturber les réponses des interviewés. Ajoutons aussi que, par définition les individus répondent aux questions qu'on leur pose. Or bien souvent aucune question ne leur permet d'exprimer ce qu'ils pensent vraiment... et ce que font alors ressortir les résultats du sondage, c'est autant les préoccupations du sondeur que les opinions des personnes sondées.

Toutefois, si tel ou tel résultat d'enquête peut toujours être critiqué, la masse des sondages et des enquêtes ne se trompe pas. C'est la raison pour laquelle la direction de la prospective et du dialogue public a souhaité compiler et recouper les résultats de nombreuses enquêtes.

Dans la restitution synthétique des résultats que nous livrons ici, aucun chiffre n'est cité seul (par exemple, x% des français pensent que...). En effet, malgré leur apparente précision ces chiffres ne sont que des ordres de grandeur. Par contre, ce qui est réellement significatif ce sont les comparaisons dans le temps et entre groupes. Toutes les données présentées exprimeront donc soit des évolutions d'opinions, soit des différences ou des proximités d'opinions entre des groupes.

6 dossiers thématiques, 114 fiches-enquêtes, comment s'y retrouver ?

Dossier 1 : **RAPPORTS AUX INSTITUTIONS**, piloté par Sebastian Roché

Avec les fiches rédigées par :

- Sebastian Roché (fiches 1, 2, 3, 6, 9, 10, 11, 13, 14, 15, 16, 17),
- Cédric Polère (fiches 4, 5, 7),
- Aurélien Boutaud (fiches 8, 12)

Dossier 2 : **TRAJECTOIRES SOCIALES**, piloté par Cédric Polère

Avec les fiches rédigées par :

- Cédric Polère (fiches 18, 20, 23, 24, 31, 34, 35, 37, 38, 39, 40, 41, 42),
- Sebastian Roché (fiches 27, 28, 29, 30),
- Aurélien Boutaud (fiches 21, 22, 25, 32, 33, 36)
- Boris Chabanel (fiches 19, 26)

Dossier 3 : **SÉCULARISATION & RELIGION**, piloté et rédigé par Sebastian Roché (fiches 43 à 59)

Dossier 4 : **COHÉSION SOCIALE & VIOLENCES**, piloté et rédigé par Sebastian Roché (fiches 60 à 83)

Dossier 5 : **VALEURS MORALES, TECHNOLOGIE & ENVIRONNEMENT**, piloté par Cédric Polère

Avec les fiches rédigées par :

- Cédric Polère (fiches 85, 86, 88, 89, 91, 97, 98),
- Sebastian Roché (fiches 99, 100),
- Aurélien Boutaud (fiches 84, 90, 92, 93, 94, 95, 96, 101)
- Boris Chabanel (Fiche 87)

Dossier 6 : **RAPPORTS À LA VILLE**, piloté par Aurélien Boutaud

Avec les fiches rédigées par :

- Aurélien Boutaud (fiches 102, 105, 106, 108, 109, 111, 112),
- Cédric Polère (fiches 103, 107, 110, 113, 114),
- Sebastian Roché (Fiche 104)

LES ASPIRATIONS ET CLIVAGES DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

DOSSIER 3 **SÉCULARISATION & RELIGION**

SOMMAIRE

SYNTHÈSE.....	p. 6
43. La France, un des pays du monde les plus indifférents à Dieu	p.9
44. Projection démographique : les groupes religieux dans le monde en 2050	p.13
45. Projection démographique : les groupes religieux en Europe et en France en 2050.....	p.17
46. L'évolution du rapport à la religion des catholiques et ses effets sociaux.....	p.21
47. Religion et religiosité chez les adolescents en France	p.25
48. L'évolution du rapport à la religion des musulmans et ses effets sociaux.....	p.29
49. La religion et les valeurs chez les musulmans : une étude mondiale	p.33
50. La religion, la loi et l'État chez les musulmans : Pew, une étude mondiale	p.37
51. Les valeurs des jeunes adultes : individualisme et morale en France (1981-2008)	p.41
52. Évolution de la laïcité comme principe dans l'opinion en France (2003-2015)	p.45
53. Les sens de la laïcité et la proximité partisane	p.49
54. Formes du sécularisme : perception des adolescents en France.....	p.53
55. Fondamentalisme et relations entre groupes religieux en Europe	p.57
56. Les adolescents et la police : entre quartier et religion.....	p.61
57. La légitimité policière en Irlande du Nord : le clivage entre catholiques et protestants.....	p.65
58. Les religions unies ? Les cas du mariage pour tous et de l'euthanasie	p.69
59. La religion, une source de l'identification nationale en Israël et en Europe ?	p.73

DOSSIER 3 : SÉCULARISATION & RELIGION

SYNTHÈSE

L'importance prise par les divers enjeux politiques liés à la religion s'explique par plusieurs facteurs. Il faut d'abord considérer la démographie des croyances qui permet d'isoler la particularité de l'Europe : elle est la seule à être si sécularisée. Ensuite, on doit bien distinguer dans le lien à sa religion ce qui relève des valeurs sociales associées aux identités religieuses et des relations entre les églises et l'État. Les valeurs divisent nettement musulmans et irrégieux, et la signification de la laïcité ne fait pas consensus. Enfin, il convient de souligner que les identités sociales religieuses peuvent autant être sources de conflits que de réunion sur des fronts religieux unis émergent. Il se dégage de ce panorama une interprétation de la situation française : les religieux pratiquants, minoritaires, entrent en tension avec une société irrégieuse et la laïcité ne forme pas un socle crédible du contrat social tant ses interprétations divergent.

La démographie des croyances

L'Europe est une région du monde bien particulière. Elle seule abrite une population aussi sécularisée au double sens du terme, c'est-à-dire dont les croyances ne sont pas religieuses, et pour lesquelles la légitimité de l'État n'est pas non plus religieuse.

Lorsqu'on la compare au reste des nations, la France s'inscrit dans les dix qui sont le moins religieuses selon l'institut Gallup. Si l'on ne conserve pas dans la comparaison le Japon et la Chine du fait de la particularité de leur religion sans dieu, la France est avec la Tchéquie le paradis des infidèles : 30 % y sont même des athées convaincus. Contre 1 % au Brésil ou Nigéria, 2 % au Kenya. Et la France fait partie des 5 pays où l'érosion de la foi est la plus rapide (Fiche 43 : *La France, un des pays les plus indifférents à Dieu du monde*). La France se dirige vers un monde sans dieu, mais ce n'est pas le destin du reste du monde.

Au niveau mondial, la population chrétienne est la plus importante actuellement, loin devant les autres croyances (31 % de la population mondiale contre 23 % de musulmans, et 16 % de sans religion, 15 % d'hindous). Mais, en 2050, les deux populations chrétienne et musulmane seront de tailles comparables (30-31 % chacune), suivies des hindous (15 %) et des sans religion (13 %) (Fiche 44 : *Projection démographique : les groupes religieux dans le monde en 2050*). Mais, en Europe et en France particulièrement il en va tout autrement : les sans religion continuent leur progression pour devenir en 2050 la première croyance (44 % en croissance contre 28 % en 2010) devant les chrétiens (43 %, en repli contre 63 % en 2010). Les musulmans progressent de 7,5 % à 11 %. (Fiche 45 : *Projection démographique : les groupes religieux en Europe et en France en 2050*).

La progression spectaculaire de la sécularisation en France a des racines anciennes et profondes. Elle s'alimente essentiellement de la déchristianisation. En 1952, 81 % des français se disent catholiques, et 27 % vont à la messe chaque semaine. En 2010, il reste encore une soixantaine de pourcents de catholiques, mais uniquement 4,5 % de messialisants réguliers. Les églises sont vides, les vocations tarées (Fiche 46 : *L'évolution du rapport à la religion des catholiques*). Lorsqu'on s'intéresse aux adolescents des villes, le constat de l'érosion du catholicisme est encore plus marqué : seuls 30 % s'y inscrivent, et parmi eux les trois quarts ne considèrent pas leur religion importante (Fiche 47 : *Religion et religiosité chez les adolescents en France*). Dans le même temps, un autre groupe minoritaire donne de la voix : les musulmans. Les croyants et pratiquants représentent 41 % des musulmans. La pratique du jeûne pendant tout le ramadan progresse de 60 à 70 % des fidèles entre 1989 et 2007, la prière chaque jour ne décline pas et mobilise 39 % des musulmans. Les 18-24 ans ont des pratiques en progression et presque aussi intenses que leurs aînés, en contraste total avec ce qui se produit chez les catholiques (Fiche 48 : *L'évolution du rapport à la religion des musulmans*). L'affirmation d'une identité sociale déborde les aspects proprement culturels, comme en témoigne l'essor de la consommation halal (qui n'est pas un des cinq piliers de l'islam).

Désormais, la France est composée d'une large majorité irrégieuse, le plus souvent indifférente et parfois hostile à la religion, et de minorités : les catholiques pratiquants qui sont une petite fraction d'un grand groupe démobilisé, et les musulmans très croyants mais peu nombreux, les juifs et protestants encore plus faibles numériquement.

Les deux sécularisations

La sécularisation désigne à la fois un processus par lequel les individus se détachent des prescriptions divines, et l'État de dieu. La sécularisation est la plus forte lorsque les institutions ont instauré une séparation nette avec la religion avec l'assentiment de la population, et la population ignore la religion et les valeurs associées dans sa vie sociale ordinaire.

En comparant différents pays musulmans, on distingue très nettement ces deux aspects de la sécularisation. L'institut Pew a conduit une étude sur la religion et les valeurs chez les musulmans. L'idée que la croyance et dieu et la morale sont une seule et même chose est dominante aussi bien au Mali qu'en Égypte, au Maroc ou en Irak et très partagée au Liban ou en Turquie (seule l'Albanie fait exception). Il en va de même pour la qualification des comportements homosexuels ou l'avortement comme « immoraux » : dans tous les pays la majorité le pense, et bien souvent les deux tiers ou plus, pour l'avortement, et même de quatre-vingt à plus de 90 % au Mali, au Liban, en Égypte par exemple (Fiche 49 : *La religion et les valeurs chez les musulmans : une étude mondiale*). Le contraste, sur ces attitudes, avec les pays européens est massif. Il n'existe pas une même cohérence entre pays musulmans concernant les relations entre la religion et l'État. Certains pays sont favorables à faire de la loi islamique la loi officielle du pays comme l'Irak, l'Afghanistan, le Maroc mais la Tunisie, le Liban et plus encore la Turquie n'y sont pas, et de loin, favorables. Et c'est exactement la même chose pour les tribunaux. (Fiche 50 : *La religion, la loi et l'État chez les musulmans : Pew, une étude mondiale*). Le conservatisme moral appuyé sur la religion et la séparation de l'église et de l'État ne vont pas naturellement ensemble.

On retrouve en France le clivage concernant les valeurs libérales : l'individualisation (choisir sans contrainte sa sexualité, ses valeurs familiales, sa fin de vie par exemple par le suicide) et la « permissivité des mœurs » (accepter le divorce, l'avortement, l'homosexualité), c'est-à-dire plus de latitude donnée aux individus pour décider selon leurs préférences. Les jeunes adultes, normalement les plus libéraux, musulmans sont beaucoup plus conservateurs en termes de mœurs et nettement plus réservés quant à l'individualisation que les irrégieux ou les catholiques (Fiche 51 : *Les valeurs des jeunes adultes : individualisme et morale en France 1981-2008*, cf. corpus « cohésion »). Les adolescents sont traversés par le même clivage en valeurs, les musulmans étant plus conservateurs que les catholiques et les irrégieux¹, ce qui indique une transmission précoce à l'intérieur des familles.

Les attitudes vis-à-vis de la sécularisation dans son aspect de relation entre l'église et l'État a peu été étudiée en prenant en compte les appartenances religieuses. Le terme français de laïcité est bien plus large que la sécularisation car il inclut la liberté de conscience, d'une part, mais également plus restreint car il fait référence à un seul des modes possibles d'organisation des relations entre État et église qui diffère de ceux de nos voisins eux aussi sécularisés. D'une manière générale le principe de laïcité est jugé très souvent important, autant que celui de suffrage universel, et surtout compris comme garantissant la liberté religieuse mais aussi l'interdiction de la manifester en public (Fiche 52 : *Évolution de la laïcité comme principe dans l'opinion en France, 2003-2015*). Les personnes de gauche insistent sur le premier aspect, ceux de droite et d'extrême-droite sur le second (Fiche 53 : *Les sens de la laïcité et la proximité partisane*). Chez les adolescents, le terme laïcité est également très largement jugé positif, mais sans pour autant unifier les représentations : il y a autant d'adolescents acceptant que refusant le port des symboles religieux à l'école par exemple. Les jeunes musulmans les plus pratiquants sont les

1. Voir la comparaison des valeurs des adolescents suivant la religion, et son effet sur le soutien aux institutions, Sebastian Roché « De la police en démocratie », Grasset.

plus favorables à la restriction des libertés lorsque les livres ou les films attaquent la religion (Fiche 54 : *Formes du sécularisme : perceptions des adolescents en France*, UPYC). Il existe donc un accord sur le principe, mais un désaccord sur sa signification pratique.

Les identités sociales religieuses et leurs effets

Les religions n'ont pas, par nature, de relations antagonistes ou amicales. On retrouve ainsi des clivages, voir des affrontements violents entre différents cultes de différentes religions, mais aussi d'une même religion (par exemple entre catholiques et protestants, ou entre chiites et sunnites), aussi bien que des fronts communs. Ce sont les luttes de pouvoirs qui activent la conflictualité, et prennent appui sur les identités sociales pour mobiliser leurs partisans.

En Europe, les relations entre groupes religieux ou entre groupes religieux et l'État peuvent être tendues. Ainsi, les musulmans se révèlent 9 à 10 fois plus souvent fondamentalistes, c'est-à-dire avoir une lecture de la religion comme retour aux origines, ce qui pose problème quant à la possibilité de faire évoluer en fonction du contexte moderne. Ils sont également plus hostiles vis-à-vis de « l'exo-groupe » (de ceux qui ne sont pas de la même religion) et on enregistre peu de progrès d'une génération à la suivante (Fiche 55 : *Fondamentalisme et relations entre groupes religieux en Europe*). Les adolescents musulmans se révèlent également plus hostiles à la police comparativement aux catholiques ou irréligieux vivant dans les mêmes quartiers défavorisés (Fiche 56 : *Les adolescents et la police : entre quartier et religion*). Mais, la situation en Irlande du Nord, qui oppose catholiques et protestants, montre qu'un clivage durable peut s'ancrer à l'intérieur même de la religion chrétienne, et se traduire par un rejet de l'autorité qui gouverne et donc de se police dont on doute de l'impartialité (Fiche 57 : *La légitimité policière en Irlande du Nord : un clivage entre catholiques et protestants*).

Les personnes pieuses peuvent aussi s'unir sur des enjeux précis, qu'ils soient musulmans ou catholiques pratiquants. Ainsi, les croyants sont plus prompts à déclarer que la vie appartient à dieu, et donc à refuser aux hommes la possibilité de librement en disposer par l'euthanasie, ou que le mariage homosexuel est un droit, environ six fois plus que les irréligieux (Fiche 58 : *Les religions unies ? Les cas du mariage pour tous et de l'euthanasie*).

Finalement, considérons les identités sociales religieuse et nationale. Elles peuvent entrer en symbiose, mais également en opposition, ou encore dans une situation d'indifférence mutuelle. En 2003, dans pays dont le symbolisme religieux a joué un rôle essentiel dans la formation de la nation, comme Israël, ou dont les citoyens sont très pratiquants comme l'Irlande, l'attachement à son pays augmente avec la pratique religieuse. Le catholicisme entretient une relation spéciale au nationalisme : lorsque l'essentiel des pratiquants adultes sont catholiques, cela fortifie l'identification à son pays, comme en France. On ne retrouve pas cela dans les pays protestants. Enfin, les zones anciennement communistes comme l'Allemagne de l'Est où l'État a voulu se purifier de la religion, la fierté nationale est déconnectée de la religiosité (Fiche 59 : *La religion, une source de l'identification nationale en Israël et en Europe ?*). Ce n'est pas qu'il n'y a pas de croyance religieuse, mais cette dernière n'affecte pas l'attachement national.

Les identités sociales religieuses sont donc ambivalentes, et leurs effets conflictuels ou d'attachement varient largement dans l'espace et dans le temps.

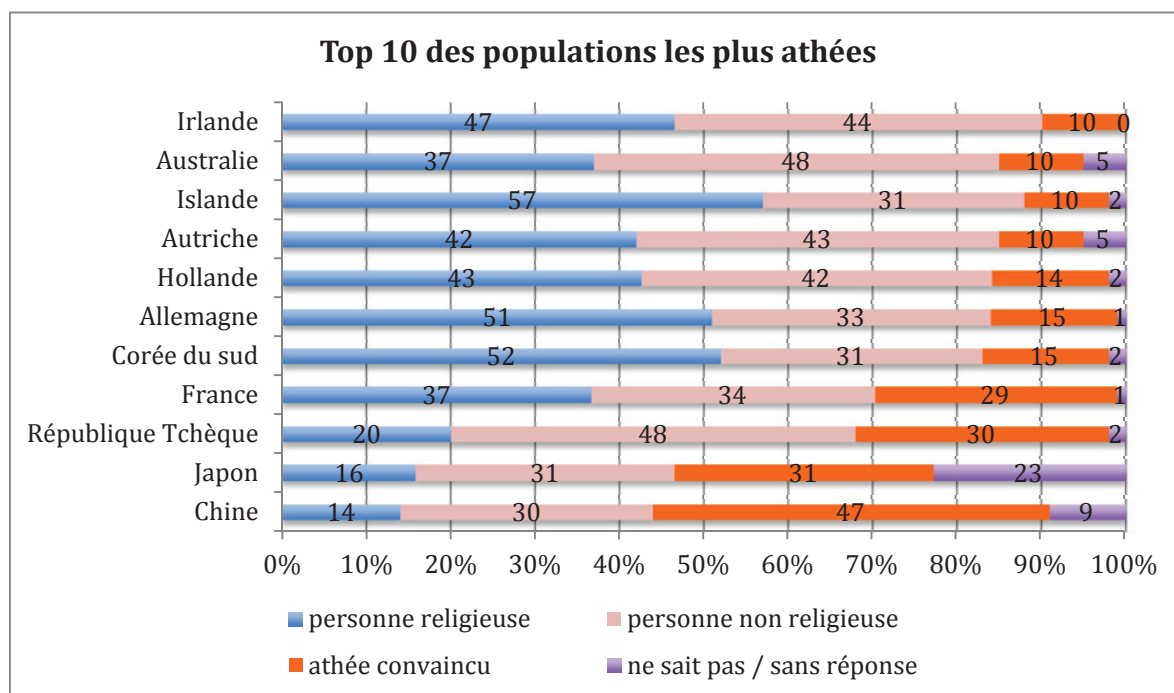
LA FRANCE, UN DES PAYS DU MONDE LES PLUS INDIFFÉRENTS À DIEU

Une attention nouvelle et grandissante a été accordée en France aux religions, et sa tradition chrétienne a été mise en avant par des hommes politiques. Le Président Jacques Chirac, son Premier ministre Lionel Jospin s'étaient accordés en 2000 pour ignorer la référence à l'héritage religieux du projet de charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Les temps ont changé. Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur, voit une « proximité spirituelle » entre la République et l'Église lors des États généraux du christianisme le 3 octobre 2015. Dans l'opposition, Alain Juppé n'hésite pas à faire référence aux « racines chrétiennes de la France », Eric Ciotti a proposé de l'inscrire dans la constitution lors de ses vœux à la ville de Nice début 2016. Ces références ne sont pas dénuées d'arrière pensées politiques. Les responsables prennent position dans un débat marqué par la présence de l'islam dans le débat public, et une tendance croissante de l'opinion à s'en défier (voir les fiches 52 et 53 sur la laïcité).

Mais qu'en est-il dans l'opinion ? Comment se situe la France dans le monde en termes de son ancrage dans la religion ? Cette dernière est-elle vraiment ce qui la caractérise ?

Parmi les irréligieux, la sociologie des religions distingue l'indifférence à Dieu de l'athéisme convaincu. L'indifférence à Dieu consiste simplement à ne se reconnaître dans aucun des cultes existants (c'est le cas des personnes « non religieuses »). L'athéisme convaincu se définit par l'affirmation qu'il n'y a pas de Dieu. Cette distinction a été introduite depuis quelques années dans les enquêtes internationales portant sur la relation à Dieu.

Figure n°1 « sans penser au fait que vous pratiquez ou non votre religion dans un lieu sacré, diriez-vous que vous êtes une personne religieuse, que vous n'êtes pas une personne religieuse ou bien un athée convaincu ? », Gallup, 10 pays les plus incroyants sur 57, 2012.



L'institut Gallup a interrogé des échantillons représentatifs d'adultes dans 57 pays à travers le monde en 2005 et en 2012. Il en ressort que la France se caractérise avant tout par son irreligiousité qui cumule les indifférents et les athées convaincus (cf. figure n°1). La France fait partie du « top 10 » du classement. Derrière la Chine, pour laquelle on peut s'interroger sur la sincérité des réponses étant donné l'emprise du régime communiste. La France fait même partie avec le Japon et la République Tchèque des trois pays qui comptent le plus d'athées convaincus (29%). Si l'on additionne les personnes athées convaincus et les

« sans religion », la France des irreligieux au sens large rassemble 63% du total des répondants, presque les deux tiers. Rares sont les pays à se trouver dans une telle configuration. A l'inverse, les pays les plus religieux se trouvent en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud, mais aussi aux confins de l'Europe (Roumanie, Arménie, Macédoine), les pays musulmans se situant en haut du classement (Ghana, Nigeria).

Figure n°2 « Sans penser au fait que vous pratiquez ou non votre religion dans un lieu sacré, diriez-vous que vous êtes une personne religieuse, que vous n'êtes pas une personne religieuse ou bien un athée convaincu ? », Gallup, 10 pays les plus croyants sur 57, 2012.

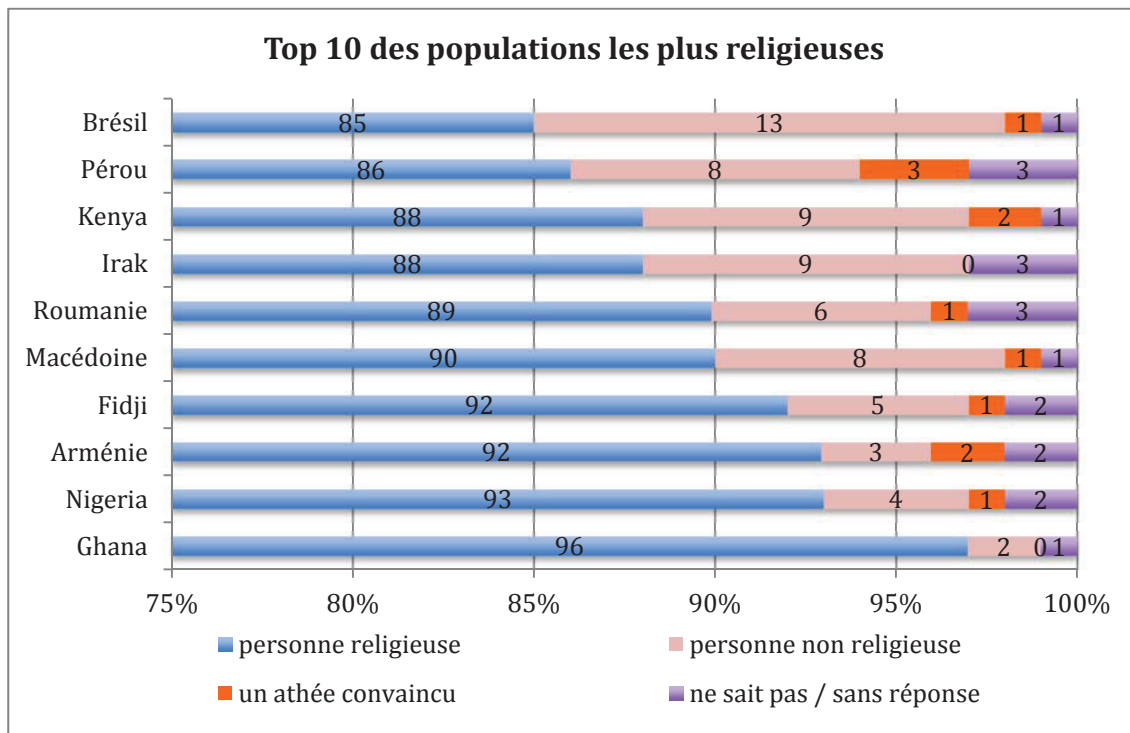
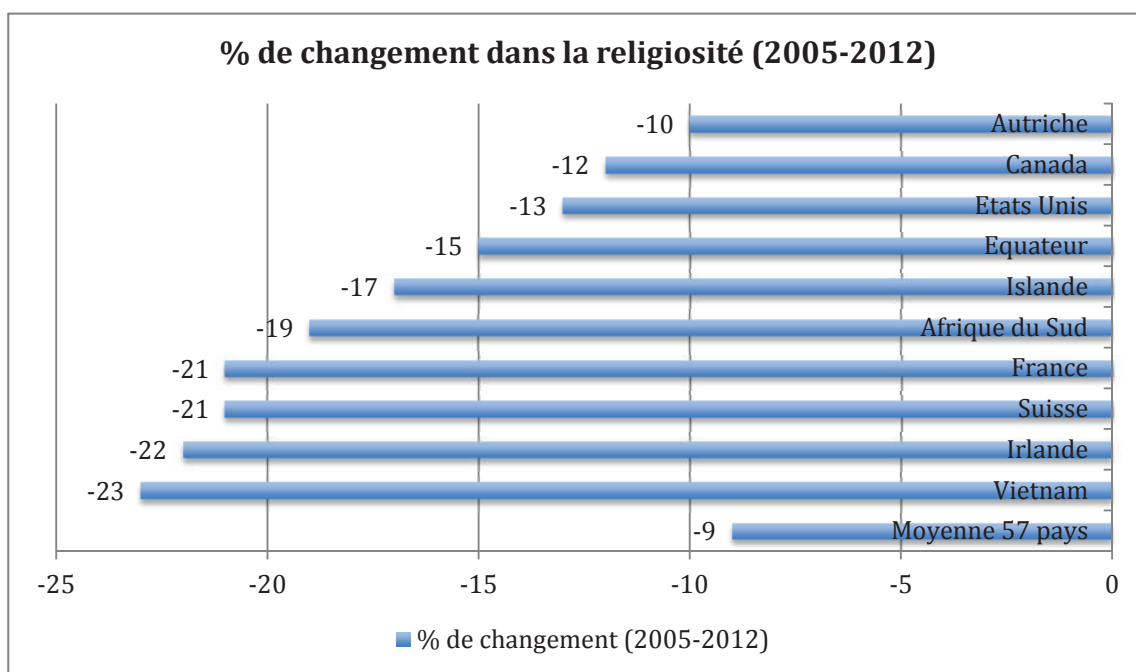


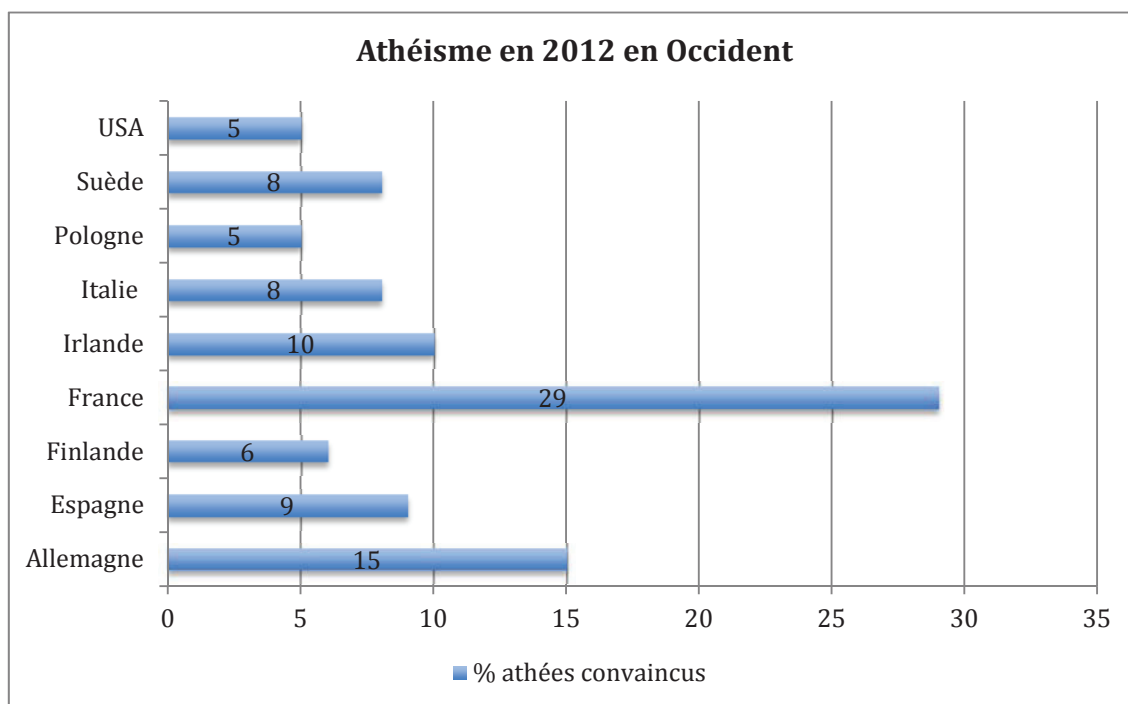
Figure n°3 Les 10 pays connaissant le déclin le plus notable de la religiosité sur 57, Gallup, 2005 à 2012.



Tandis que les responsables politiques insistent sur les racines ou les valeurs chrétiennes – on notera la nuance entre les deux, les racines renvoient à l’histoire, les valeurs à ce qui guident aujourd’hui nos actions – la population devient plus nettement athée en France ainsi que dans un ensemble d’autres pays, au premier rang desquels on trouve le Vietnam ou l’Irlande, la Suisse, puis juste après la France. Avec un recul de 21 points (soit le double de l’évolution dans les 57 pays interrogés), la France se distingue nettement (cf. **figure n°3**).

Si l’on essaie de situer la France en Europe à partir de la même enquête, on remarquera combien elle est singulière en Europe (cf. figure n°4). Alors que la plupart des pays comptent entre 5 % (les États-Unis, la Pologne, la Finlande) et 10% (l’Espagne, l’Italie, l’Irlande) d’athées convaincus, la France se décale avec 29%. L’Allemagne, bien que située loin derrière, est le pays qui lui ressemble le plus (15% d’athées) car le seul à dépasser la barre des 10%

Figure n°4 L’athéisme aux États-Unis et dans les pays européens ayant participé à l’enquête, Gallup, 2005 à 2012.



Conclusion

Alors que le débat politique s’organise autour de la question des racines et des valeurs religieuses de la France, ce qui caractérise ce pays est l’indifférence à Dieu (il fait partie des 5 pays les plus irréguliers) et même le rejet de la religion, l’athéisme convaincu (la France est à nouveau sur les plus hautes marches du classement). En Europe, ceci la distingue des autres pays. Tandis que le débat faisait rage, entre 2005 et 2012 les Français devenaient de plus en plus athées.

Liste et méthodologie des sondages

Sondages WIN-Gallup International, global index of religiosity and atheism, 2012. 50.000 entretiens ont été réalisés dans 57 pays à travers le monde. Voir www.Gallup-international.com

Question : « sans penser au fait que vous pratiquez ou non votre religion dans un lieu sacré, diriez-vous que vous êtes une personne religieuse, que vous n’êtes pas une personne religieuse ou bien un athée convaincu ? » (Irrespective of whether you attend a place of worship or not, would you say you are a religious person, not a religious persons or a convinced atheist ?)

PROJECTION DÉMOGRAPHIQUE : LES GROUPES RELIGIEUX DANS LE MONDE EN 2050

À partir d'études et recherches recensant les populations et disposant d'informations sur leur rapport à la religion (le fait d'en avoir une ou non, et si oui indiquant quelle est la dénomination à laquelle les personnes se rattachent), une équipe pluri-disciplinaire (un démographe, un spécialiste des religions, un autre de santé publique et un dernier en modélisation, plus une pléiade d'experts nationaux afin de couvrir un grand nombre de pays dans le monde) travaillant dans le cadre des instituts PEW et TEMPLETON, a réalisé des projections de la taille et la proportion des populations dans le monde. Elle utilise des outils standards de projection démographique.

Figure n°1. « L'évolution de la population mondiale 2010-2050 suivant la religion, en milliards » (PEW-TEMPLETON, 2015)

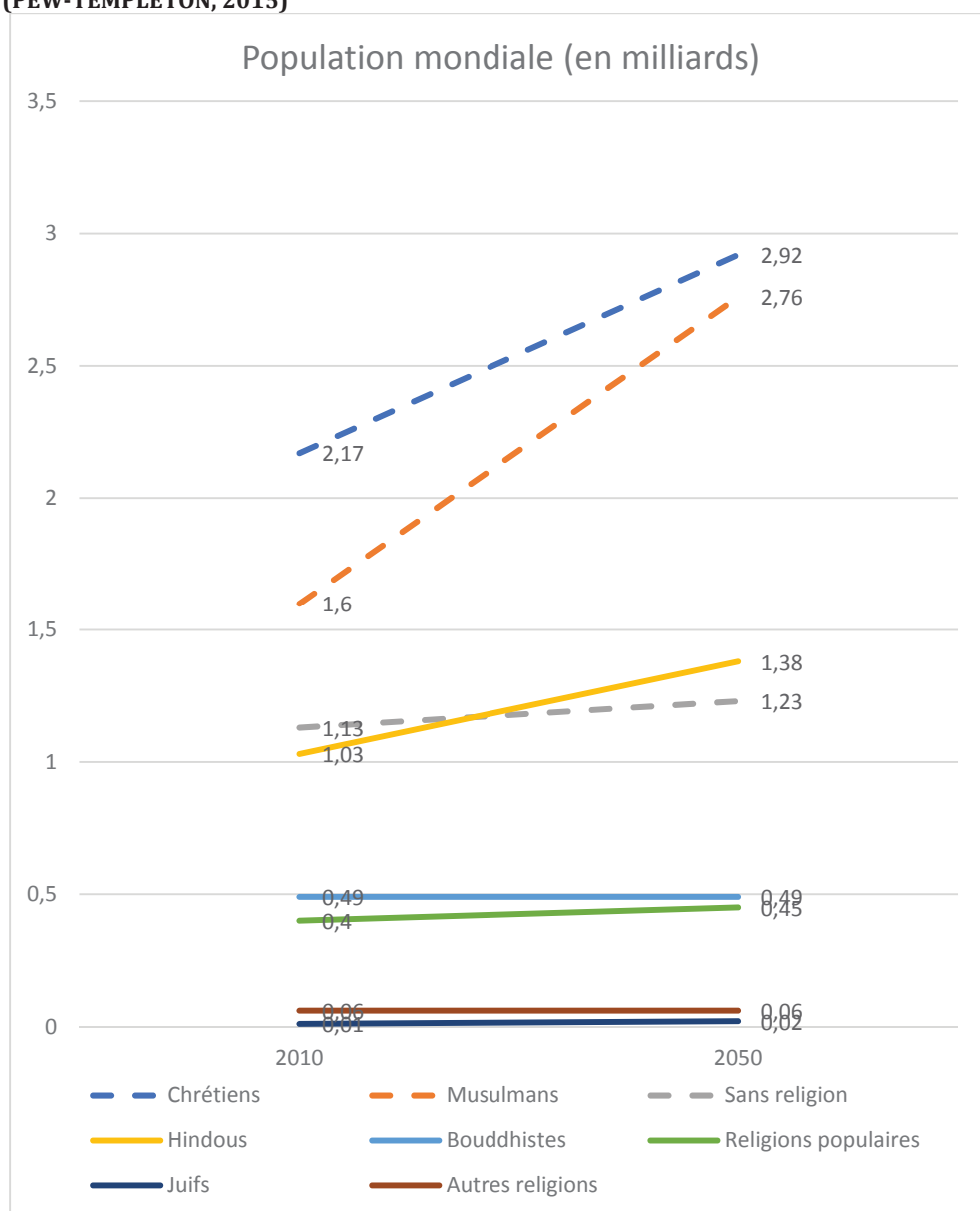
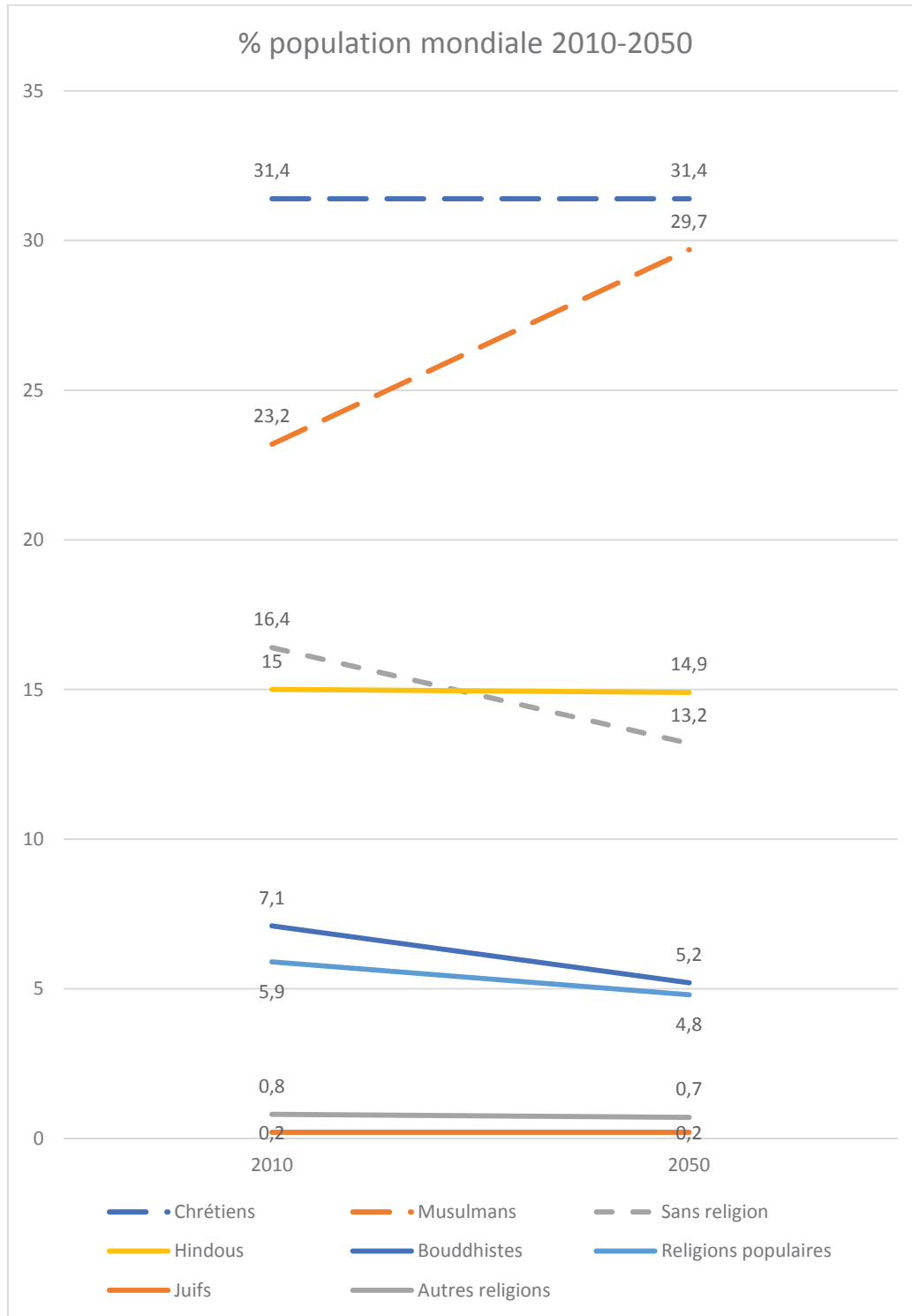


Figure n°2. « L'évolution de la population mondiale 2010-2050 suivant la religion, en % » (PEW-TEMPLETON, 2015).



Au niveau mondial (cf. figures n°1 et 2), toutes les religions sont représentées, ce qui n'est évidemment pas le cas dans chaque pays. La population mondiale étant en croissance estimée de 35%, tous les grands groupes religieux voient leur taille augmenter (par exemple les chrétiens passent de 2,17 à 2,92 milliards, les musulmans de 1,6 à 2,76 milliards, et les « sans religion » ou athées de 1,13 à 1,23 milliards), et les petits groupes tendent plutôt à stagner. On notera la place de la religion hindoue qui fait partie des quatre principaux groupes. La diversité religieuse est, démographiquement parlant, toujours la règle en 2050.

En regardant les évolutions des parts de chaque groupe, on peut avoir une idée de la dynamique et des poids relatifs en 2050. La religion chrétienne sera, en pourcentage de la population totale, toujours la principale religion en 2050, mais elle sera à un niveau presque équivalent à la religion musulmane (31,4% contre 29,7%). Si les tendances perduraient jusqu'en 2070, les musulmans seraient la première religion après cette date. La religion indoue ne voit pas part dans la population évoluer, et demeure la troisième dans le monde. Les personnes « sans religion » perdent du terrain à 13,2% (contre 16,4% aujourd'hui). Les religions moins fréquentes sont stables à l'exception du bouddhisme qui recule de 7,1 à 5,2%.

Interprétation

Les tendances s'expliquent principalement par quatre facteurs : la fertilité des femmes (leur taux de descendance final), les conversions religieuses ou irrégieuses, l'espérance de vie et les migrations. Au niveau mondial, seuls les trois premiers facteurs jouent puisqu'un individu qui se déplace d'un pays à l'autre sans changer de religion est toujours compté comme membre de la dénomination dans laquelle il s'inscrit. Le nombre total d'enfants qu'une femme a au cours de sa vie va décliner, selon la projection, de 2,5 à 2,1 en moyenne. Mais, il apparaît qu'en 2015 les musulmans ont la fertilité finale la plus élevée (3,1), devant les chrétiens (2,7), tandis que les personnes sans religion n'affichent qu'un taux plus réduit (de 1,7). La religion découlant de la socialisation familiale, cette variable explique une part de la croissance de la part des musulmans et de la décroissance des sans religions. Les conversions religieuses cumulées sur la période se font surtout en défaveur des chrétiens (-66 millions), légèrement en faveur des musulmans (+3,2 millions), mais surtout au bénéfice des athées (+61,5 millions). Ce mouvement est vrai dans les pays occidentaux (Europe, Amérique du Nord). Enfin, l'espérance de vie à la naissance augmenterait de 69 à 76 ans entre 2015 et 2050. Parmi les croyances les plus partagées, le groupe des « sans religion » a la plus longue espérance de vie (elle passe de 75 à 81 ans, +6 ans), les chrétiens sont en position intermédiaire (71 à 76 ans, +5), et les musulmans la plus courte (67 à 75 ans, +7). Les musulmans voient leur espérance de vie augmenter le plus (+7, comparée aux athées +6, et aux chrétiens +5 ans). Cumulés, ces facteurs expliquent les tendances et la place grandissante de l'islam : le groupe musulman a plus d'enfants, voit son espérance de vie progresser plus vite, conserve mieux ses fidèles et attire plus vers lui de convertis.

Références : PEW-TEMPLETON Global religious futures project.

Conrad Hackett, Marcin Stonawski, Brian J. Grim, Vegard Skirbekk, 2015, The future size of religiously affiliated and unaffiliated populations, *Demographic Research: Volume 32, Article 27 (Descriptive Findings)*.

The Future of World Religions: Population Growth Projections, 2010-2050 . Why Muslims Are Rising Fastest and the Unaffiliated Are Shrinking as a Share of the World's Population.

PROJECTION DÉMOGRAPHIQUE : LES GROUPES RELIGIEUX EN EUROPE ET EN FRANCE EN 2050

En France et en Europe, elle constitue un enjeu politique de premier plan. Elle est l'objet de vifs débats politiques, notamment parce que la religion musulmane en Europe est liée à l'histoire migratoire récente. Certains universitaires (comme Bernard Lewis), journalistes ou hommes politiques mettent l'accent sur les changements dans la composition ethnico-religieuse, et font des pronostics sur l'avenir de l'Europe.

À partir d'études et recherches recensant les populations et disposant d'informations sur leur rapport à la religion (le fait d'en avoir une ou non, et si oui indiquant quelle est la dénomination auxquelles les personnes se rattachent), une équipe pluri-disciplinaire (démographe, spécialiste des religions, de santé publique et en modélisation) travaillant dans le cadre des instituts PEW et TEMPLETON, a réalisé des projections de la taille et la proportion des groupes religieux à l'aide d'outils standards de projection démographique. La place des différentes religions dans le monde a été présentée (cf. fiche 44). Ici, nous abordons la question du point de vue régional et national (pour la France).

En retenant les trois principales croyances dans le monde en 2015 et en faisant de même en France, on remarque la spécificité du contexte national (cf. figures n°1 et 2). En effet, tandis qu'au niveau mondial catholiques, musulmans et athées représentent un peu plus de 70% de la population, en France ils pèsent 98,5% en 2015. La diversité religieuse est donc moindre en France. Les tendances mondiales montrent une croissance rapide de l'islam qui se place presque au même niveau que le christianisme en 2050 (et au-dessus à partir de 2070), une diminution de celle des chrétiens (dont la proportion stagne) tandis que celle des sans religion régresse. Il en va tout autrement en France (cf. figure n°1) : les chrétiens sont en perte de vitesse marquée (moins 46%) au profit des musulmans (un groupe qui progresse nettement de près d'un quart de 7,5 à 10,9%) tout en restant très minoritaire, et des « sans religion » qui deviennent le groupe principal (passant de 28 à 44,1%, soit plus d'un tiers).

Figure n°1. L'évolution de la population mondiale 2010-2050 pour les trois principales religions dans le monde (PEW, 2015)

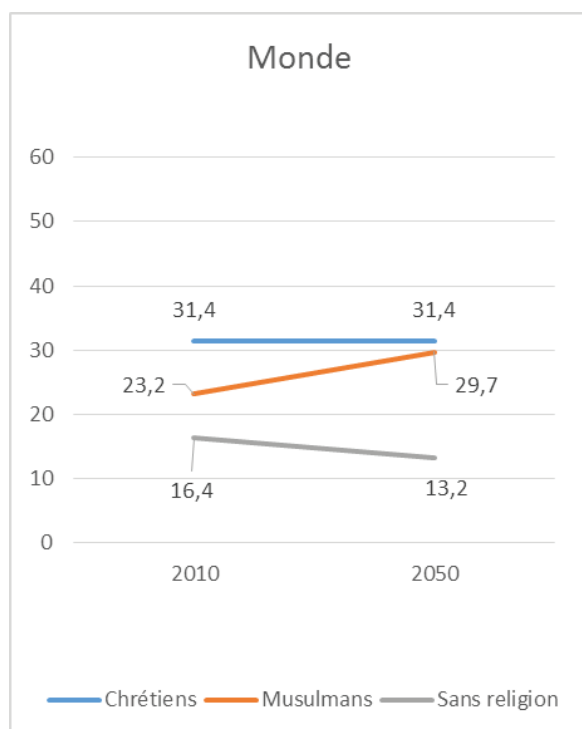
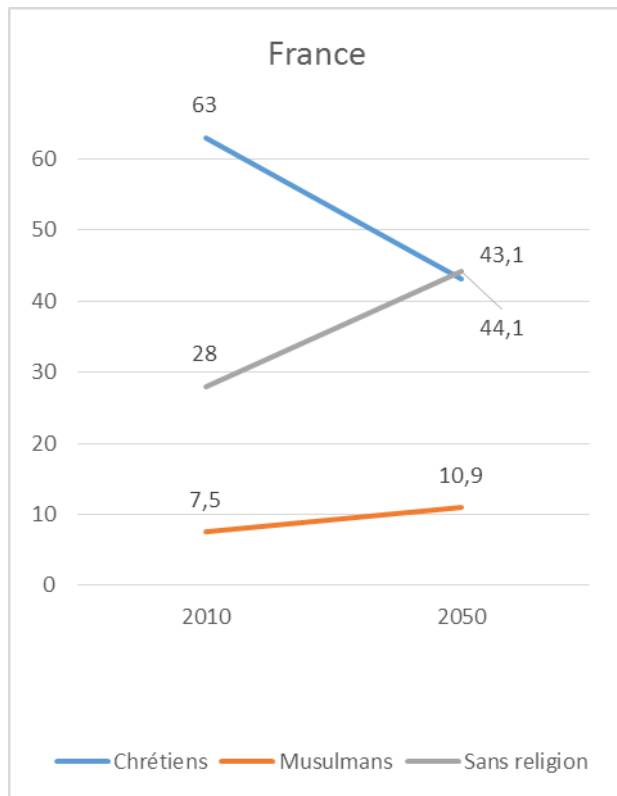


Figure n°2. L'évolution de la population mondiale 2010-2050 pour les trois principales religions en France (PEW, 2015)



L'évolution que connaîtrait la France est marquée par la place principale occupée par les athées, mais la sécularisation se produit également dans les pays occidentaux qui sont plus religieux, et en particulier aux États-Unis. Ainsi, la part des chrétiens va diminuer de 78,3% à 66,4% et celle des sans religion va y augmenter nettement de 16,4 à 25,6%. Certes, la part du groupe musulman progresse de 0,9% à 2,1% (elle double même), mais reste parmi les petites minorités religieuses (contrairement à la France où elle est souvent la plus grosse minorité). Le maintien de la part des chrétiens dans la population mondiale s'explique par le rôle joué par les régions Amérique du Sud et Afrique. Alors que la plus grande partie des chrétiens était localisée en Europe au début du XX^e siècle, ils sont essentiellement hors d'Europe au début du XXI^e siècle. La démographie se combine à la géographie pour dessiner les relations entre groupes religieux.

Interprétation

Les conversions, la fécondité, l'espérance de vie et les migrations se combinent donc, en Europe, d'une manière particulière pour expliquer les dynamiques démographiques. Les taux de fertilité d'une religion varient énormément suivant la région qu'on observe. Ainsi les femmes sans religion en Afrique subsaharienne ont 4,3 enfants au cours de leur vie contre 1,4 en Europe. Et les musulmans en ont 5,6 contre 2,1, les catholiques 4,5 contre 1,6. Cela dit, à l'intérieur de l'Europe, les taux favorisent l'affirmation de la part relative des musulmans. Au niveau régional toujours, la croissance de la part des musulmans en Europe s'explique en partie du fait des migrations, une variable non considérée au niveau mondial (cf. fiche 44). Sans les migrations cumulées sur la période, PEW estime leur part en 2050 à 8,4% contre 10,2% en les incluant (+1,8%). Le même phénomène est vrai pour l'Amérique du nord à un niveau plus bas (+2,4 contre +1,4). D'après les calculs de Pew-Templeton, en Europe toujours, les migrations rognent un peu la part des chrétiens (-1,5%) et des athées (-0,7%). Les conversions cumulées dans les principaux groupes religieux en Europe montrent avant tout une désaffection des chrétiens, une tendance déjà à l'œuvre et bien connue qui était à l'origine des théories de la sécularisation dans la modernité. Entre 2010 et 2050, ils seront 23,8 millions de moins en Europe, presque exclusivement au profit des athées

(+23,9 millions), tandis que les conversions chez les musulmans enregistrent aussi un solde négatif (-60.000), légèrement aspirés dans la sécularisation. La croissance de la part relative des musulmans par rapport aux chrétiens en Europe s'explique donc pour une part du fait de leur dynamisme démographique (natalité plus immigration), mais pour la plus grande part du fait de la désaffection des nouvelles générations vis-à-vis de la religion de leurs parents chrétiens.

Références : PEW-TEMPLETON Global religious futures project.

Conrad Hackett, Marcin Stonawski, Brian J. Grim, Vegard Skirbekk, 2015, The future size of religiously affiliated and unaffiliated populations, *Demographic Research: Volume 32, Article 27 (Descriptive Findings)*.

The Future of World Religions: Population Growth Projections, 2010-2050 . Why Muslims Are Rising Fastest and the Unaffiliated Are Shrinking as a Share of the World's Population.

L'ÉVOLUTION DU RAPPORT À LA RELIGION DES CATHOLIQUES ET SES EFFETS SOCIAUX

La sociologie des religions en France décrit la lente érosion du culte catholique dans une France qui devient de plus en plus multiconfessionnelle, et surtout sans référence à dieu ou avec une référence qui se fait de plus en plus ténue. Une sécularisation approfondie reste l'horizon de l'évolution des croyances en France et en Europe, et même si elle s'accompagne de soubresauts et de mobilisations ponctuelles.

On peut mesurer la place de la religion à partir de l'inscription dans un culte (se déclarer catholique), des pratiques religieuses (prier par exemple), ce qu'on ressent (l'importance accordée à la religion), ou encore des convictions sociales associées (sur diverses valeurs, ou sur le rôle de la religion dans la culture du pays).

On peut rappeler qu'il n'y a pas de définition de ce qu'est un catholique, ou d'ailleurs une autre foi : faut-il simplement se sentir faire partie d'une collectivité ? ou se plier à différentes obligations de rituel et de culte ? Le débat n'est pas clos. L'autodéfinition est la règle dans les enquêtes. Les répondants qui se disent catholiques sont en nombre de plus en plus réduit : encore 81% en 1952, ils ne sont plus que 64% en 2010. Et encore, cela inclut-il tous ceux qui n'accordent pas une grande importance à la religion, plus des trois quarts chez les adolescents (cf. Roché, 2016). La chute du nombre des personnes allant à la messe, les « messialisants », est encore plus frappante : 27 % en 1952, ils ne sont même plus 5% en 2010. On sait en effet que les identités sociales ne sont pas fixes. Le sociologue C. Dargent (2010) donne des valeurs comparables à partir d'autres sources, 9% en 1985 et 6,1% en 1995. Le petit « pic » en 1972, 87% des Français se disant catholiques pourrait avoir pour origine Vatican II : l'image d'ouverture de l'église catholique a pu attirer. Inversement, Benoit XVI aura perdu beaucoup de son aura en moins un an (d'aout 2008 à mars 2009, « il défend mal les valeurs » passe de 13 à 49%).

Figure n°1. L'auto-définition comme catholique et la pratique religieuse de la messe chaque semaine 1952-2010 (source : Ifop, 2011)

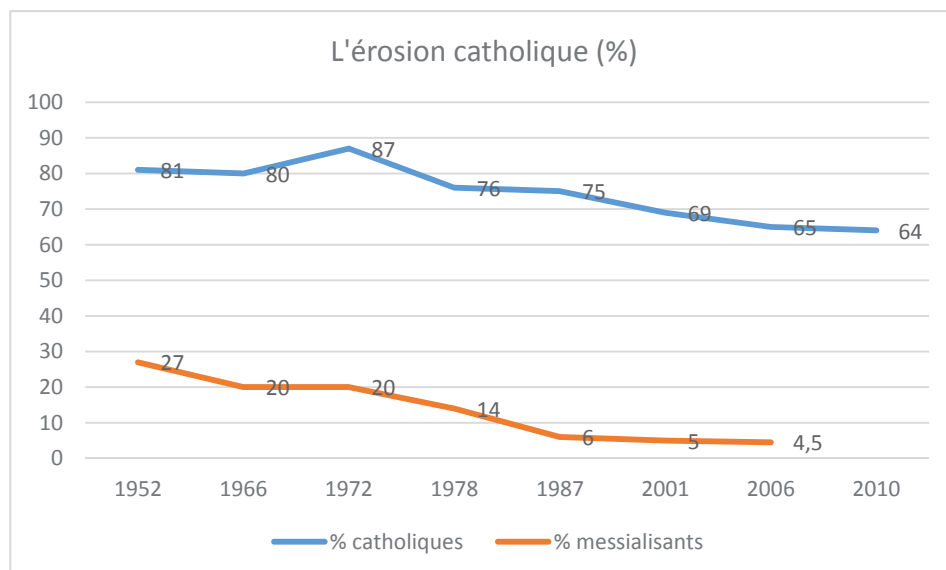


Figure n°2. L'évolution des croyances, en % (source : Ifop, 1987 et 2010)

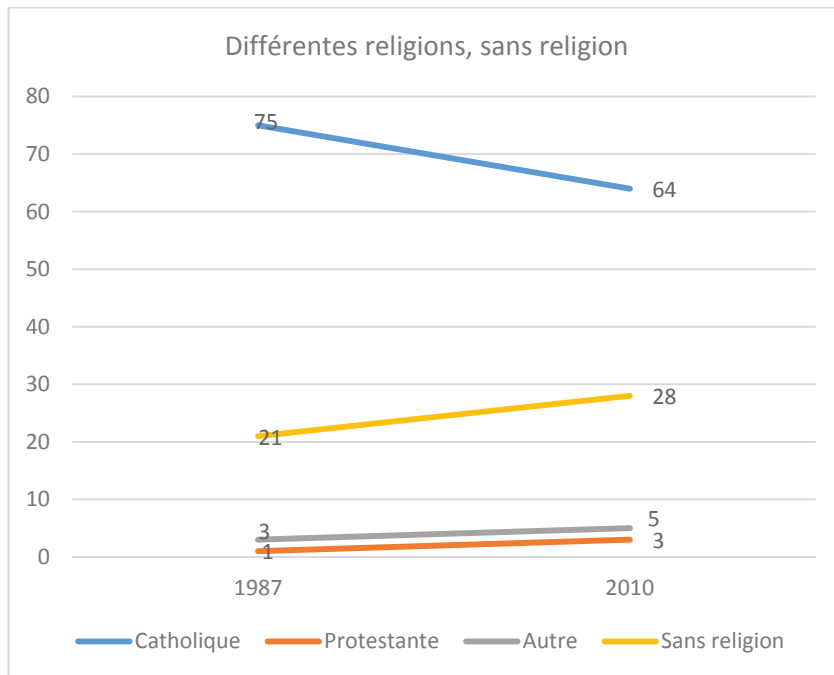
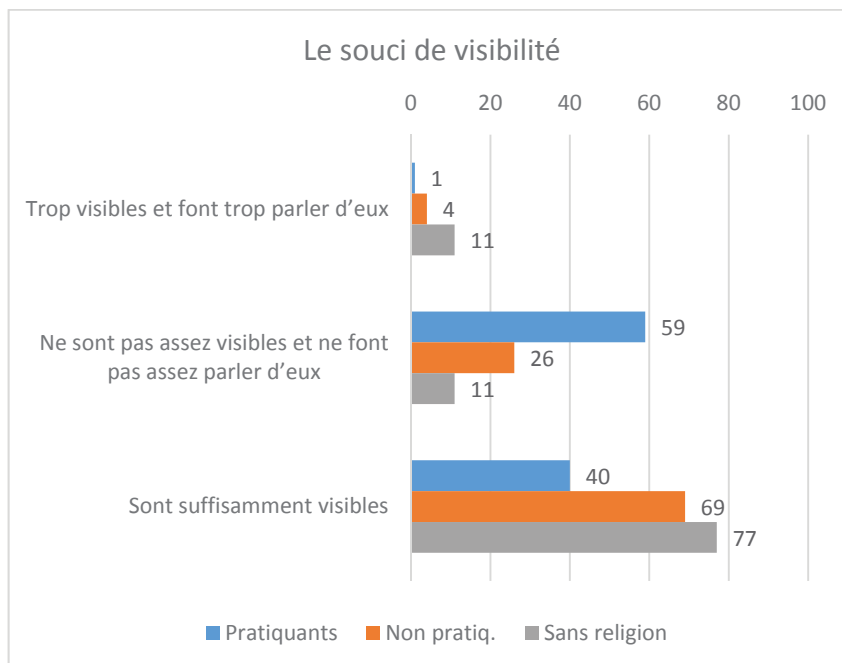


Figure n°3. Le désir d'affirmation identitaire des catholiques, en % (source : Ifop, 2007)

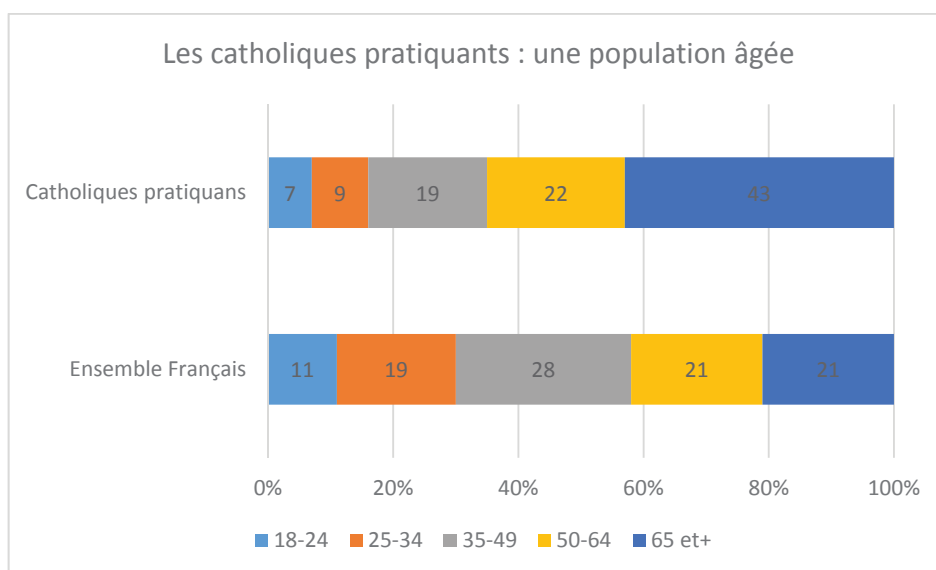


Dans le même temps, les autres convictions progressent. On peut penser à l'islam, bien sûr (cf. fiche 48), mais ce sont surtout les personnes sans religion, les athées convaincus ou indifférentes à dieu, qui gagnent du terrain. Entre 1987 et 2010, le poids des catholiques dans la population perd 11 points, les sans religion en gagnent 7, et les religions minoritaires progressent un peu (cf. figure n°2). Le phénomène continue à se poursuivre après cette date. Selon les études européennes sur les valeurs (EVS) qui portent sur les pratiques des français, le déclin est générationnel : les pratiquants sont moins nombreux à tous les âges de la génération suivante. De sorte que la pratique « au moins une fois par mois » entre 1981 et 2008 des 17-25 chute de 43 à 26% (-17 points), et pour les 66-75 ans et plus il évolue de 70 à 54% (-16 points). La religion ne se transmet plus : le nombre de baptêmes passe de 472 130 à 302 941 entre 1990 et 2010. Et, nombreux sont les catholiques à penser que l'église doit moderniser son discours pour tenir compte des changements sociaux (77% en 2009), même si c'est un peu moins le cas chez les pratiquants (69%). Sur la contraception

des catholiques, 85% le pensent, sur l'avortement 83%, sur le remariage des divorcés 77%, et 69% sur l'homosexualité (et pour les pratiquants les pourcentages sont respectivement de 75, 68, 69 et 49%, Ifop, 2009).

Les catholiques sont majoritaires et assez silencieux dans l'espace public, hors certains épisodes de mobilisation comme vis-à-vis du mariage pour tous, ou encore lors de la campagne de François Fillon lors de l'élection présidentielle de 2017 où le groupe « sens commun » a fait entendre ses revendications. Une étude de l'Ifop montre que les catholiques ont aussi une aspiration identitaire, en particulier ceux qui pratiquent leur religion, tandis que les « sans religion » estiment qu'ils sont largement assez audibles (cf. figure n°3). 59% des catholiques pratiquants estiment ainsi qu'ils ne font pas assez parler d'eux. Il faut préciser que leur démographie les pousse moins à l'action : ils sont nettement plus présents chez les 65 ans et plus. En effet 43% des catholiques pratiquants sont dans cette tranche d'âge. Ils sont âgés deux fois plus souvent que la moyenne (cf. figure n°3).

Figure n°4. La démographie des catholiques pratiquants comparée à celle des Français en moyenne (source : Ifop, 2010)



La conviction catholique est, comme dans les autres religions, associée à des pratiques sociales et des orientations en valeurs : les catholiques sont plus conservateurs, par exemple ils pratiquent moins souvent la cohabitation hors mariage ou ne se marient pas une seconde fois comme l'ont montré les démographes (Régner-Loilier, 2008). Ils sont plus réceptifs à un discours orienté vers le passé et les origines religieuses de la France, et les plus pratiquants encore davantage : 66 % d'entre eux pensent que N. Sarkozy a eu raison en 2008 de parler des « racines chrétiennes de la France » contre 36% des sans religion (Ifop, 2008).

Interprétation

La sécularisation, particulière dans le contexte Européen où peu de religions (chrétienne principalement et musulmane ensuite), loin devant les autres religions minoritaires, rassemblent la quasi-totalité des croyants, gagne du terrain. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale la déchristianisation de la France se poursuit et s'accélère après 1968. De moins en moins de citoyens se déclarent catholiques, la pratique religieuse de la messe s'est littéralement effondrée, les baptêmes sont de moins en moins nombreux, et nombre de règles sociales autrefois ancrées dans la religion ne recueillent plus l'adhésion de ceux qui se définissent encore par le catholicisme. Les catholiques souhaitent largement que les valeurs de leur église évoluent avec celles de la société en général. Régulièrement, la mort d'une génération fait disparaître avec ceux un peu plus du culte catholique qui y étaient attaché. Le petit ensemble des croyants pratiquants a conscience de ce mouvement et de sa propre disparition identitaire dans l'espace public, qu'il déplore.

Sources

Arnaud Régnier-Loilier et France Prioux (2008) La pratique religieuse influence-t-elle les comportements familiaux ? *Population et société*, Numéro 447 Juillet-août.

Claude DARGENT (2010) La population musulmane de France : de l'ombre à la lumière ? *Revue française de sociologie*, 51-2, 219-246.

Sebastian Roché (2016) *De la police en démocratie*, Paris, Grasset.

Ifop, Analyse : Le catholicisme en France en 2010. Cumul d'enquêtes sur la période 2005-2010, un sous-échantillon de 85 241 interviewés se déclarant de religion catholique dont 19 671 se déclarent « pratiquants » et 65 570 « non-pratiquants », et notamment :

- La Croix « L'avenir du christianisme » – Novembre 2007,
- La Croix « Les Français, la laïcité et le rôle des religions » - Mars 2008,
- Le Journal du Dimanche, Le rapport des catholiques Français à leur Église et à Benoît XVI, Mars 2009,
- La Vie auprès, échantillon de 964 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, du 28 au 29 août 2008,

Questions :

- « Pouvez-vous me dire quelle est votre religion si vous en avez une ? »,
- « Diriez-vous qu'aujourd'hui dans notre société, les chrétiens sont... » « Trop visibles et font trop parler d'eux / Ne sont pas assez visibles et ne font pas assez parler d'eux / Sont suffisamment visibles ».

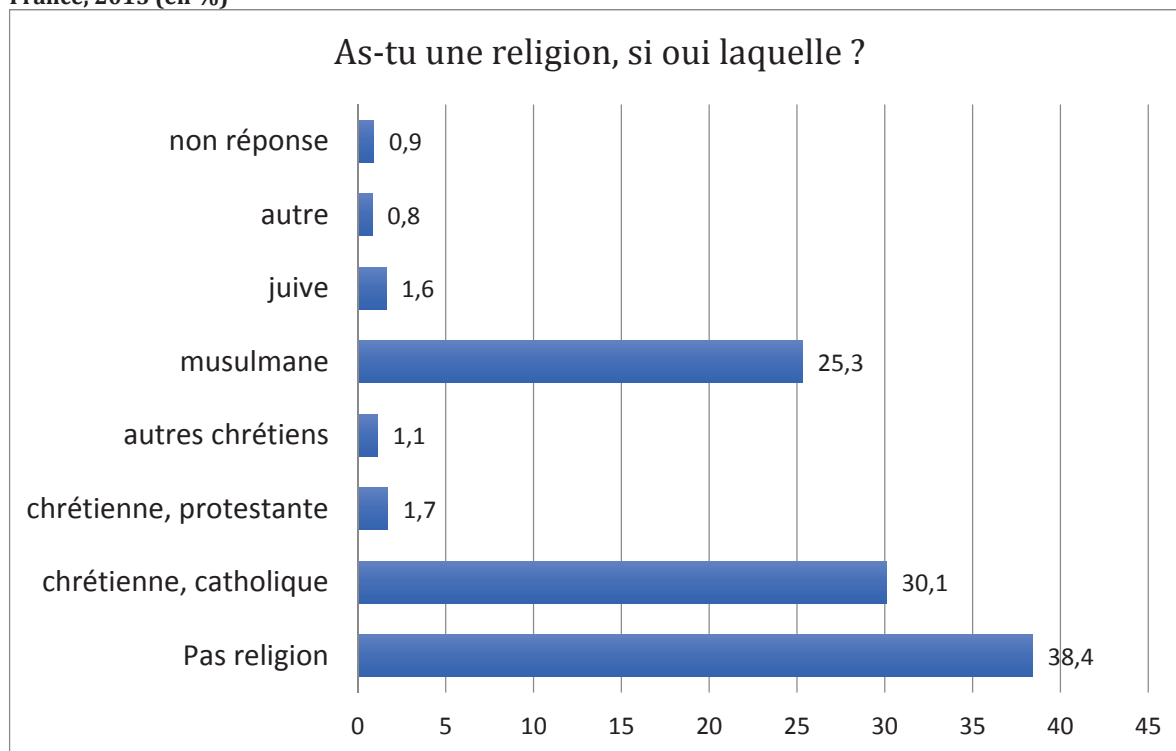
PROJECTION DÉMOGRAPHIQUE : LES GROUPES RELIGIEUX EN EUROPE ET EN FRANCE EN 2050

« Les adolescents et la loi » est une enquête internationale menée par les CNRS et Sciences-Po Grenoble dans des villes françaises pour comprendre les relations des adolescents avec la cité. Nommée UPYC, un acronyme tiré de son nom anglais, elle s'intéresse notamment à l'intérêt pour la politique, le vote, la délinquance, les inégalités socio-économiques, et à la religion.

Concernant la religion, l'intérêt de cette enquête tient à son échantillonnage. Alors que la plupart des enquêtes en population générale réalisées par les instituts s'appuient sur des bases fragiles pour calculer les quotas de personnes des différents cultes (puisque ces valeurs de référence n'existent pas), l'enquête procède par tirage aléatoire des classes où sont scolarisés les collégiens. Cette méthode est reconnue comme supérieure à différents points de vue. De plus, étant donné le très faible taux de refus de répondre des adolescents, les chiffres sont peu susceptibles d'être affectés d'un biais de sélection.

Les estimations nationales de la part des différentes confessions sont une information intéressante, mais étant donné que les groupes sont très inégalement répartis sur le territoire national ces valeurs ne donnent que peu d'informations sur la réalité dans chaque région ou métropole de France. L'enquête UPYC porte sur les Bouches-du-Rhône, un département qui abrite la troisième ville de France, et assez urbanisé.

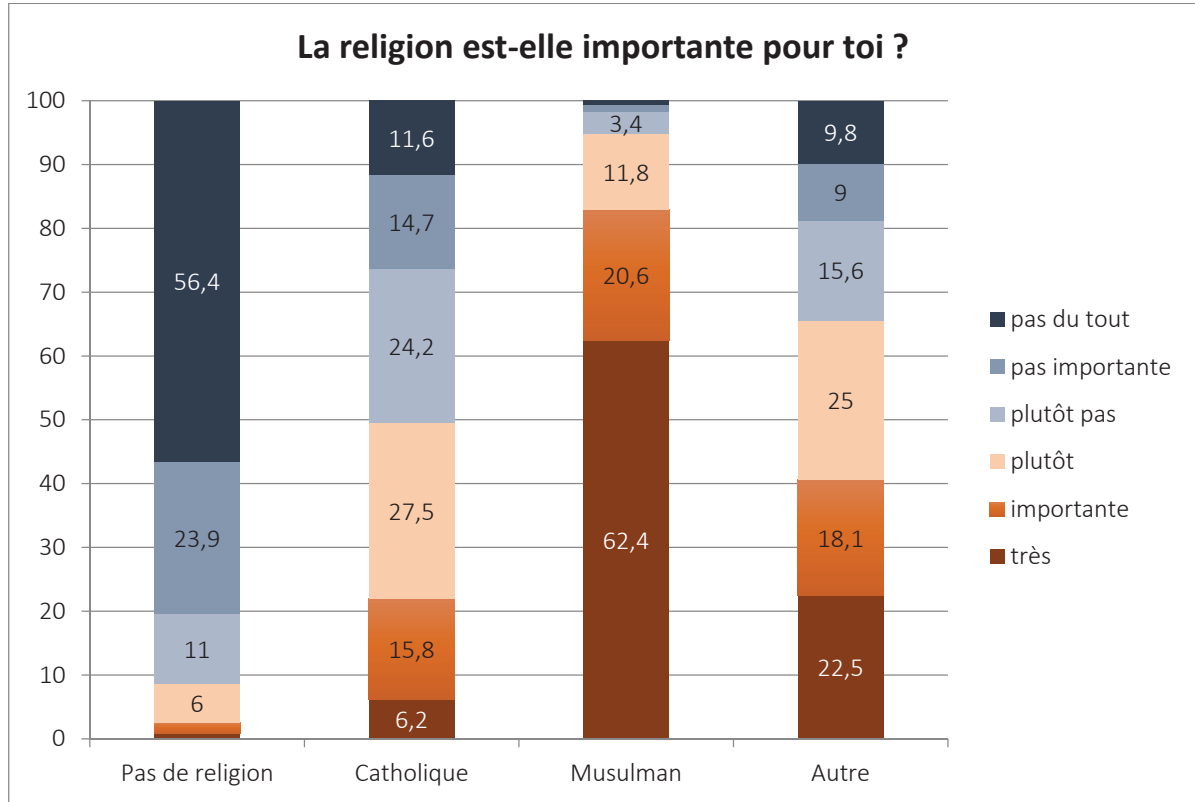
Figure n°1. « As-tu une religion, si oui laquelle ? », Bouches-du-Rhône, 2015, base : tous répondants. UPYC-France, 2015 (en %)



L'enquête demandait aux jeunes de répondre à la question suivante : « As-tu une religion, si oui laquelle », suivait une liste des religions. Presque tous les élèves acceptent de répondre, seuls 0,9% d'entre eux préférant s'abstenir sur cet item. Comme dans les autres régions étudiées avec une méthodologie comparable et pour une tranche d'âge proche, les adolescents en France se révèlent majoritairement athées. Il s'agit d'un point simple mais important : la question religieuse telle qu'elle se pose en France ne se tient pas uniquement entre différentes confessions, mais aussi et principalement entre ceux qui disent appartenir à une religion et ceux qui ne le disent pas. Ainsi, 38,4% des élèves interrogés n'ont pas de religion (cf. figure n°1). C'est plus que ceux qui se disent catholiques (30,1%), et qui forment la religion majoritaire, Les chrétiens, en additionnant catholiques, protestants et autres cultes sont au total 33%. Ils sont suivis par les musulmans (25,3%). Les juifs ne pèsent qu'une petite fraction du total, ici moins de 2%.

On vérifie donc le résultat suivant lequel l'islam est bien plus présent dans les départements urbains et les grandes agglomérations que dans l'ensemble du pays. Ces taux moyens dans le département sont, à leur tour, variables suivant les espaces, et plus élevés dans les zones pauvres.

Figure n°2. « La religion est-elle importante pour toi ? », Bouches-du-Rhône, 2015, base : tous répondants, UPYC-France, 2015 (en %)



L'inscription dans un groupe de croyance est une chose, l'importance vécue par les individus de ces croyances en est une autre. Un ensemble de questions traite des différentes formes d'attachement à leur groupe de foi, et ici nous présentons une formulation simple qui synthétise l'attachement : « La religion est-elle importante pour toi ? ». Pour chaque groupe religieux, on peut observer les variations d'attachement, et elles se révèlent particulièrement marquées.

Ainsi, on ne sera pas surpris de voir que les personnes athées n'accordent pas ou pas du tout d'importance à la religion (90% sont dans ce cas). Mais on le sera peut-être en constatant que les catholiques sont seulement 22% à dire que la religion est « très importante » ou « importante » pour eux. Cela laisse 78% exprimer des réponses mitigées (plutôt, plutôt pas), ou même de déni explicite de son importance. Cette situation contraste avec l'affirmation de la valeur de leur foi pour les musulmans : 83% répondent « très importante » ou « importante ». C'est exactement une proportion inverse des catholiques. Les autres religions adoptent un profil intermédiaire : ils sont deux fois plus convaincus que les catholiques de l'importance pour eux de la religion (40,6%), mais deux fois moins que les musulmans.

Interprétation

Les enquêtes sur les adolescents en France permettent d'éclairer de deux manières les travaux de projection démographique réalisés par Pew-Templeton (cf. fiches 44 et 45). D'une part, on comprend mieux en voyant le désintérêt pour leur religion des jeunes comment se produit le mouvement de vidange du réservoir de la part des catholiques : en règle générale, la transmission intergénérationnelle de la foi n'opère pas. Les taux de personnes « sans religion » chez les jeunes urbains en 2015 sont proches de ceux projetés pour la France

en 2050 par Pew-Templeton. D'autre part, on aurait tort de s'en remettre simplement à la démographique des groupes religieux tels qu'ils dérivent des affiliations religieuses pour comprendre la dynamique des religions en France. En effet, compter les catholiques est trompeur : près de 80% ne sont pas très intéressés par la religion. Le groupe catholique pèse à valeur faciale 30%, mais son poids « religieux » une fois pondéré par l'importance de la religion est de l'ordre de 6% de la population des collégiens. Inversement, les musulmans sont un groupe plus petit, de l'ordre de 25%, mais sachant que 80% d'entre eux y sont attachés, cela représente 20% de la population des collégiens. C'est trois fois plus que les catholiques. Si ces préférences de foi sont durables dans le temps chez les personnes attachées à leur foi, elles pourraient se traduire par une capacité de mobilisation sociale et politique correspondant à ce poids démographique.

Références : « Les adolescents et la loi », UPYC-France

UPYC est une recherche portant sur la prévention de la délinquance et la violence chez les jeunes.

Le travail de terrain s'y est déroulé entre avril et juin 2015. Elle porte sur les adolescents scolarisés (de 12 à 16 ans).

Les sites retenus pour la recherche sont les collèges des Bouches du Rhône. L'échantillon est représentatif et un peu plus de 9.300 adolescents ont été interrogés dans les établissements scolaires dont les classes ont été tirées au sort.

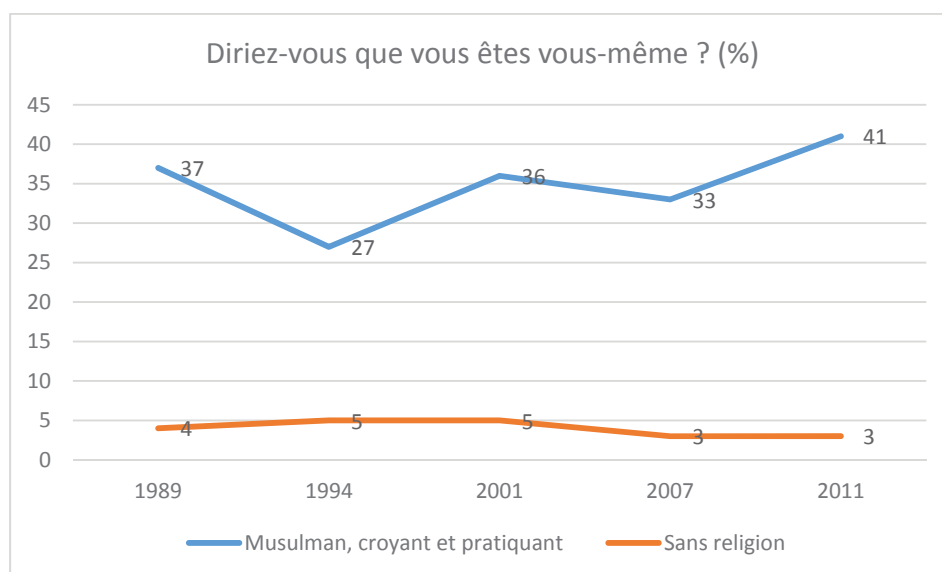
Polis a été financée par l'ANR et le CSFRS, et réalisée au laboratoire Pacte, CNRS et Sciences Po Grenoble, Université de Grenoble.

L'ÉVOLUTION DU RAPPORT À LA RELIGION DES MUSULMANS ET SES EFFETS SOCIAUX

La sociologie des religions en France était une discipline qui ronronnait, décrivant la lente érosion du culte catholique (cf. fiche 48). Mais, l'islam a pris en une vingtaine d'année une place croissante dans la discussion publique. Les questions du nombre de musulmans, mais aussi de l'affirmation de leur identité religieuse et enfin de leur religiosité ont dynamisé la discussion publique et les recherches. Il reste qu'on a peu de recul historique sur la population musulmane ou d'origine musulmane en France à partir des enquêtes.

On peut mesurer la place de la religion à partir des inscriptions dans un culte (musulman par exemple), la croyance ou non dans un dieu (ou une force surnaturelle), des pratiques religieuses (prier par exemple), ce qu'on ressent (l'importance accordée à la religion), ou encore des pratiques sociales associées (la recherche de personnes qui pensent comme soi). Les deux dernières dimensions sont associées à une identité sociale religieuse des personnes plus qu'à leur intégration dans un culte. Le sociologue Claude Dargent (2010) a montré l'apparition progressive des musulmans dans les sondages réalisés par différents centres de recherche liés à Sciences-Po Paris en France : ils sont d'après lui sous-estimés avec 0,3% de la population française en 1985, 0,6% en 1992, 1% en 1998, 2,6% en 2004. La démographe Michèle Tribalat, sur la base de l'enquête TeO de l'INSEE et l'INED l'estime à 4,2 millions en 2008, base à partir de laquelle l'institut Pew a estimé en 2010 son poids à 7,5% (soit bien plus que l'institut Montaigne, avec 5,6% et une méthodologie plus fragile).

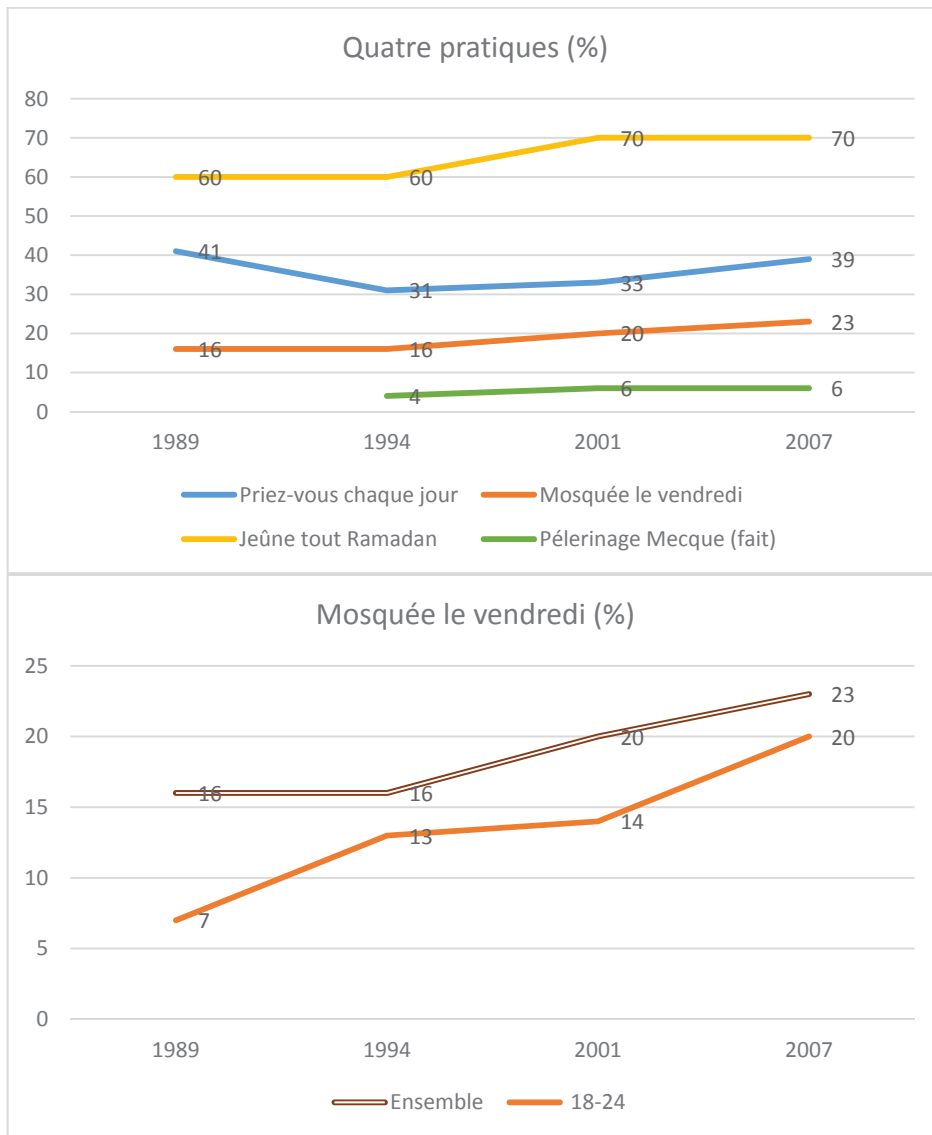
Figure n°1. L'auto-définition religieuse par les personnes d'origine musulmane 1989-2011 (source : Ifop, 2009 et 2011)



L'ifop a réalisé une série de sondage sur les personnes d'origine musulmane, c'est-à-dire originaire d'un pays à majorité musulmane d'Afrique du Nord à partir de 1989. Les échantillons sont souvent de taille modeste, ce qui diminue la précision des valeurs indiquées. Regardons surtout les tendances nettes. Concernant l'affirmation d'une identité religieuse, il est probable qu'elle soit stable dans le temps. Depuis 1989, le pourcentage de personnes qui ne se définissent pas comme religieux est très faible (entre 3 et 5%). Ceci est confirmé par d'autres études sur la croyance en dieu, comme celle de C. Dargent, qui observent que 95% des musulmans croient en une telle entité surnaturelle, un pourcentage bien plus élevé que pour toute autre religion (2010 : 238).

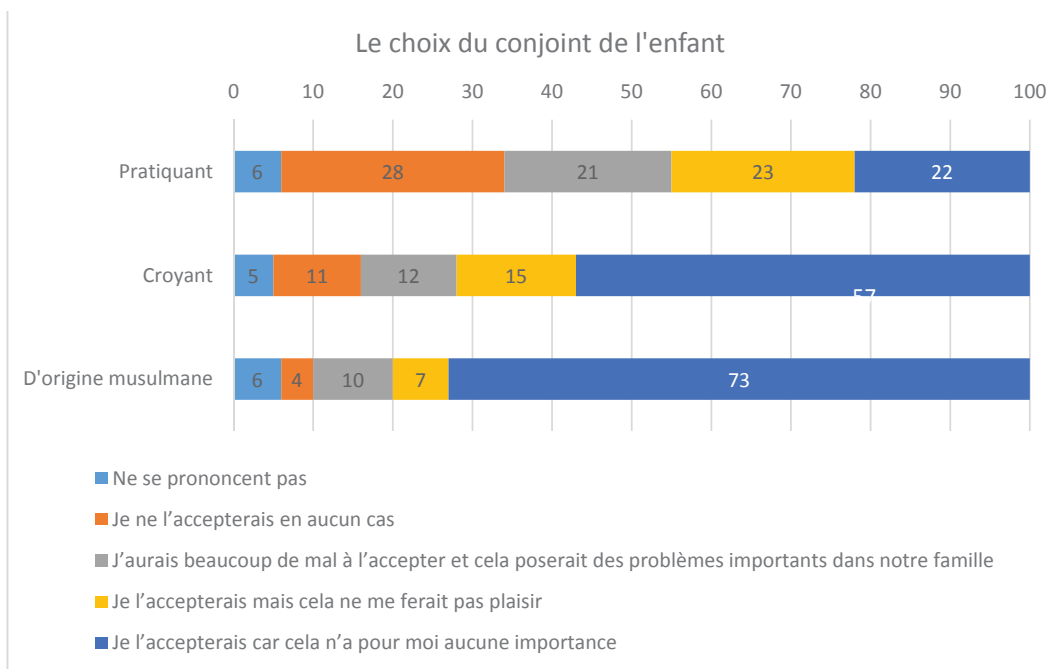
Concernant les pratiques religieuses, elles tendent à se renforcer progressivement depuis 1989. Le jeûne durant tout le Ramadan gagne du terrain (+10 points), la prière ne varie pas, la fréquentation de la mosquée le vendredi progresse (+7 points), la réalisation du pèlerinage à la Mecque est très minoritaire et stable. Ce sont donc plutôt des formes ordinaires et collectives qui progressent (cf. figure n°2, en haut). Même si les plus âgés sont les plus assidus, la pratique de la mosquée par les jeunes semble avoir progressé le plus rapidement, et presque rattrapé les pratiques moyennement observées (cf. figure n°2, en bas).

Figure n°2. Les pratiques religieuses des personnes d'origine musulmane 1989-2011 et la comparaison entre les jeunes et la moyenne pour la fréquentation de la mosquée (source : Ifop, 2009 et 2011)



Les pratiques alimentaires ne sont pas étudiées de manière longitudinale. Elles semblent également gagner du terrain. Dans une étude de l'Ifop pour la fondation Montaigne réalisée en 2016, on apprend que la consommation de viande halal est importante pour les musulmans, « qui l'identifient de plus en plus au simple fait d'être musulman : être musulman, c'est être *halal* (par opposition à *haram*) » : 70 % des répondants déclarent « toujours acheter de la viande halal », 22 % « parfois » et 6 % « jamais ». De plus, un peu plus de 40 % des musulmans interrogés déclarent que la consommation de viande halal constitue l'un des 5 piliers de l'islam. Or, les cinq piliers, de l'islam sunnite sont la profession de foi, la prière, la zakat (aider financièrement les pauvres), le jeûne du mois de Ramadan, et le pèlerinage à la Mecque une fois dans la vie (pour ceux qui ont les ressources suffisantes). Le mode de consommation halal devient un marqueur de l'identité sociale, c'est-à-dire de l'appartenance au groupe des musulmans. Il ne se confond pas avec la religiosité. Le port du voile peut être saisi avec la même grille de lecture. L'appartenance au groupe peut s'exprimer dans les pratiques sociales, et non par les pratiques culturelles, qu'on associe avec la religion parce qu'elles permettent de se distinguer par rapport aux autres groupes.

Cette distinction religieuse s'appuie sur un sens de la religiosité : plus on se définit comme attaché à son groupe, plus on le préfère vis-à-vis des autres. Cela se manifeste par l'homophilie, par exemple dans les préférences pour le choix des époux à l'intérieur de la même communauté de foi. Les pratiquants acceptent bien moins souvent l'idée d'un conjoint qui ne soit pas de la même confession, 28% le rejetteraient en aucun cas et 21% ne se voient pas l'accepter, soit 49% des pratiquants contre 14% des personnes d'origine musulmane mais qui ne se définissent pas comme croyant ou pratiquant (cf. figure n°3). La même question posée aux femmes uniquement en 2003 présente exactement le même résultat (6% sont réticentes chez les pratiquantes contre 43% chez celles d'origine musulmane).



Interprétation

Sur le moyen terme (soit depuis le milieu des années quatre-vingt), les personnes originaires d'un pays musulman, les immigrés ou leurs descendants, sont de plus en plus nombreux (ils sont passés de 0,3 – une valeur probablement sous-estimée à 7,5% de la population) et continuent à affirmer l'importance de leur foi (seuls 5% environ se disent sans religion), et renforcent la fréquence de certaines pratiques culturelles (comme la prière du vendredi ou le Ramadan), mais aussi adoptent des pratiques sociales (alimentaires notamment) qui servent à manifester une distinction aux yeux de leur groupe et vis-à-vis des autres groupes sociaux. Une plus grande orthopraxie (respect des pratiques religieuses) est associée à une plus grande fermeture du groupe sur lui-même.

Sources

Claude DARGENT (2010) La population musulmane de France : de l'ombre à la lumière ? *Revue française de sociologie*, 51-2, 219-246.

Ifop. Analyse : 1989-2009 (Août 2009) Enquête sur l'implantation et l'évolution de l'Islam de France, compilation de résultats. Enquêtes en face-à-face auprès de personnes d'origine musulmane depuis 1989. Du 8 au 17 décembre 2007, échantillon de 537 personnes âgées de 18 ans et plus qui ont déclaré appartenir à une famille d'origine musulmane, habitant en France. L'Ifop a déterminé, à partir des statistiques de l'Insee sur l'immigration en France et des données empiriques observées sur la population d'origine musulmane dans ses enquêtes nationales, des quotas indicatifs (sexe, âge, profession) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Sondage Ifop pour Marianne réalisé en face-à-face du 25 février au 5 mars 2011. Échantillon de 547 personnes d'origine musulmane, âgées de 18 ans et plus.

Sondage Ifop pour « Elle » réalisé en face-à-face du 21 au 29 novembre 2003 auprès d'un échantillon de 300 femmes issues d'une famille d'origine musulmane.

Institut Montaigne. L'enquête a été réalisée du 13 avril au 23 mai 2016 par l'IFOP pour le JDD. Un échantillon représentatif de la population résidant en France métropolitaine (n=15 459 personnes de 15 ans et plus) a été déterminé ainsi qu'un échantillon spécifique de personnes musulmanes ou de culture musulmane de 1.029 individus, parmi lesquels 874 se définissent comme musulmans, ont été interrogées.

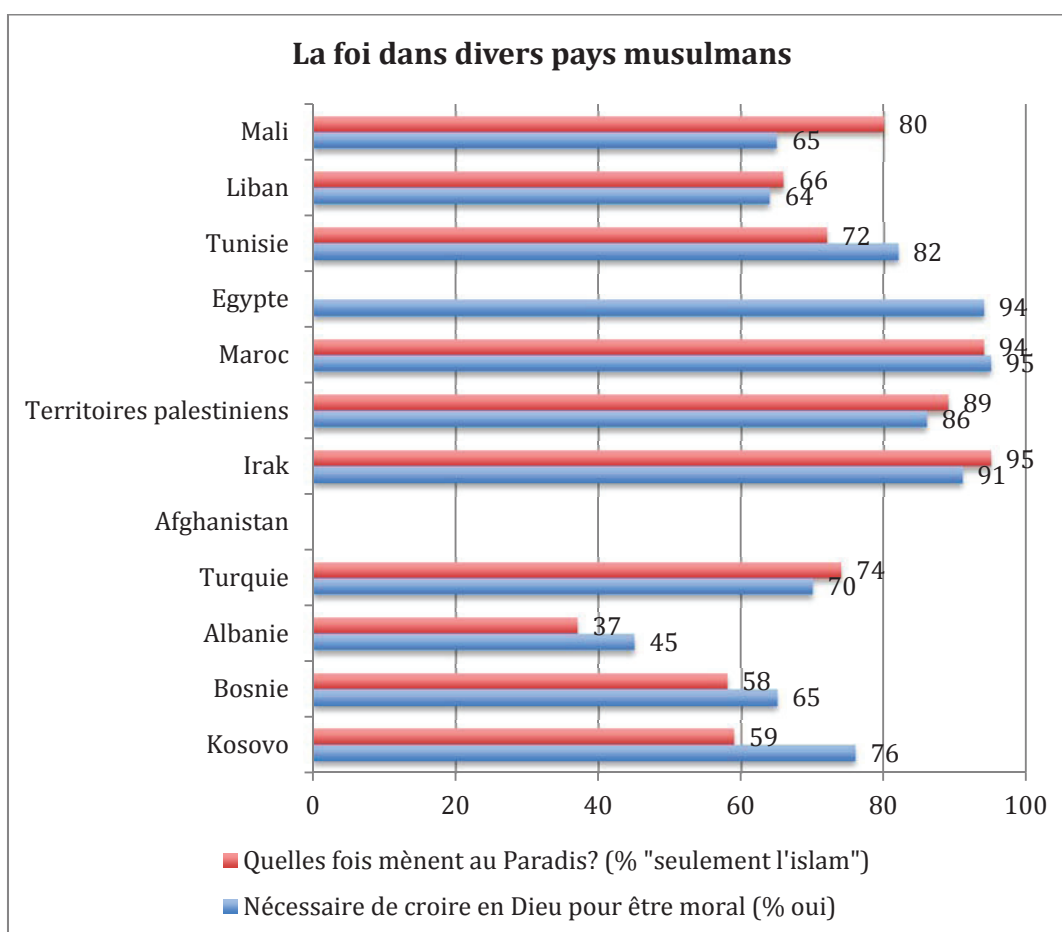
LA RELIGION ET LES VALEURS CHEZ LES MUSULMANS : UNE ÉTUDE MONDIALE

L'angle de cette fiche concerne l'importance de la foi chez les musulmans, les perceptions de la moralité de la société et le fait de sauver son âme, d'une part, et, d'autre part, des valeurs sociales à travers les jugements moraux sur des pratiques qui engagent le libre choix de la personne (l'avortement ou l'homosexualité), et, la question de l'égalité entre hommes et femmes.

L'institut Pew a réalisé un sondage dans trente-neuf pays de six régions du monde (voir la carte en illustration) sur la perception de l'État et de la loi par les musulmans. Les pays retenus sont une sélection de ceux proches de l'UE, d'Afrique et d'Asie.

Les opinions quant à la place de Dieu chez les musulmans sont présentées à la **figure n°1**. On note que, d'une manière générale, les musulmans pensent que la croyance en Dieu et la morale sont une même chose, que l'une n'est pas possible sans l'autre. Ceci va à rebours d'une éthique civile, sécularisée qui postule le contraire : les athées ont des valeurs, consacrées par les lois des hommes et trouvant leur manifestation dans la décision des assemblées délibérantes. On notera que les pays d'Europe du Sud-Est sont nettement moins souvent porteurs de ces opinions. Pour les musulmans, il n'y a, le plus souvent, qu'une seule vraie foi susceptible de permettre le salut. La diversité des voies d'accès au Paradis, et donc des cultes, n'est pas reconnue. À nouveau, les pays d'Europe sont une exception dans un panorama global.

Figure n°1. « Il est nécessaire de croire en Dieu pour être moral » (% oui), « Quelles fois mènent au Paradis ? » (% « l'Islam seulement »), divers pays, 2012. (questions non posées en Afghanistan)

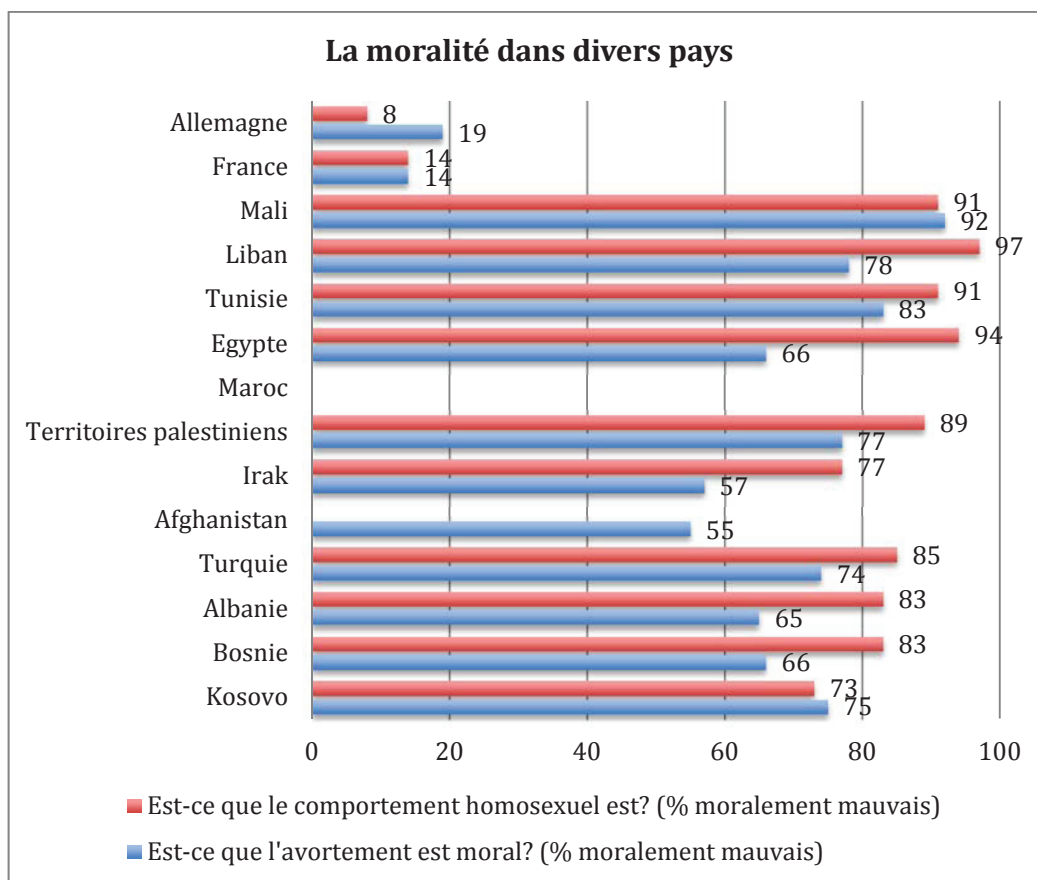


Comment cette importance de Dieu se traduit-elle dans les jugements vis-à-vis des comportements des femmes et des homosexuels, la libre détermination de leurs actes est-elle ou non acceptée ? La **figure n°2** montre une grande homogénéité des opinions à travers les pays, plus encore que pour la nécessité de croire en Dieu par exemple. Le comportement homosexuel n'est presque jamais jugé moralement acceptable (entre 0 et 7%, à l'exception de l'Europe du Sud-Est avec entre 4 et 14 %), les répondants jugent aussi que « ça dépend de la situation » ou que « ça n'est pas une question morale » mais le plus souvent qu'il est « moralement mauvais » pour entre 73 et 97 % d'entre eux (**voir figure n°2**).

Les questions de sondage originales

- Q16. Which one of these comes closest to your opinion : It is not necessary / It is necessary to believe in God in order to be moral and have good values,
- Q55. Now I'm going to read you two statements. Please tell me whether the FIRST statement or the SECOND statement comes closer to your own views — even if neither is exactly right. Q84c Islam is the one true faith leading to eternal life in heaven / Many religions can lead to eternal life in heaven.
- Do you personally believe that Having an abortion is morally acceptable, morally unacceptable, or is it not a moral issue?
- Q84d Do you personally believe that d. Homosexuality is morally acceptable, morally unacceptable, or is it not a moral issue ?

Figure n°2. « Est-ce que le comportement homosexuel est ? » (% moralement mauvais), « Est-ce que l'avortement est ? ... » (% moralement mauvais), divers pays, 2012. Pour les pays d'Europe, 2013-14. (questions non posées au Maroc).



Les opinions sur l'avortement présentent une structure comparable, même si le niveau est un peu plus faible (entre 55 et 92% des personnes disent que c'est moralement mauvais) : les opinions en valeurs se révèlent assez homogènes malgré la grande diversité des pays, de la Bosnie au Mali en passant par la Turquie. L'Afghanistan est moins prompt à juger moralement l'avortement.

L'institut Pew a enquêté des pays européens au cours de deux vagues d'enquêtes de l'automne et l'hiver 2013 publiées le 15 avril 2014, et la **figure n°2** montre les deux plus grands pays d'Europe continentale, la France et l'Allemagne. Le contraste des opinions est saisissant, y compris avec les pays musulmans géographiquement proches dans le Sud-Est, concernant l'acceptation des groupes homosexuels et de l'avortement.

En résumé, si nous avons observé qu'il n'y avait pas d'unité du monde musulman concernant le modèle des relations entre loi religieuse et État (fiche 50), lorsqu'on mesure l'importance de Dieu et la diffusion de valeurs, en particulier liées à la sexualité des groupes minoritaires (les homosexuels) ou à la place des femmes, on trouve une bien plus grande homogénéité entre ces jugements. L'unité de l'opinion musulmane à travers le monde se réalise surtout autour de l'importance de Dieu et de croyances sur ce qui est bon et pur associées à l'interprétation des textes sacrés.

Méthodologie du sondage

Pew est un institut reconnu qui réalise des enquêtes sur la politique et la religion.

L'échantillon porte sur plus de 38.000 personnes, les interviews sont réalisées en face à face. Il est composé de 39 échantillons représentatifs de la population de 18 ans et plus, chacun ayant environ 1.000 répondants. Terrain : 2012. Pour l'Europe, 2013-14. Voir la page 39 du rapport pour plus de détails.

Pour chaque pays l'échantillon est aléatoire et stratifié par zone géographique.

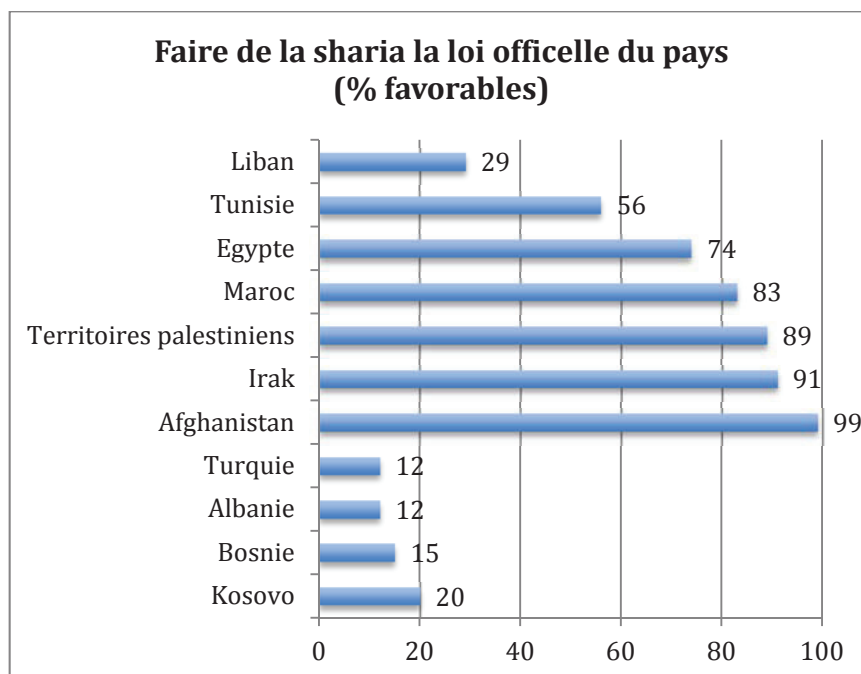
Pew a publié l'ensemble des caractéristiques des sondages sur son site web voir <http://www.pewforum.org/2013/04/30/the-worlds-muslims-religion-politics-society-overview/>

LA RELIGION, LA LOI ET L'ÉTAT CHEZ LES MUSULMANS : PEW, UNE ÉTUDE MONDIALE

L'institut Pew a réalisé un sondage dans trente-neuf pays de six régions du monde (voir la carte en illustration) sur la perception de l'État et de la loi par les musulmans. La sharia se réfère aux principes éthiques fixés dans le Coran et les exemples d'actions du prophète. Les pays retenus sont principalement ceux proches de l'UE, et également ceux dont la population est la plus favorable à un système d'État religieux de manière à situer la borne haute et la borne basse des opinions publiques.

L'angle de cette fiche concerne les relations entre la religion et l'État : la loi de l'État doit-elle être de nature religieuse, les juges doivent-ils être religieux ? Un libre droit de pratiquer sa religion pour les minorités (non musulmanes) doit-il être accordé ?

Figure n°1. « Êtes-vous favorable ou opposé à faire de la loi islamique la loi officielle du pays dans notre pays » (% favorable), 2013

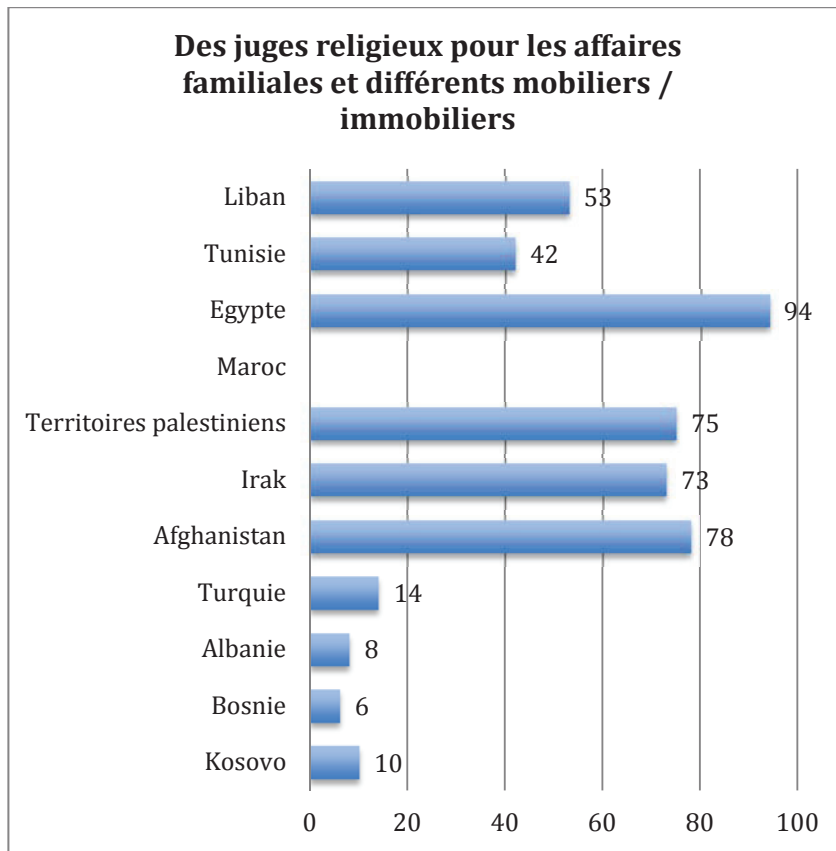


Les opinions concernant le fait de prendre la sharia comme loi officielle du pays varient très nettement suivant les pays. Les opinions dans ceux du sud-est de l'Europe géographique (Albanie, Bosnie, Kosovo) sont, avec la Turquie, très peu favorables à un alignement de la loi civile et pénale sur la loi religieuse. Mais, dans les pays d'Asie et en Afrique du Nord entre les trois quarts et la totalité de la population y sont favorables. La Tunisie est partagée en deux blocs d'une taille proche. Il n'y a donc pas d'unité dans la vision de la relation entre la religion et l'État.

Le fait de confier les jugements à des personnalités religieuses varie logiquement suivant les mêmes lignes que la préférence pour la sharia (cf. figure n°2). La Turquie et les pays d'Europe du sud-est n'y sont pas favorables, les autres bien plus souvent.

La liberté de conscience et un de ses corollaires, la liberté d'avoir et de pratiquer une religion (il faudrait y ajouter la liberté de ne pas croire) sont mesurés par la combinaison de deux questions : le fait que les musulmans pensent que les gens d'une autre religion sont libres de pratiquer leur religion, et leur appréciation sur ce fait.

Figure n°2. « Êtes-vous favorable ou opposé à ce qu'on confie à des personnalités musulmanes et des juges religieux le soin de trancher le contentieux familial et concernant les biens ? » (question non posée au Maroc), 2013



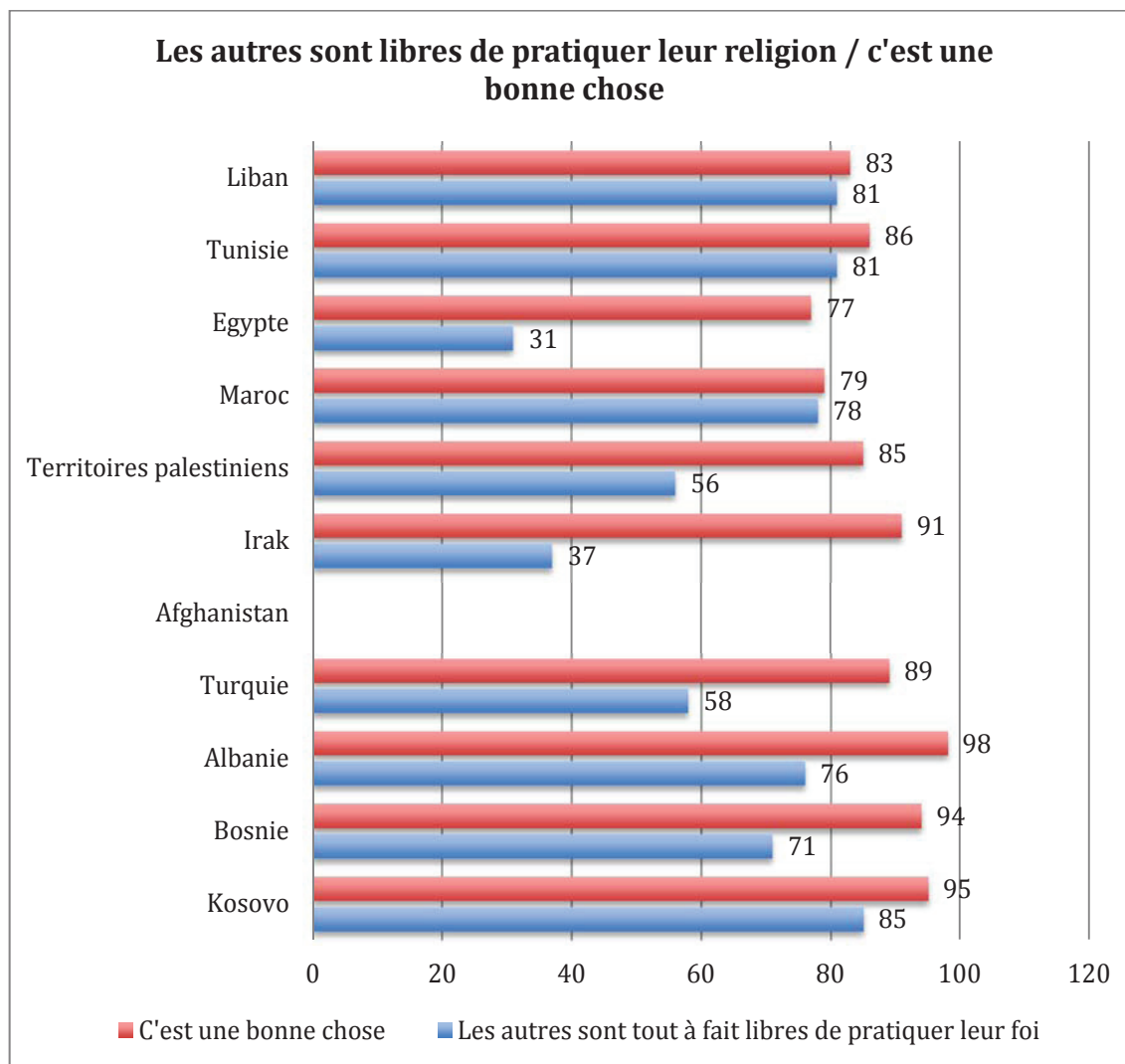
Les musulmans reconnaissent qu'il n'est pas aisé pour les personnes d'une autre religion de la pratiquer, en particulier au Moyen-Orient, mais aussi en Afrique du Nord et même en Turquie. Le Liban, la Tunisie et l'Europe du sud-est sont plus tolérants. Une très grande partie (entre 81 et 98%) des musulmans qui constatent la liberté pour les autres religions pensent que c'est une bonne chose. Dans les opinions les moins convaincues du caractère bénéfique de la liberté, comme l'Égypte ou le Maroc, un cinquième des personnes y sont réfractaires.

Les questions de sondage de Pew

- Q79a. Do you favor or oppose making sharia law, or Islamic law, the official law of the land in our country ?
- Q92a. Do you favor or oppose the following: giving Muslim leaders and religious judges the power to decide family and property disputes?
- Combinaison de deux questions : Q10. And in our country, how free are people from religions different than yours to practice their religion? Are they very free to practice their religion, somewhat free, not too free, or not at all free to practice their religion? Q11. And is this a good thing or a bad thing?

En résumé, il n'y a pas d'unité du monde musulman concernant le bon modèle des relations entre loi religieuse et État, les pays proches de l'UE étant les plus opposés à l'application de la sharia. Par ailleurs, l'opinion reconnaît que la liberté religieuse est très variablement assurée, surtout dans des pays du Moyen-Orient et en Égypte, mais la valorise néanmoins dans une large mesure.

Figure n°3. « Les non musulmans pratiquent librement leur religion » (% oui) et « c'est une bonne chose » (% oui) (questions non posées en Afghanistan), 2013



Méthodologie du sondage

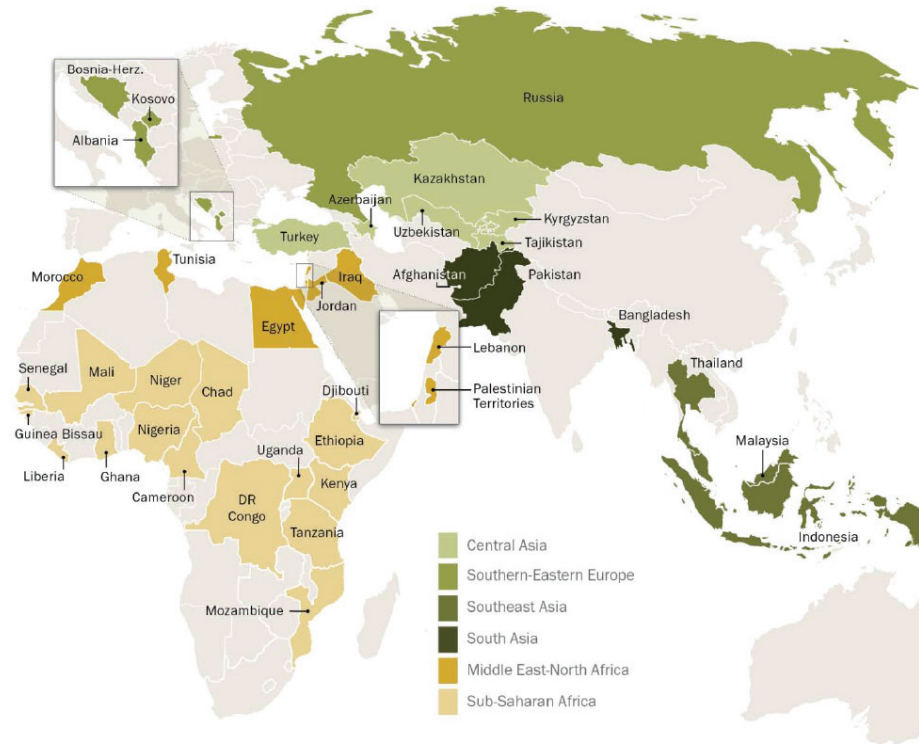
Pew est un institut reconnu qui réalise des enquêtes sur la politique et la religion.

L'échantillon porte sur plus de 38.000 personnes, les interviews sont réalisées en face à face. Il est composé de 39 échantillons représentatifs de la population de 18 ans et plus, chacun ayant environ 1.000 répondants. Voir la page 39 du rapport pour plus de détails. Pour chaque pays l'échantillon est aléatoire et stratifié par zone géographique.

Pew a publié l'ensemble des caractéristiques des sondages sur son site web voir <http://www.pewforum.org/2013/04/30/the-worlds-muslims-religion-politics-society-overview/>

Les pays enquêtés (Pew, 2013)

Countries Surveyed



The survey in Thailand was conducted only among Muslims in five southern provinces: Narathiwat, Pattani, Satun, Songkhla and Yala. It is representative of Muslims in these five provinces.

PEW RESEARCH CENTER

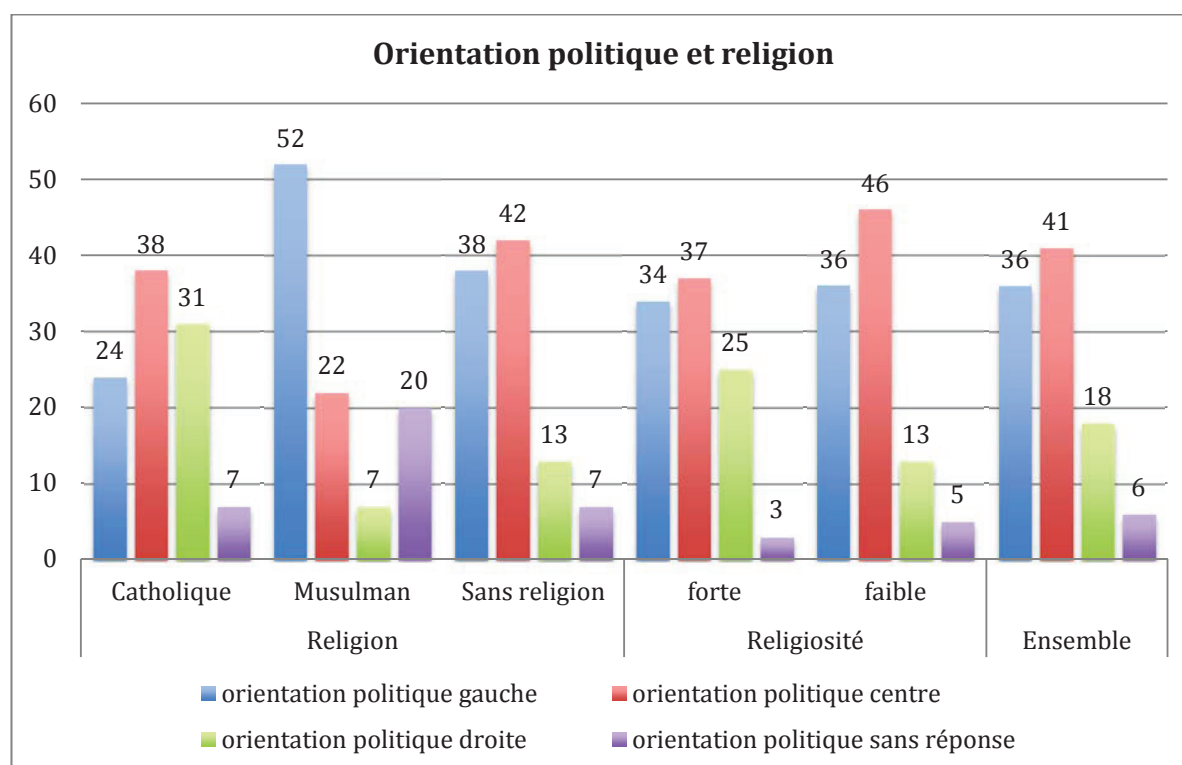
LES VALEURS DES JEUNES ADULTES : INDIVIDUALISME ET MORALE EN FRANCE (1981-2008)

Un groupe de chercheurs dirige un sondage sur les valeurs dans différents pays européens depuis 1981. Les échantillons sont représentatifs de la population de 18 ans et plus. En rassemblant les différentes vagues d'études (1981 à 2008), il est possible de réaliser un zoom en France sur les jeunes adultes (18-29 ans) suivant leur religion à l'instar de l'analyse secondaire réalisée par le politologue Pierre Bréchon (Sciences Po Grenoble). Cette technique permet de donner des résultats structurels, indépendamment de la conjoncture politique ou économique du moment.

Trois thèmes sont présentés ici suivant l'orientation religieuse (catholique ou musulmane, absence de religion) : les orientations politiques, l'adhésion à la « société des individus » et enfin les valeurs de tolérance en termes de mœurs.

Les différentes appartenances religieuses sont liées aux préférences politiques (cf. figure n°1). Les catholiques sont orientés vers la droite (31%) et le centre (38%), et peu à gauche (24%) comparativement aux musulmans (52% à gauche, soit plus du double). Les personnes sans religion sont peu différentes des catholiques. La religiosité, mesurée par 10 indicateurs (fréquenter les offices religieux, croire en Dieu, prier, donner une importance à Dieu dans sa vie, cf. annexe méthodologique) est associée à une orientation à droite (car la population majoritaire est catholique).

Figure n°1 Orientation politique suivant la religion et la religiosité, France, 1981-2008

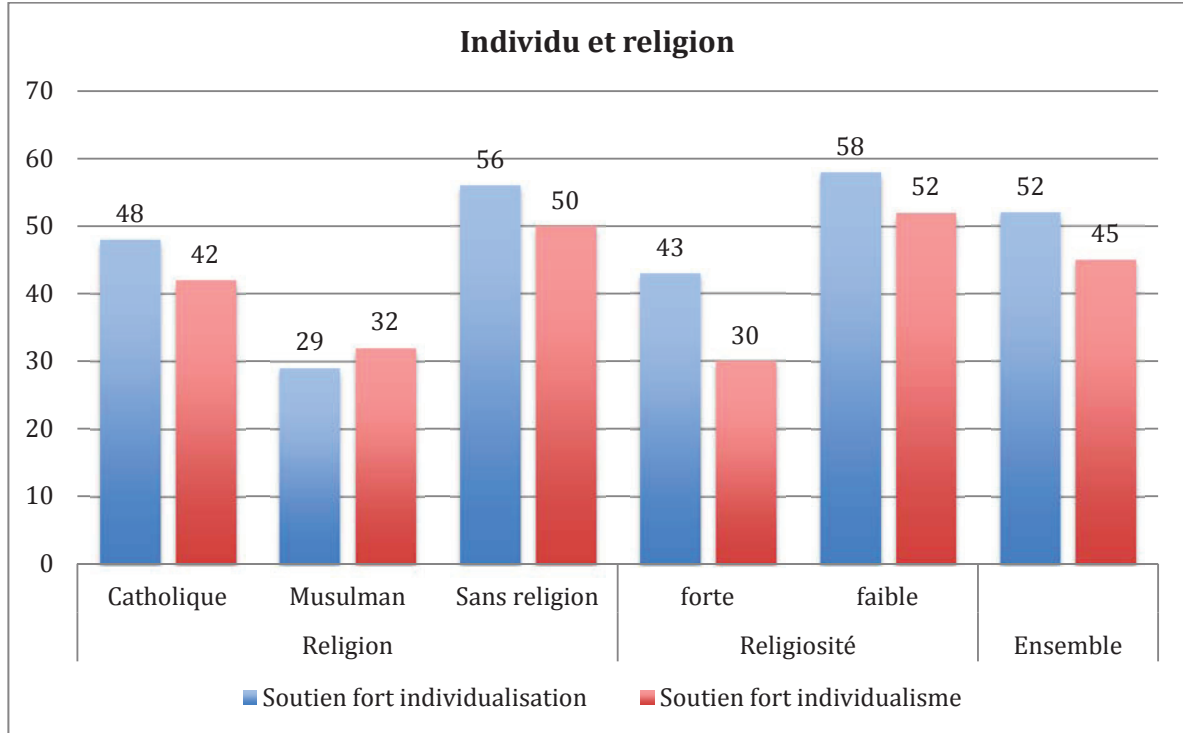


La sociologie distingue l'individualisme et l'individualisation. Le premier renvoie à l'égoïsme dans les choix individuels (agir en fonction de son intérêt sans considération d'autrui), et la seconde au fait de donner la primauté aux préférences de l'individu, d'en faire l'auteur de ses choix (cf. encadré sur la formulation des indicateurs).

Les personnes sans religion soutiennent plus nettement l'individualisation et l'individualisme, et s'opposent le plus nettement aux musulmans en la matière. Les catholiques occupent une position intermédiaire, à mi-distance entre les deux autres groupes. Les musulmans adhèrent donc le moins à une

vision de la société dans laquelle les individus peuvent juger par eux-mêmes en fonction des règles qu'ils se donnent, où ils manifestent la volonté de faire des choix sans contrainte par les institutions. D'une manière générale, la religiosité plus forte s'accompagne d'une valorisation des normes du groupe, de la conformité à une norme partagée.

Figure n°2. Attitudes vis-à-vis de la l'individualisation, l'individualisme et religion, 18-29 ans, France, 1981-2008



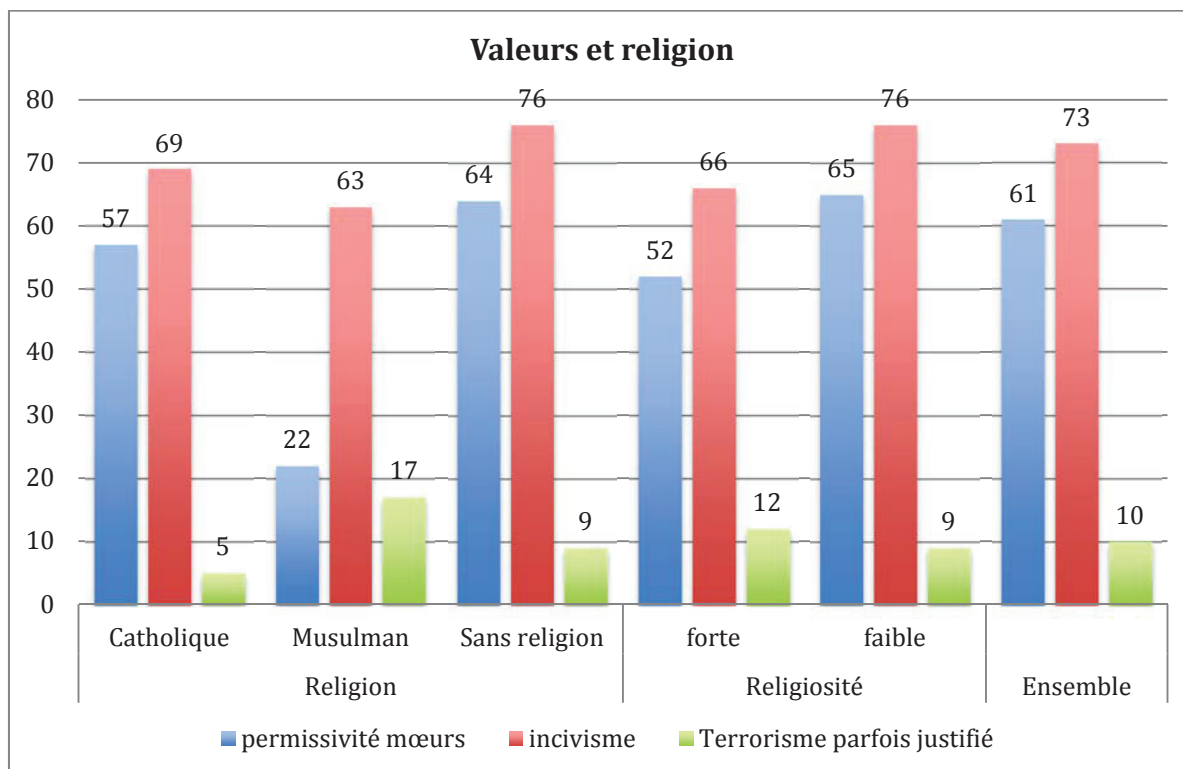
La religion oriente les valeurs des individus. Ici nous pouvons observer les attitudes par rapport aux mœurs de deux manières : d'une part, ce que les sociologues appellent la « permissivité », par exemple le degré d'acceptation du divorce, de l'avortement ou l'homosexualité, et, d'autre part, « l'incivisme » qui mesure le caractère acceptable des comportements de triche par rapport au fisc, dans les transports par exemple.

Les questions de sondage et les indices utilisés
(source : Pierre Bréchon, La religiosité des jeunes Français. État des lieux. 2015)

- Religiosité : se déclarer membre d'une association religieuse ou paroissiale, fréquenter les offices religieux au moins mensuellement, se sentir religieux, croire en Dieu personnel ou force de vie, grande importance de Dieu dans sa vie (niveau 8 à 10 de l'échelle), croire en une vie après la mort, trouver que la religion apporte force et réconfort, prendre des moments pour prier et méditer, faire une très ou assez grande confiance aux Églises,
- Individualisation : 19 indicateurs portant sur la volonté de faire des choix sans contrainte dans tous les grands domaines de la vie (morale de principe, ou de circonstances, valeurs familiales, sexualité, euthanasie, suicide, organisation et sens du travail, expression et participation démocratique...),
- Individualisme : 19 indicateurs : ne pas se sentir concerné par les conditions de vie de différentes catégories de population, affirmer son individualisme de principe ? (ne pas s'occuper des affaires des autres), ne pas sacrifier son bien-être pour ses ascendants et descendants, ne pas s'investir dans la vie de la cité ;
- Permissivité : degré d'acceptation du divorce, de l'avortement, de l'homosexualité, du suicide, de l'euthanasie,
- Incivisme : attitude vis-à-vis de la triche sur ses impôts ou sur les indemnités sociales, accepter un pot-de-vin, mentir par intérêt, voyager sans billet de train ou de bus, utiliser/voler la voiture d'autrui,
- Le terrorisme « doit toujours être condamné » / « peut se justifier dans certaines circonstances »

En matière de permissivité de mœurs qui correspond au fait que les personnes choisissent librement leur façon de vivre (sans nuire à autrui), les individus sans religion sont les plus convaincus du bien fondé d'une telle posture (64%), proche des catholiques (57%) et très loin des musulmans (22%). L'incivisme mesure la liberté prise avec les règles sociales (la triche, le vol), et ici les athées et les catholiques sont plus nombreux à les tolérer que les musulmans, mais assez peu (avec les athées 13 points contre 42 précédemment). Ceci explique peut-être le fait que la violence soit parfois perçue comme acceptable par 17% des musulmans contre 5% des catholiques ou 9 % des athées.

Figure n°3 Attitudes vis-à-vis de la permissivité des mœurs, incivisme et religion, 18-29 ans, France, 1981-2008



Conclusion

Les différences d'attitudes suivant les appartenances religieuses montrent d'abord que les musulmans sont nettement plus à gauche. Ensuite, on ne voit guère d'opposition quant aux interdits (ne pas tricher est partagé par tous), mais plutôt sur le fait que les personnes ont le droit, ou se voient refuser le droit, de choisir leur façon de vivre (de se mettre en couple, de divorcer ou choisir leur sexualité). Ainsi, les musulmans sont à la fois souvent à gauche et opposés aux valeurs auxquelles adhèrent les autres sympathisants de gauche. Ils sont par ailleurs deux fois plus tolérants vis-à-vis du terrorisme, même si cela ne concerne qu'une minorité.

Méthodologie du sondage

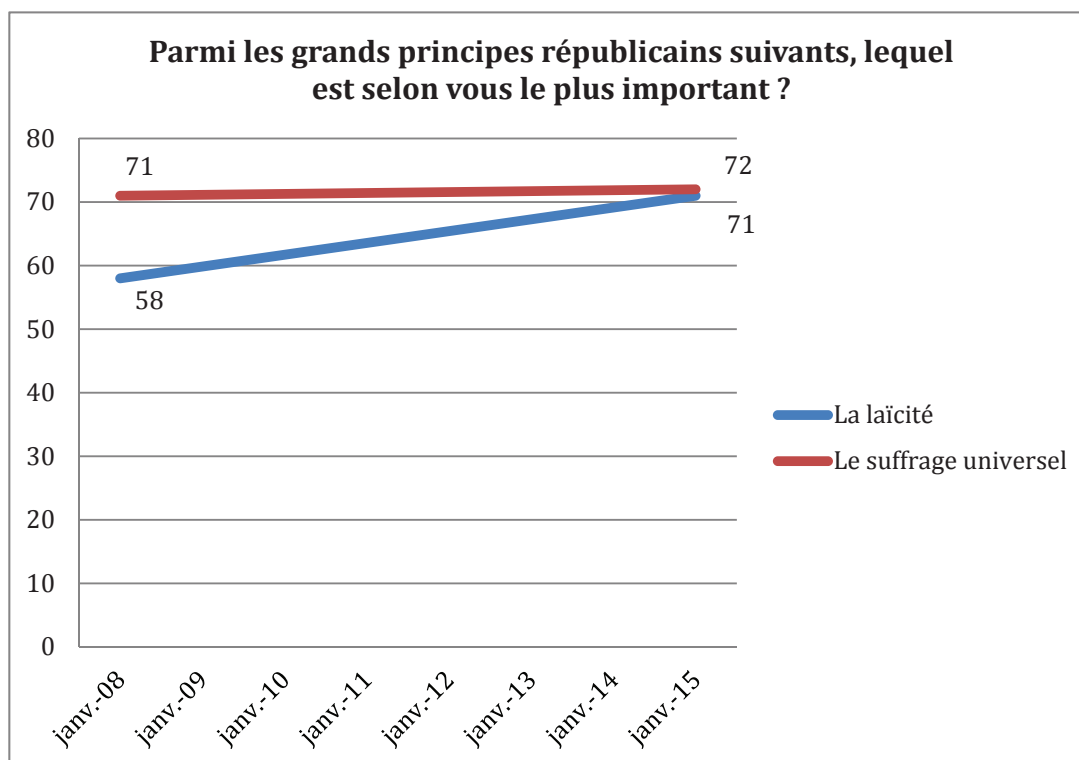
L'échantillon de 1.500 à 3.000 personnes par pays est constitué par quotas (sexe, âge, taille de commune, niveau socioéconomique). Quatre vagues ont eu lieu, une tous les 9 ans depuis 1981 et jusqu'à 2008. Le volet français est réalisé par « ARVAL », l'association pour la recherche sur les systèmes de valeurs, composée d'une quinzaine d'universitaires et de chercheurs, politologues et sociologues. L'enquête est par le laboratoire PACTE (Sciences po Grenoble/CNRS). Le questionnaire et les résultats sont disponibles sur www.valeurs-france.fr

ÉVOLUTION DE LA LAÏCITÉ COMME PRINCIPE DANS L'OPINION EN FRANCE (2003-2015)

Depuis le début des années 2000, le thème de la laïcité occupe une place importante et croissante dans les débats d'opinion. Ils portent sur le principe de laïcité, et sont très liés à la visibilité dans l'espace public des signes religieux.

Entre 2003 et 2015, l'opinion a nettement évolué concernant la laïcité. D'une part, en tant que principe, la laïcité s'est élevée au niveau du droit de vote sur la période 2008-2015 (cf. **figure n° 1**). On constate que lorsqu'on demande aux Français « Parmi les grands principes républicains suivants [suit une liste qui comprend : la laïcité, le suffrage universel, la liberté d'association, la liberté syndicale, de créer un parti politique], lequel est le plus important ? Et ensuite ? » le total des citations en premier ou second choix pour le « droit de vote » entre 2008 et février 2015 est stable (71 et 72 % respectivement) tandis que la « laïcité » progresse de 58 à 71 %. Les autres choix sont situés très loin derrière ces deux principes.

Figure n°1 - Évolution des opinions par rapport à la laïcité (2003-2015), « Parmi les grands principes républicains suivants, lequel est selon vous le plus important ? En premier ? Et ensuite ? » (total des citations), France.



D'autre part, l'opinion se renforce dans l'idée que les interdictions sont une réponse appropriée à la présence des signes religieux à l'école, mais également dans tous les lieux où l'on est amené à croiser autrui. Les sondages présentés à la **figure n°2** concernant l'accord avec la loi interdisant aux élèves « le port de signes religieux ostensibles » montrent une adhésion qui progresse depuis 58,5 % en 2003 pour atteindre 65 % en février 2005 et 85 % début novembre 2015 (juste avant les attentats).

Figure n°2 « Êtes-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou tout à fait opposé à la loi interdisant aux élèves le port de signes religieux ostensibles à l'école ? » France

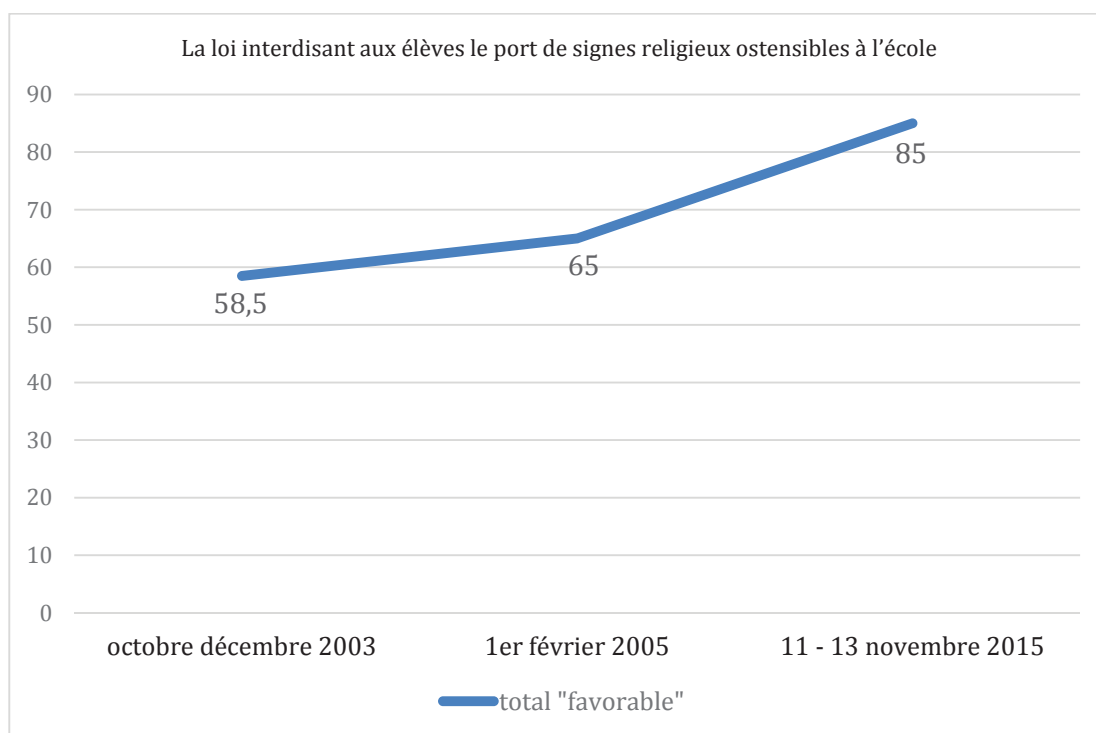
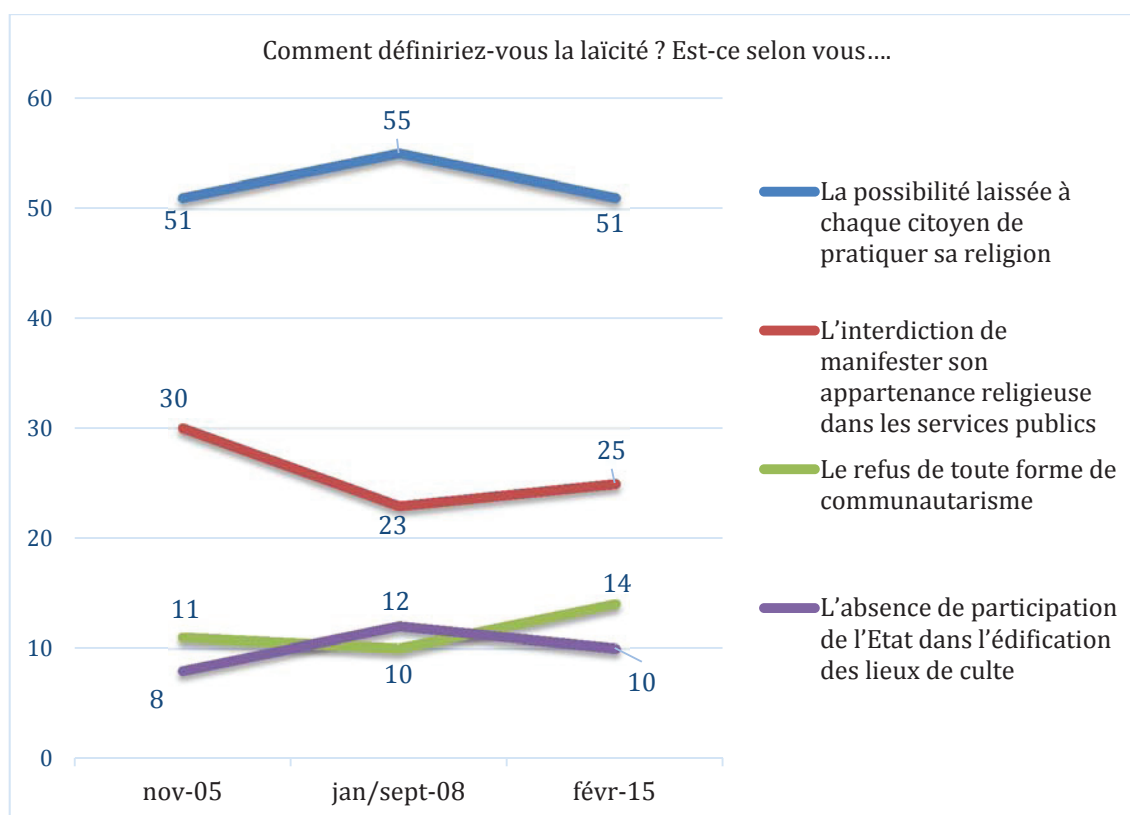


Figure n°3 « Comment définiriez-vous la laïcité ? Est-ce selon vous....? » France



Les sondages ne permettent pas aisément de savoir ce que recouvre l'emploi d'une notion, à moins de tenter de proposer aux répondants de préciser leur pensée sur les différentes acceptions possibles. C'est ce qui a été fait par l'Ifop dans le sondage de février 2015 (cf. **figure n°3**). On découvre que

l'interprétation dominante de la laïcité est bien d'accorder à chacun le choix de ses croyances, de le laisser libre de pratiquer sa religion. La forme positive (le droit à faire) arrive bien avant la forme négative (les interdictions de montrer sa foi), ou l'opposition au communautarisme ainsi qu'au financement d'État de la religion. Cela étant, si l'on additionne toutes les modalités restrictives (ne pas manifester sa religion, ne pas être financé, ne pas renforcer les communautés), on découvre une France partagée en deux par son milieu, chaque vision rassemblant environ 50% des préférences.

Conclusion

Le cadre législatif français a évolué dans le sens d'une codification de la visibilité de la religion à l'école puis dans « l'espace public », une notion définie dans la loi du 11 octobre 2010 comme « constitué de voies publiques ainsi que de lieux ouverts au public ou affectés à un service public » (art. 2, alinéa 1). Le 3 juillet 2003, le Président Jacques Chirac a confié à M. Bernard Stasi la responsabilité d'une commission de réflexion sur l'application du principe de laïcité. Le 11 décembre de la même année, un rapport a été rendu. La commission proposait notamment 1) un enseignement accru de la laïcité et du fait religieux à l'école, 2) d'être intransigeant face à ceux qui veulent modifier les programmes scolaires (par exemple en remettant en cause l'enseignement de l'évolution), et 3) et d'incorporer les fêtes religieuses non chrétiennes (Yom Kippour et l'Aïd el-Kebir) dans le calendrier des jours de congés scolaires. Un projet de loi est préparé, sur la base d'une partie des recommandations de M. Stasi, et donnera lieu à « La loi sur les signes religieux dans les écoles publiques », complétée par la circulaire du 18 octobre 2004. Elle interdit de porter les signes manifestant ostensiblement son appartenance à une religion à l'école, mais n'a pas apporté les signes de reconnaissance des religions minoritaires souhaités par la commission. Le 11 octobre 2010 une autre loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public est adoptée : « Nul ne peut, dans l'espace public, porter une tenue destinée à dissimuler son visage » (article 1). Dans l'exposé des motifs de la loi, on lit : « Si la dissimulation volontaire et systématique du visage pose problème, c'est parce qu'elle est tout simplement contraire aux exigences fondamentales du « vivre ensemble » dans la société française ».

Les évolutions de la législation définissant et limitant l'expression de la religion (à l'école, puis dans les espaces publics) se réalisent en parallèle de l'opinion publique. Celle-ci s'accommode de plus en plus mal de la religion en public reflétant les avis de la population majoritaire du fait de son poids statistique. L'interprétation de la laïcité comme consistant à laisser libre de pratiquer sa religion est inchangée, mais l'opinion adhère à l'idée que les modalités de l'expression doivent de plus en plus être confinées à l'espace privé, comme en témoigne la croissance des opinions favorables aux interdictions des appartenances religieuses en milieu scolaire.

Liste et méthodologie des sondages

Les sondages mobilisés ici ont été réalisés par l'Ifop ou CSA d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération pour différents organes de presse aux dates suivantes :

- Sondage Ifop, L'enquête a été menée auto-administrée en ligne du 11 au 13 novembre 2015 auprès d'un échantillon de 1 004 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.
- Étude réalisée par l'Ifop pour La Croix les 6 et 7 mars 2008 auprès d'un échantillon de 959 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus,
- Sondage Ifop, par questionnaire auto-administré en ligne du 3 au 15 février 2015. Échantillon de 1003 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.
- Sondage CSA / CNAL réalisé par téléphone les 2 et 3 février 2005. Échantillon national représentatif de 970 personnes âgées de 15 ans et plus.
- Sondage CSA pour Le Parisien réalisé par téléphone du 15 au 16 décembre 2003 auprès d'un échantillon de 1 004 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.
- Sondage CSA pour France Europe Express et France Info réalisé par téléphone du 2 au 3 décembre 2003 auprès d'un échantillon de 1 001 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.
- Sondage CSA pour Le Parisien réalisé par téléphone du 24 au 25 novembre 2003 auprès d'un échantillon de 1 000 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.
- Sondage CSA pour Le Figaro Magazine réalisé par téléphone le 29 octobre 2003 auprès d'un échantillon de 1 004 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

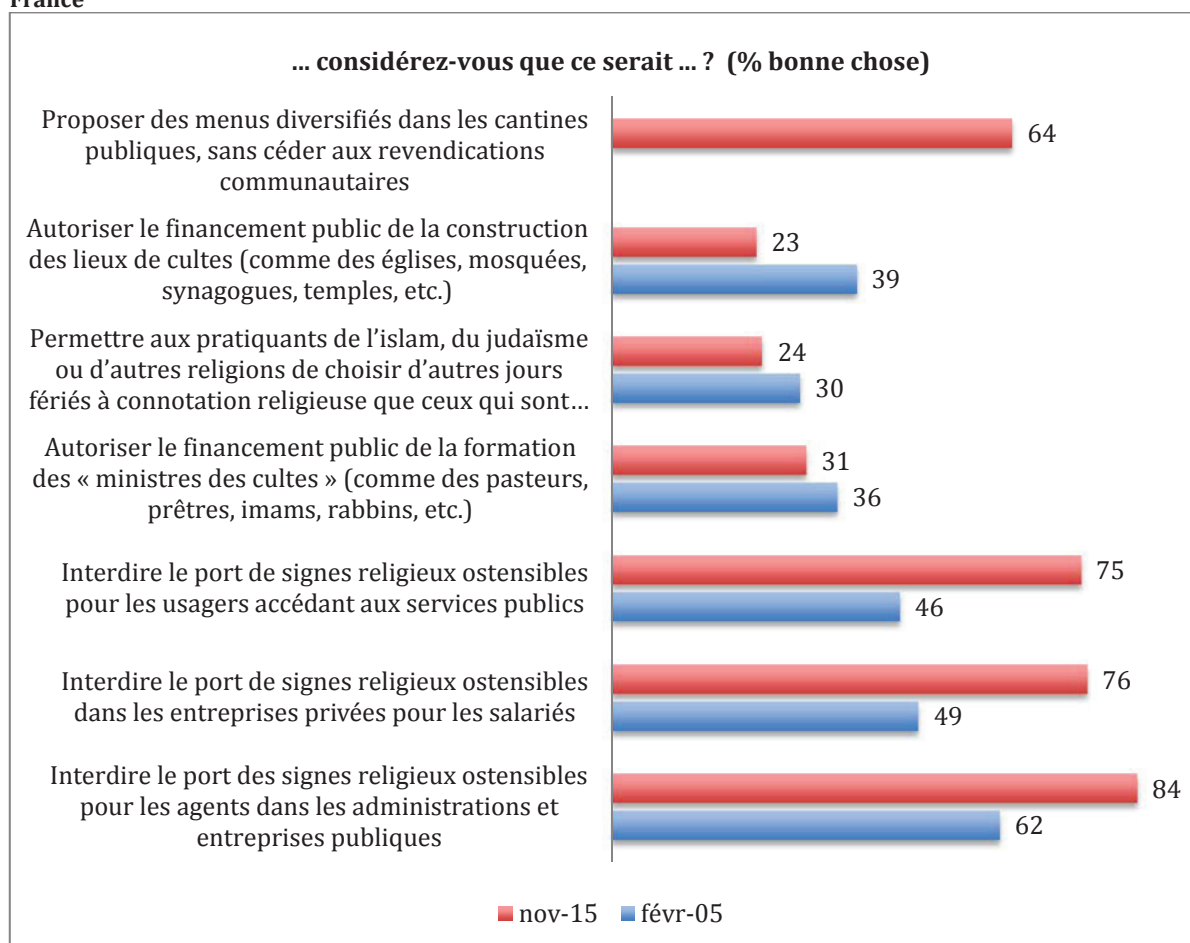
LES SENS DE LA LAÏCITÉ ET LA PROXIMITÉ PARTISANE

La référence à la laïcité a progressé dans l'opinion, devenant aussi importante que le suffrage universel pour définir la République selon les Français (voire fiche 52).

Cependant, la compréhension de ce qu'elle signifie n'est pas donnée par sa popularité. Plusieurs sondages ont essayé de dégager ses significations, et de les rapporter à la sensibilité politique des répondants.

Entre 2005 et 2015, l'opinion publique voit se durcir les positions par rapport à la religion (cf. figure n°1). Les partisans de l'interdiction des signes religieux au travail attirent entre 22 et 26 % de soutiens supplémentaires suivant qu'on parle des travailleurs du secteur public ou privé, les soutiens à l'interdiction pour les usagers des services publics gagnent 29%. En revanche les progrès ne sont pas absents mais bien limités concernant les éléments de reconnaissance institutionnels des cultes. La laïcité n'est pas souvent définie par le fait que toutes les religions aient leur jour férié, par le financement des « ministres des cultes » ou de la construction d'édifices religieux, et dans tous les cas moins souvent en 2015 qu'en 2005. Le recul est particulièrement net pour les constructions (moins 16 points). Le public est en revanche ouvert sur les menus de substitution pour les enfants.

Figure n°1-Évolution des opinions par rapport à la religion (2005-2015), « Parmi les propositions suivantes, pour chacune d'elles, considérez-vous qu'elle serait plutôt une bonne chose ou plutôt une mauvaise chose ? », France



On voit donc que les deux facettes de la question de la visibilité de la religion dans l'espace public, celle négative des limitations et celle positive des droits à faire, s'opposent en tendance. Voyons plus en détails comment s'organisent les opinions dans l'espace social et politique.

Le fait de citer la laïcité comme un principe essentiel de la République est peu clivé suivant le milieu socio-économique (74% des « CSP+ » le font contre 69% des « CSP-» et 71% des inactifs), mais plus nettement suivant les orientations politiques (cf. figure n°2).

Figure n°2. « Parmi les grands principes républicains suivants, lequel est selon vous le plus important ? » (total des citations), février 2015, France

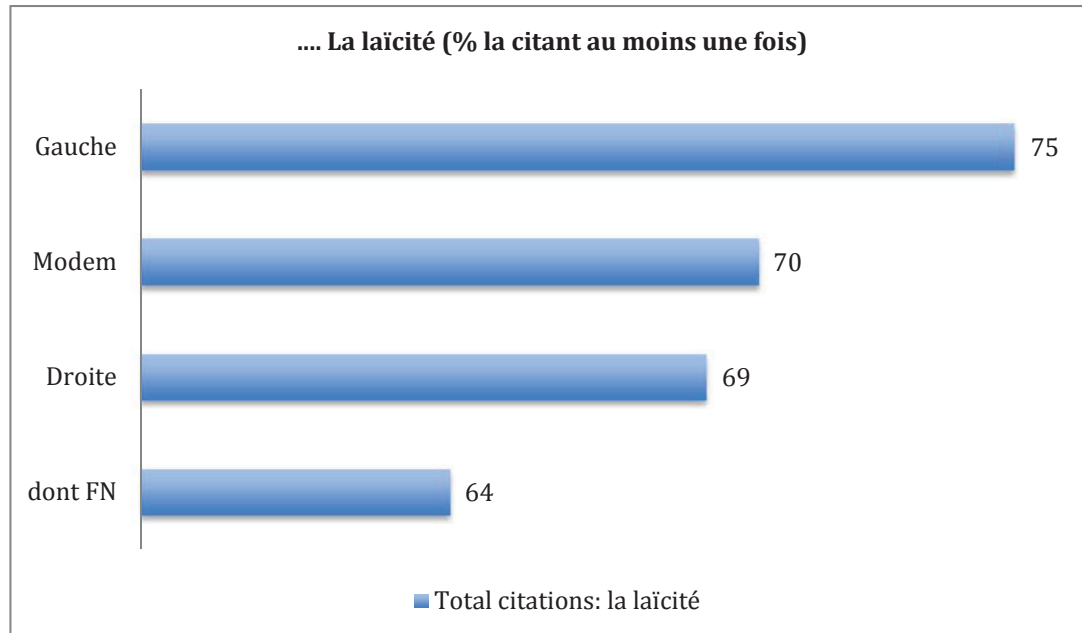
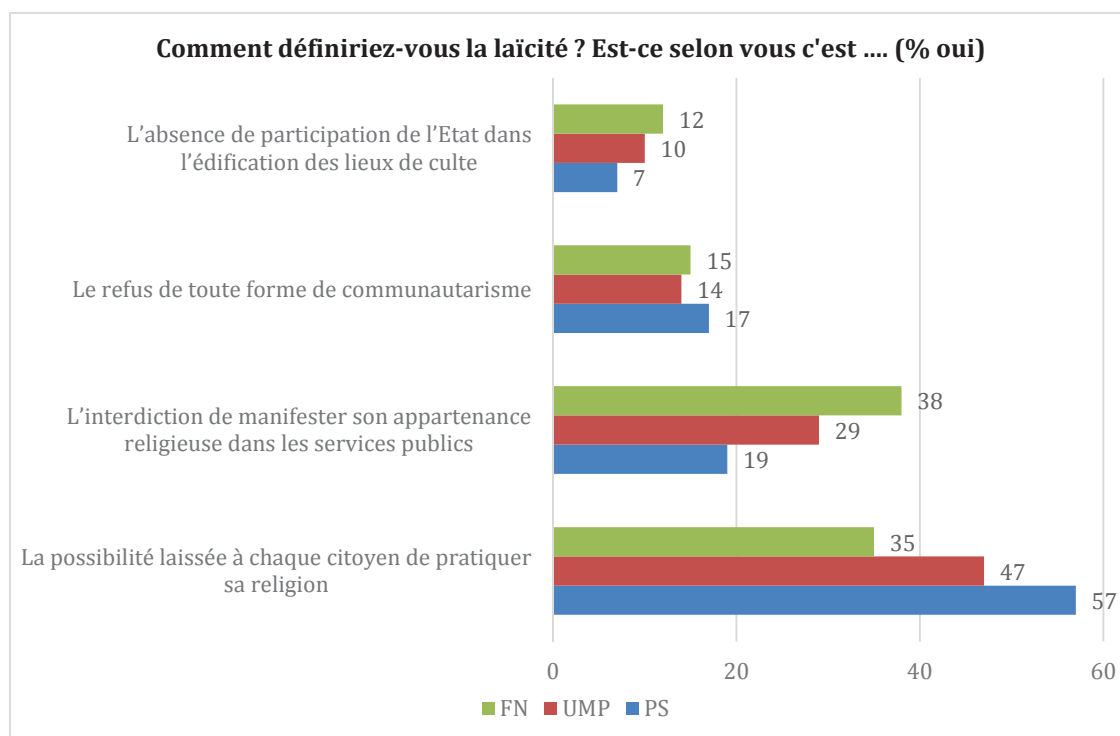


Figure n°3 « Comment définiriez-vous la laïcité ? », février 2015, France



La **figure n°2** indique que le principe de laïcité est largement partagé, mais qu'il n'est pas perçu comme d'importance égale dans tous les cercles politiques. Le Front national y est majoritairement favorable, mais moins que la moyenne de la droite classique, qui elle-même l'est moins que la gauche (75%).

De surcroît, la signification accordée au terme est variable. Si l'on regarde les interprétations possibles de la laïcité qui sont la liberté de pratique de sa religion, l'interdiction de manifester son appartenance religieuse dans les services publics, le refus du communautarisme et l'absence de l'implication de l'État dans le financement des cultes (et donc l'édification de bâtiments à cet effet), on remarque aisément une lecture politique contrastée.

La **figure n°3** montre que les sympathisants de gauche sont surtout attirés par la définition de la laïcité qui donne une possibilité de vivre sa foi (57%), et moins nettement par l'interdiction de montrer des signes de religiosité. Pour la droite (UMP), la liberté culturelle arrive aussi en premier, mais s'affaïsse (47%) tandis que les restrictions sont plus marquées (29%).

Enfin, le Front national voit dans la laïcité avant tout une interdiction de montrer sa religion (38%, soit le double de la gauche), et dans une moindre mesure la liberté de culte.

Conclusion

La laïcité est une notion largement partagée, mais plus à gauche qu'à droite. Et, de surcroît son interprétation diverge assez nettement suivant la sensibilité politique. Alors que la gauche y voit surtout une possibilité de liberté de culte, le Front National y pense d'abord comme un moyen d'interdire la religion dans l'espace public. La droite classique occupe une position intermédiaire. La posture restrictive gagne, de plus, de très nombreux soutiens dans l'opinion sur les dix dernières années.

Liste et méthodologie des sondages

Les sondages mobilisés ici ont été réalisés par l'Ifop d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération pour différents organes de presse aux dates suivantes :

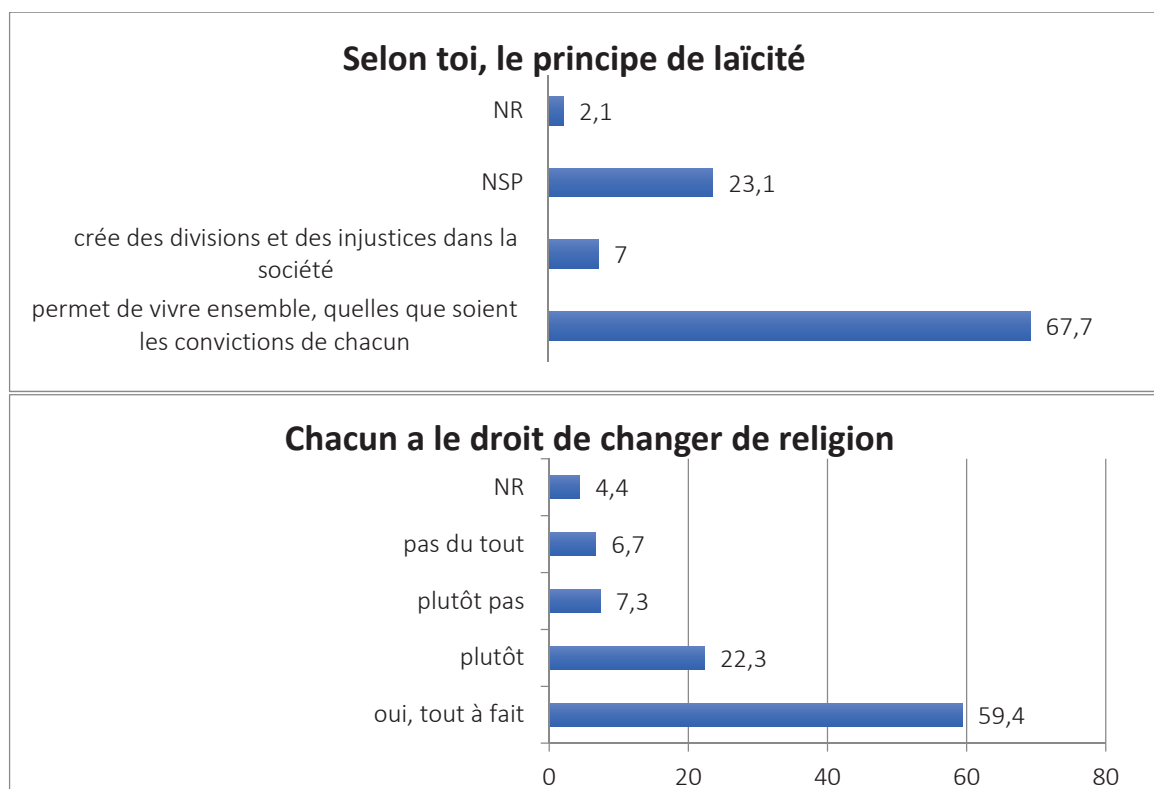
- Sondage Ifop, L'enquête a été menée auto-administrée en ligne du 11 au 13 novembre 2015 auprès d'un échantillon de 1 004 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.
- Sondage Ifop, par questionnaire auto-administré en ligne du 3 au 15 février 2015. Échantillon de 1003 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.
- Sondage CSA / CNAL réalisé par téléphone les 2 et 3 février 2005. Échantillon national représentatif de 970 personnes âgées de 15 ans et plus.

FORMES DU SÉCULARISME : PERCEPTION DES ADOLESCENTS EN FRANCE (UPYC)

Le sécularisme est la doctrine qui organise les relations entre le pouvoir politique et la religion. Il n'existe pas en réalité d'unité du sécularisme, mais des variantes nationales qui se traduisent par des configurations institutionnelles et des lois différentes d'un pays à l'autre. Selon ses interprétations, chaque sécularisme national peut être marqué par plus de distance ou au contraire plus de liens entre les deux entités. Mais comment la population elle-même comprend-elle les relations entre l'État et l'Église ? Comment les envisage-t-elle, et particulièrement les adolescents ?

« Les adolescents et la loi » est une enquête internationale menée par les CNRS et Sciences-Po Grenoble dans des villes françaises pour comprendre les relations des adolescents avec la cité. Nommée UPYC, un acronyme tiré de son nom anglais, elle s'intéresse notamment à l'intérêt pour la politique, le vote, la délinquance, les inégalités socio-économiques, et à la religion (cf. fiche 47 pour la méthode). Elle interroge également les collégiens sur leurs perceptions de mots chargés d'une forte charge symbolique (la laïcité), et sur certaines modalités des relations entre État et Église.

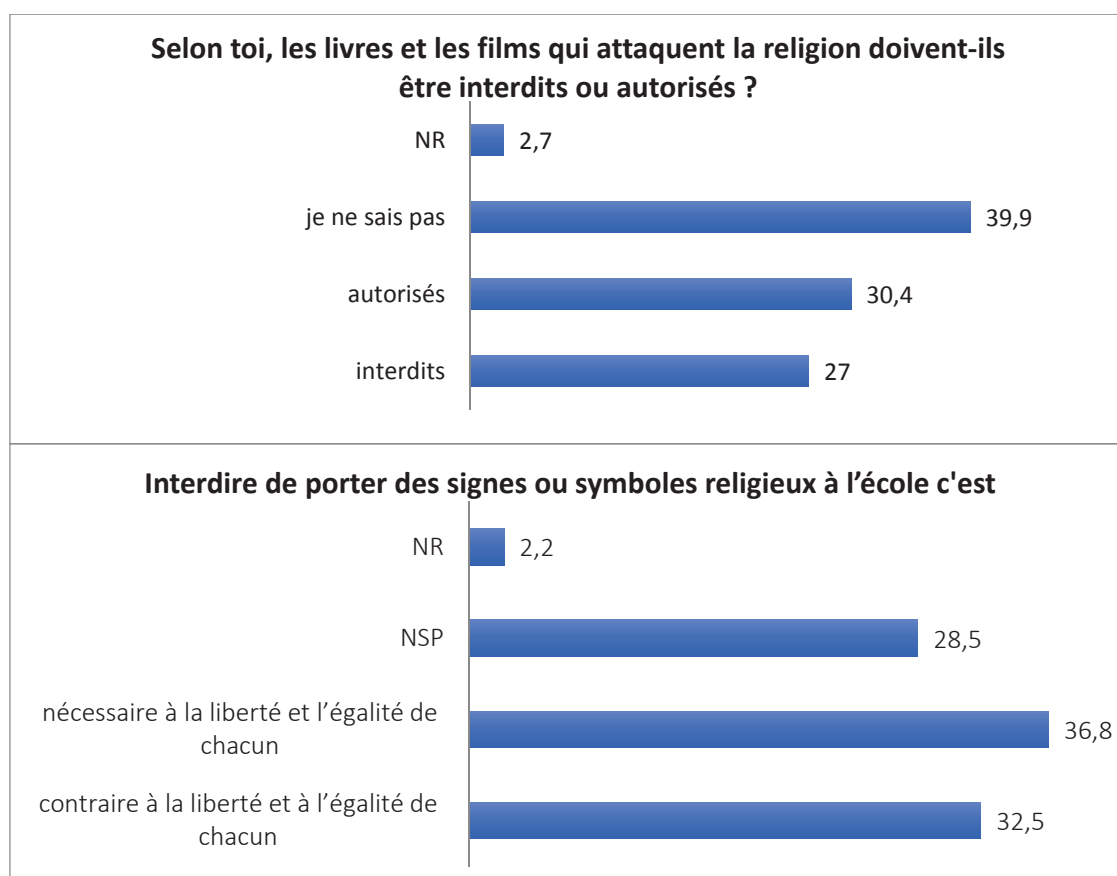
Figures n°1A et 1B. A) « Selon toi, le principe de laïcité... permet de vivre ensemble, crée des divisions », B) « chacun a le droit de changer de religion » Bouches-du-Rhône, 2015, base : tous répondants. UPYC-France, 2015 (en %)



D'une manière générale, les adolescents se reconnaissent dans le terme « laïcité » (67,7%), ou encore dans l'idée que le choix de la religion doit être une affaire individuelle (81,7%). Ces principes généraux des sociétés libérales (séparation de l'Église et de l'État combiné avec le droit de croire ou ne pas croire, de se déterminer par soi-même) ne sont donc que rarement repoussés. Concernant la laïcité, on notera qu'une partie importante des jeunes marque son hésitation (23,1%), sans pour autant omettre d'y répondre (seuls 2,1% agissent ainsi).

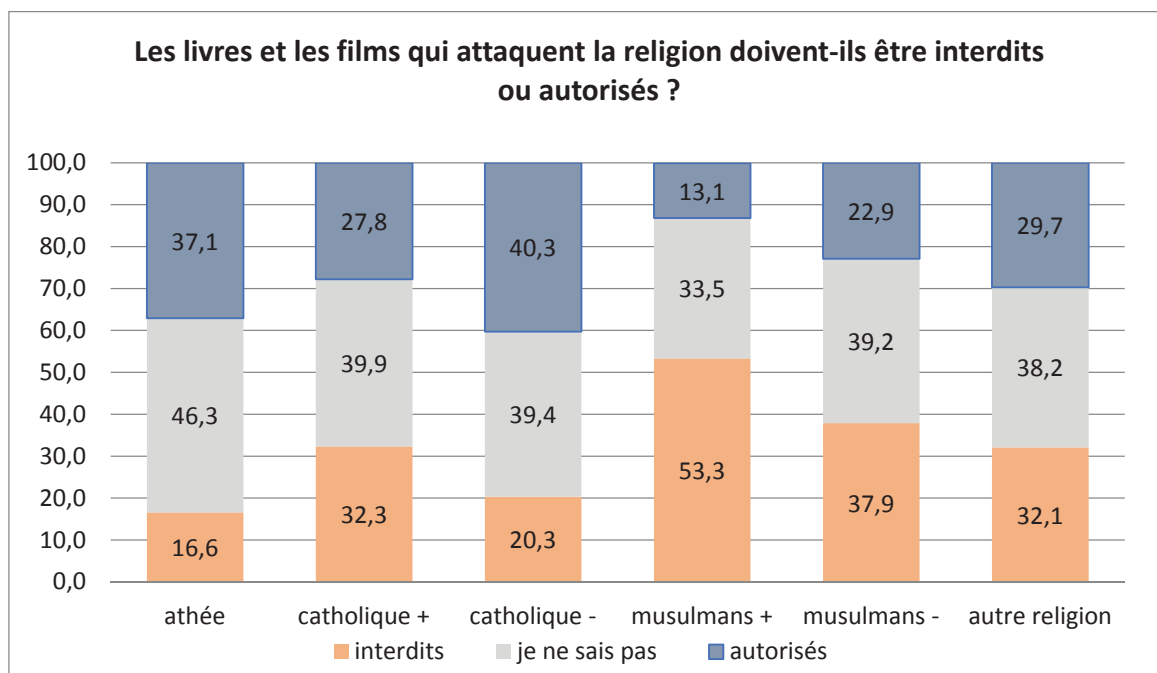
Lorsqu'on considère des formulations plus concrètes qui renvoient à des événements qui ont marqué l'actualité ou à des règles appliquées en France, comme la question du droit au blasphème compris comme une forme d'irrespect de dieu (une parole ou un discours qui outrage la divinité, la religion ou ce qui est considéré comme sacré) ou le bien-fondé de l'interdiction des symboles religieux à l'école, les avis sont beaucoup plus équilibrés entre les différentes options. Ainsi, environ un tiers des adolescents a une opinion incertaine, un peu moins lorsque cela concerne l'école et donc leur vie quotidienne (cf. figures n°2A et 2B). Entre un gros quart (27% sont pour interdire les films) et un tiers (32,5% refusent de bannir les signes religieux) rejettent les formes du sécularisme en France. Au bout du compte, on ne compte qu'environ un tiers pour approuver franchement l'autorisation du blasphème (30,4%) ou de l'interdiction des signes religieux (36,8%).

Figures n°2A et 2B. A) « Selon toi, les livres et les films qui attaquent la religion doivent-ils être interdits ou autorisés ? », B) « Interdire de porter des signes ou symboles religieux à l'école ... » Bouches-du-Rhône, 2015, base : tous répondants. UPYC-France, 2015 (en %)



Ces positions des adolescents sont naturellement liées à leurs croyances personnelles suivant qu'ils sont athées ou agnostiques, sont-ils catholiques ou musulmans simples (n'accordant pas beaucoup d'importance à la religion, noté -) ou affirmés (accordant de l'importance notés +) comme on le voit à la **figure n°3** sur l'exemple du blasphème. Les athées sont peu favorables à l'interdiction (16,6 %), les musulmans affirmés le sont trois fois plus (53,3 %), les catholiques occupant une position intermédiaire même s'ils sont affirmés (+), bien en retrait des musulmans (+) qui ont peu de doutes en la matière.

Figure n° 3. « Les livres et les films qui attaquent la religion doivent-ils être interdits ou autorisés ? », en fonction de l'affirmation religieuse, Bouches-du-Rhône, 2015, base : tous répondants. UPYC-France, 2015 (en %)



Interprétation

Un accord apparent sur les notions générales utilisées pour qualifier le sécularisme existe chez les adolescents : rares sont ceux qui rejettent les idées suivant lesquelles chacun doit être libre de sa foi (rejet : 14%), la laïcité est un bon principe pour vivre ensemble (rejet : 7%). Cependant, en interrogeant les jeunes sur des aspects plus concrets comme l'interdiction des signes religieux à l'école ou l'autorisation des œuvres qui attaquent la religion on découvre qu'entre un gros quart et un tiers d'entre eux s'y opposent. De plus, on remarque que ce sont les jeunes athées qui adhèrent le plus au sécularisme « à la française » tandis que les musulmans affirmés s'y retrouvent le moins. En résumé, les symboles (laïcité, république) nous réunissent probablement moins qu'il n'y paraît à première vue, et nous sommes donc loin d'une situation de consensus dès lors qu'il s'agit des modalités pratique du « vivre ensemble ».

Références : « Les adolescents et la loi », UPYC-France

- UPYC est une recherche portant sur la prévention de la délinquance et la violence chez les jeunes.
- Le travail de terrain s'y est déroulé entre avril et juin 2015. Elle porte sur les adolescents scolarisés (de 12 à 16 ans).
- Les sites retenus pour la recherche sont les collèges des Bouches du Rhône. L'échantillon est représentatif et un peu plus de 9.300 adolescents ont été interrogés dans les établissements scolaires dont les classes ont été tirées au sort.
- Polis a été financée par l'ANR et le CSFRS, et réalisée au laboratoire Pacte, CNRS et Sciences Po Grenoble, Université de Grenoble.

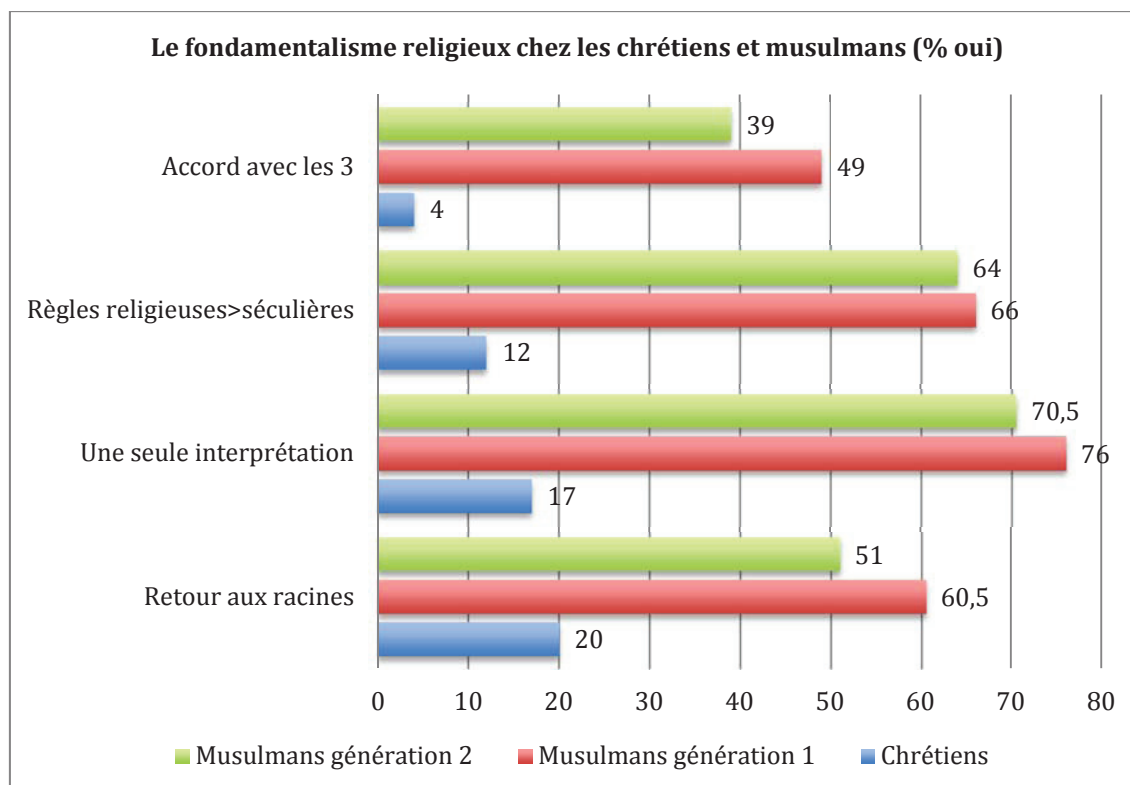
FONDAMENTALISME ET RELATIONS ENTRE GROUPES RELIGIEUX EN EUROPE

Un groupe européen de chercheurs conduit par le professeur Ruud Koopmans (centre WZB, université de Berlin) a réalisé une étude dans six pays européens en 2008 qui porte sur le fondamentalisme et l'hostilité vis-à-vis du « hors groupe » pour les chrétiens et les musulmans. Les personnes qui disent ne pas avoir de religion ne sont pas incluses dans l'étude. Tous les chrétiens sont originaires du pays où ils sont enquêtés, et tous les musulmans sont originaires d'autres pays du monde (et de différentes générations, jusqu'à la troisième).

Le fondamentalisme existe dans toutes les religions, il se définit par trois attitudes liées : les croyants doivent retrouver les règles codifiées dans le passé qui sont éternelles et inamovibles ; les règles n'ont qu'une seule interprétation qui lie tous les croyants ; les règles religieuses ont préséance sur les lois séculières. Les sociologues considèrent qu'il s'agit d'une reconstruction et d'une réinterprétation de la tradition pour servir des buts actuels. Le fondamentalisme ne se confond ni avec la religiosité qui est l'expression d'un attachement à Dieu, ni avec la radicalisation qui consiste en des attitudes qui légitiment la violence pour atteindre ses buts.

La différence entre « in group » et « out group » est classique en psychologie sociale, et il est régulièrement observé que les identités sociales s'organisent en fonction d'une ligne qui sépare les deux ensembles, « nous » et « les autres ». Des préjugés et des attitudes hostiles sont souvent exprimés à l'égard du « hors groupe », et notamment en matière religieuse. L'identification à chaque religion est mesurée par un indice (voir encadrés méthodologiques).

Figure n°1 Le fondamentalisme des chrétiens et des musulmans dans six pays d'Europe mesuré par 3 items (voir questions détaillées dans l'encadré), 2008



Le niveau de fondamentalisme dans les pays Européens observés se révèle nettement plus élevé pour les musulmans que pour les chrétiens (cf. figure n°1). Sur chaque dimension du fondamentalisme, les premiers sont entre 2,5 et 4 fois plus souvent convaincus, qu'il s'agisse du retour aux racines, de l'unicité de l'interprétation des textes originaux ou de la supériorité des lois religieuses sur les lois séculières. Le

constat est encore plus marqué si l'on considère l'adhésion cumulée aux trois questions, les musulmans étant environ dix fois plus nombreux que les chrétiens. Par ailleurs, on constate une érosion du fondamentalisme entre la première et la seconde génération, surtout concernant le besoin de retour aux racines. Mais, elle est très légère, indiquant un processus lent d'acculturation. On ne note guère de différence dans les niveaux de fondamentalisme selon les pays, seules l'Allemagne et la Suède sont un peu en retrait des autres.

Les questions de sondage des trois indices utilisés
(source : WZB <https://bibliothek.wzb.eu/pdf/2014/vi14-101.pdf>)

Fondamentalisme :

- "Christians [Muslims] should return to the roots of Christianity [Islam]"
- "There is only one interpretation of the Bible [the Quran] and every Christian [Muslim] must stick to that"
- "The rules of the Bible [the Quran] are more important to me than the laws of [survey country]". Answer categories were agree, disagree or don't know/refusal

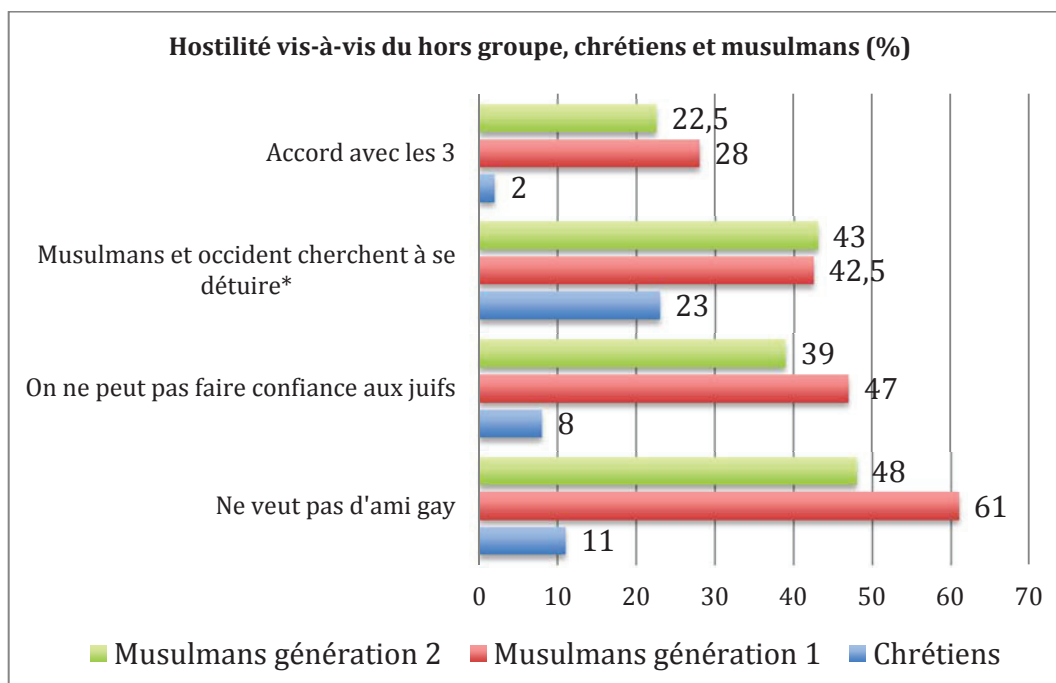
Hostilité vis-à-vis du « hors groupe » :

- "I don't want to have homosexuals as friends"
- "Jews cannot be trusted"
- "Muslims aim to destroy Western culture" [for natives] "Western countries aim to destroy Islam" [for persons of Turkish or Moroccan origin]. Answer categories were agree, disagree, and don't know/refusal

Identification religieuse :

- "To what extent do you feel Christian [Muslim]?"
- "To what extent do you feel connected to Christians [Muslims]?"
- "To what extent are you proud of being a Christian [Muslim]?"

Figure n°2. Hostilité vis-à-vis du hors groupe chez les chrétiens et les musulmans dans six pays d'Europe mesuré par 3 items (voir questions détaillées dans l'encadré), 2008.



*La question sur la destruction est posée différemment à chaque groupe : « Les musulmans cherchent à détruire l'Occident » et « Les pays occidentaux cherchent à détruire l'Islam ».

Concernant les relations entre le groupe religieux et le « hors groupe », Ruud Koopmans et son équipe ont testé la manière dont sont perçus les homosexuels, les juifs, et l'idée d'une menace (pour les musulmans, le fait que l'occident menace l'islam, et pour les chrétiens, le fait que l'islam menace l'occident). L'addition des trois réponses forme un score d'hostilité (**cf. figure n°2**). D'une manière générale, les musulmans en Europe expriment bien plus souvent des préjugés, deux fois plus concernant la volonté de destruction émanant de l'« out group », et près de six fois plus concernant les juifs et les homosexuels. On note un effet générationnel, la seconde génération se montrant moins fermée à l'égard des « out groups », mais le changement est assez modeste.

L'indice d'hostilité (répondre « oui » aux 3 questions) indique que les chrétiens expriment environ dix fois moins souvent des préjugés défavorables aux groupes qui les environnent que les musulmans. Là où seuls 2% des chrétiens sont hostiles à tous les « out groups », les musulmans sont certes une minorité d'entre eux (entre 22,5 et 28%), mais une minorité qui représente un quart de cette population.

En conclusion, les musulmans et les chrétiens se distinguent sur la manière de concevoir leur intégration dans la religion. Les premiers ont bien plus souvent une interprétation fondamentaliste, là où les seconds adhèrent à l'idée d'une religion qui évolue et réinterprétée en fonction du contexte. L'appartenance religieuse se manifeste également de manière contrastée, et les musulmans mettent à distance divers autres groupes alors que les chrétiens sont plus ouverts à la différence.

Méthodologie du sondage

L'étude a été dirigée par le WZB, « Social Science Center » de l'université de Berlin.

Menée en 2008, elle inclut 6 pays (Allemagne, France, Belgique, Pays-Bas, Autriche et Suède) sur des échantillons de personnes d'origine turque et marocaine d'une part, et un groupe de comparaison de personnes originaires des six pays. Tous les pays d'origine des musulmans européens ne sont donc pas couverts. 5.748 répondants ont participé.

Le terrain a été réalisé par téléphone, assisté par ordinateur (CATI), dans la langue nationale ou en turc ou arabe selon la préférence du répondant. Des quotas (âge, sexe, heure d'appel, génération de migration 1, 2, ou 3) ont été utilisés pour définir l'échantillon.

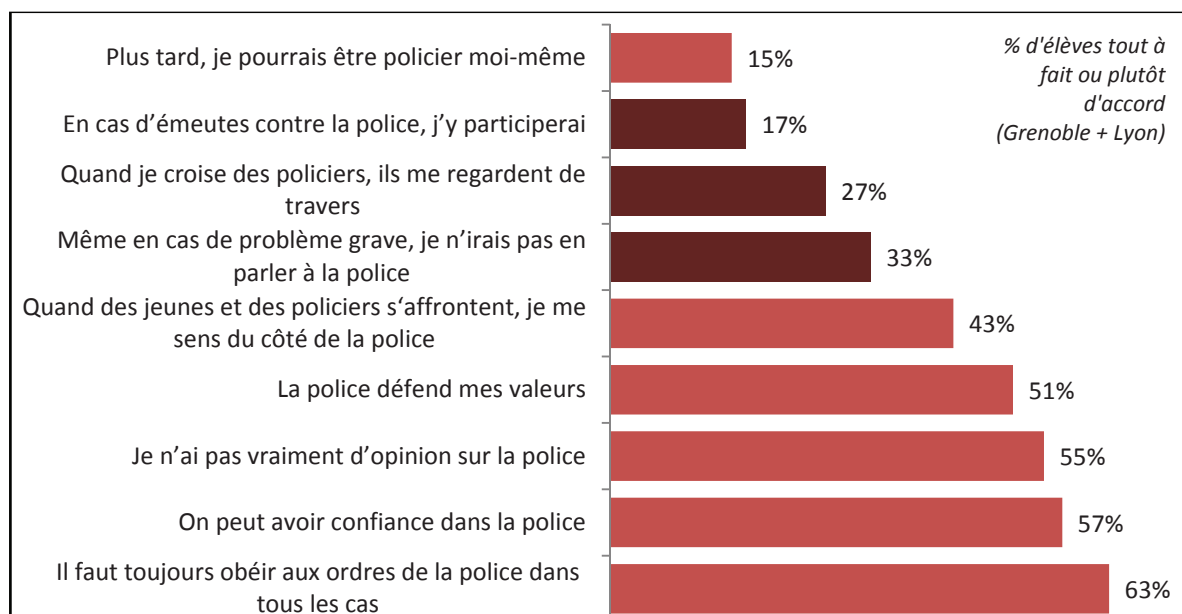
LES ADOLESCENTS ET LA POLICE : ENTRE QUARTIERS ET RELIGION

Avec l'école, la police est une des deux administrations qui fixent un cadre, imposent des règles et distribuent des sanctions en cas de violations. Là où l'école encadre les comportements quotidiens les plus ordinaires, et leurs débordements mineurs dans un espace limité, la police elle intervient pour des actes délinquants caractérisés mais aussi à sa discrétion en tout temps et en tous lieux.

Mesurer la relation à la police permet de se plonger à la fois dans la dimension pratique, expérientielle, de l'entrée en contact avec une des figures de l'administration. Mais, cela nous plonge également dans des relations qui sont conduites par les finalités prêtées à la police : de quel ordre sont-elles l'agent ? Un ordre égalitaire, agissant au nom de valeurs partagées ? Ou bien l'ordre de ceux qui méritent d'être protégés contre les classes dangereuses ? Respecte-t-elle chacun et a-t-elle un souci du juste traitement ?

Dans l'enquête « Polis » conduite par le CNRS, les adolescents estiment plusieurs choses : leur confiance dans la police et divers autres opinions (cf. **figure n°1**) qui vont de l'attraction pour le métier à la nécessité de l'obéissance. Des questions nouvelles ont également été introduites pour mesurer le caractère sanctuarisé de la fonction de police (le caractère justifiable de la violence contre la police), et les attentes (diverses estimations de la qualité attendues du traitement par les policiers). Enfin, on y trouve une mesure de la « qualité du quartier » dans lequel ils vivent (estimée par la fréquence des désordres et incivilités qu'ils y constatent), leurs convictions religieuses.

Figure n°1 Diverses opinions sur la police, Lyon et Grenoble 2012. (Source : Polis-France)



Les facteurs qui décident de la perception de la police sont de plusieurs ordres. Parmi ceux-ci, deux méritent une attention particulière : ceux qui tiennent à la ségrégation spatiale subie, et ceux qui relèvent du système de valeur des adolescents. Suivant la première hypothèse, on attendrait que les adolescents qui vivent dans les quartiers relégués développent une frustration contre les organisations publiques « responsables » de leur médiocre voisinage et pour le peu de souci qu'elles témoignent à leur égard. Les attitudes vis-à-vis de la police seraient dans cette optique avant tout la conséquence de phénomènes sociaux et spatiaux qui seraient à l'origine d'une tension continue avec la police. Dans l'autre hypothèse, ce sont les représentations des adolescents qui les conduisent à voir dans la police un groupe qui est

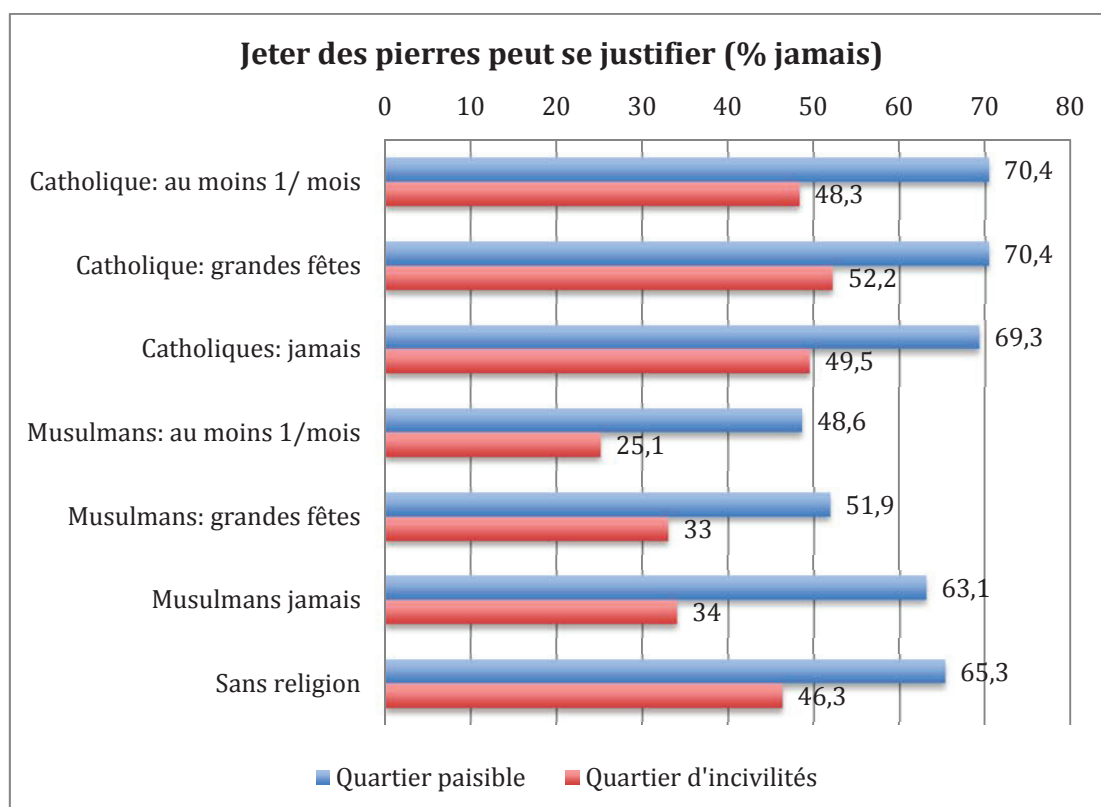
hostile au leur : leur identité sociale les conduit à épouser des positions et des valeurs dont il leur semble que la police les combat, ou s'oppose à leur libre expression de leur conviction religieuse. L'enquête « Polis » permet de tester ces hypothèses. Deux questions particulièrement méritent attention : l'une sur la violence justifiable vis-à-vis des policiers, l'autre sur le sentiment d'être moins bien traité que les autres par les agents.

Les adolescents ont été interrogés : « Pour des jeunes comme toi, est-ce que jeter des pierres sur la police peut se justifier ? », et ils avaient quatre réponses possibles : « jamais, rarement, souvent, toujours ». Nous retenons ici ceux qui sont « tout à fait d'accord », ceux dont la réponse est la plus nettement positive et hostile à la police. La **figure n°2** présente les résultats, les pourcentages de jeunes qui justifient l'usage de la violence, en fonction des deux hypothèses : l'effet de la ségrégation spatiale, de la relégation produisant une légitimité de l'agression anti-policrière, et le rôle des appartenances et identités religieuses majoritaires et minoritaires.

La plupart des adolescents répondent « jamais » à la question de savoir si le caillassage est justifiable. Mais, cette option légitimiste est plus ou moins fréquente. Comment varie-t-elle ? On remarque que, quelque soit le groupe de croyance (athée, religieux) et quelque soit la dénomination (majoritaire catholique ou minoritaire musulmane), mais aussi l'intensité de la pratique (jamais, pour les grandes fêtes, au moins une fois par mois), le fait de résider dans un quartier paisible est associé à des attitudes plus pacifiées vis-à-vis des policiers.

Par exemple, les athées ou « sans religion » sont 65,3% à dire que jamais on ne peut caillasser les policiers lorsqu'ils habitent dans un voisinage peu marqué par les incivilités, mais ils ne sont plus que 46,3% lorsque la qualité du quartier se dégrade. L'effet ségrégation ou relégation existe bien.

Figure n°2 « Pour des jeunes comme toi, est-ce que jeter des pierres sur la police peut se justifier ? », pourcentage d'adolescents « jamais », Lyon et Grenoble 2012. (Source : Polis-France)



La force des convictions religieuses n'est-elle qu'une apparence produite par le fait que les différents groupes religieux sont distribués inégalement dans l'espace des villes, les groupes minoritaires vivant dans les quartiers les plus défavorisés, et les majoritaires dans les plus favorisés ? La réponse est que l'effet de frustration du quartier n'efface pas l'effet des convictions par rapport à la religion. Toutes les

sensibilités (croyance ou indifférence à Dieu), toutes les dénominations (musulmans et catholiques) sont sensibles à la qualité de vie dans le quartier. Mais, dans le même temps, les positions vis-à-vis de la religion affectent aussi la légitimité de la violence.

Plaçons nous d'abord dans la configuration du quartier paisible, correspondant aux barres d'histogrammes les plus longues (**cf. figure n°2**). Ceux qui s'opposent le plus au caillassage sont dans l'ordre : les catholiques pratiquants réguliers (70,4%), puis pour les grandes fêtes, puis les non pratiquants puis les sans religion (65,3%). Ils sont suivis des musulmans non pratiquants (63,1%), des pratiquants occasionnels (51,9%) qui se situent à 19 points des catholiques pratiquants occasionnels, et enfin des musulmans pratiquants (48,6%). Bref, tandis que les catholiques pratiquants sont très catégoriques (70,4% disent « jamais tu ne caillasseras »), les musulmans pratiquants le sont moins (48,6 % disent la même chose).

La configuration du quartier défavorisé, marqué par les incivilités, ne change pas les contrastes entre groupes religieux. Pour tous, la dégradation de la qualité de vie augmente la frustration et la légitimité de l'agression. Cependant, les plus opposés au caillassage des policiers sont les catholiques (entre 48,3 et 52,2%), suivis des sans religion (46,3) puis des musulmans, avec 34% d'opposants stricts chez les non pratiquants et 25,1% seulement chez les plus pratiquants.

Conclusion

Le rapport des jeunes aux forces de l'ordre est déterminé par une ligne de fracture socio-spatiale, d'une part, et relative à la dénomination et à l'importance de la religion, d'autre part. La fracture socio-spatiale montre le portrait de deux jeunessees, pour faire court on pourrait dire que celle des beaux quartiers marque sa différence par rapport à celle des banlieues en terme de sacralisation des policiers. La légitimité de la violence anti policière est bien plus forte dans les espaces défavorisés. La fracture religieuse montre que l'appartenance à une religion minoritaire (l'islam) combinée à une pratique régulière, se traduit par des attitudes plus hostiles aux agents. Les résultats de la recherche inclinent à ne négliger ni la première, ni la seconde.

Méthodologie du sondage

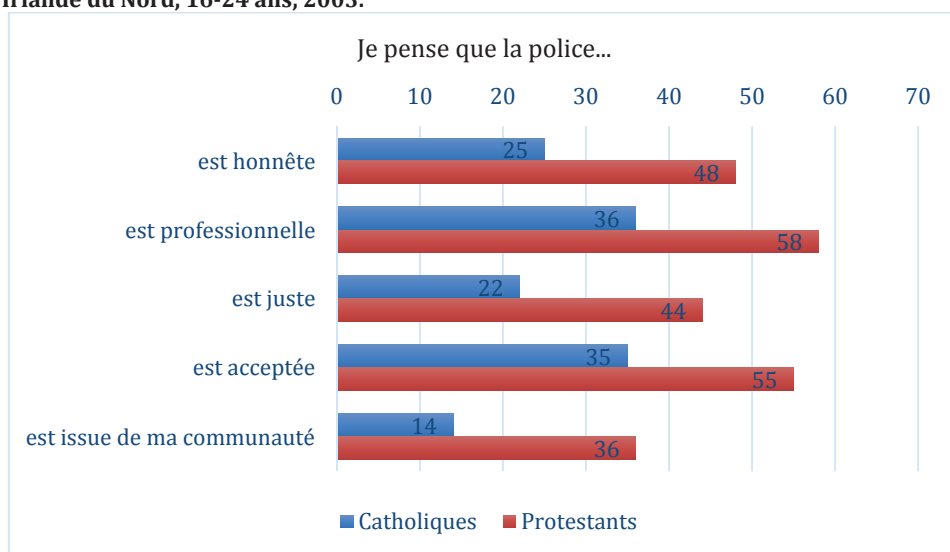
POLIS est une recherche portant sur les relations entre les jeunes et les institutions, en particulier la police et l'école. Les sites retenus pour la recherche sont les agglomérations de Grenoble et de Lyon. Le travail de terrain s'y est déroulé entre septembre et novembre 2012. Elle porte sur les adolescents scolarisés (de 13 à 18 ans). L'échantillon est représentatif des deux agglomérations et un peu plus de 13 500 adolescents ont été interrogés dans les établissements scolaires dont les classes ont été tirées au sort. Polis a été financée par l'ANR et réalisée au laboratoire Pacte, CNRS et Sciences Po Grenoble, Université de Grenoble.

LA LÉGITIMITÉ POLICIÈRE EN IRLANDE DU NORD : LE CLIVAGE ENTRE CATHOLIQUES ET PROTESTANTS

À la fin du XVIII^e siècle, Belfast était une ville à dominante presbytérienne, protestante donc, mais dont les membres faisaient l'objet de discrimination légale (par exemple leur mariage religieux n'était pas reconnu). Ils étaient attirés par le républicanisme et l'idée de l'Irlande Unie. Mais, au début du XIX^e siècle, le nationalisme irlandais de Daniel O'Connell était vu comme associé avec le catholicisme, et rejeté. Cependant, les catholiques irlandais vinrent en masse chercher du travail à Belfast. Les protestants rejoignirent alors des groupes loyalistes. Les dissensions étaient vives concernant l'indépendance de l'Irlande tandis que les groupes étaient aussi en compétition sur le marché de l'emploi. Et des affrontements s'ensuivirent tout au long du 19^{ème} siècle. Les groupes, des deux côtés, prirent des formes paramilitaires. La guerre d'indépendance entre 1920 et 1922 aboutit à la création de l'Irlande du Nord. Et les tensions entre groupes se calmèrent. Mais, le fameux Belfast Bloody Sunday (10 Juillet 1921), lors duquel les forces de sécurité tuèrent 16 participants, installa une grande méfiance entre la population catholique de Belfast et les forces de sécurité de la nouvelle Irlande du Nord (les *Royal Ulster Constabulary* ou *RUC* and les *Ulster Special Constabulary* ou *USC*), dont les agents étaient presque exclusivement recrutés chez les protestants-unionistes.

Le conflit perdura avec une intensité moindre. Il prit une nouvelle ampleur en 1969, à la suite de la réponse policière à une émeute à Derry impliquant catholiques et protestants. Les nationalistes mécontents organisèrent des manifestations à l'extérieur des hôtels de police (RUC) avec des tirs contre les policiers. La réponse fut dramatique. Leurs véhicules blindés ouvrirent le feu, tuant un garçon de six ans, et les RUC ne purent protéger un groupe de nationalistes dont les maisons étaient incendiées dans un quartier catholique : huit d'entre eux furent tués et des centaines blessés. Trente ans de tensions allaient s'ensuivre, en particulier dans les zones de contact entre les deux communautés. Un cessez le feu est signé en 1994 entre les organisations paramilitaires. En 1997, une profonde réforme de la police débute symbolisée par son nouveau nom, Police Service of Northern Ireland (PSNI). Le gouvernement a tenté d'asseoir la légitimité de la police dans les deux communautés, et en particulier chez les jeunes qui sont les plus prompts à s'engager dans les protestations de rue. Il a notamment créé des organismes qui permettent de rendre la police plus transparente et de garantir son impartialité. On pense en particulier au « Office of Police Ombudsman of Northern Ireland » (OPONI), un médiateur ou défenseur des droits en matière de police.

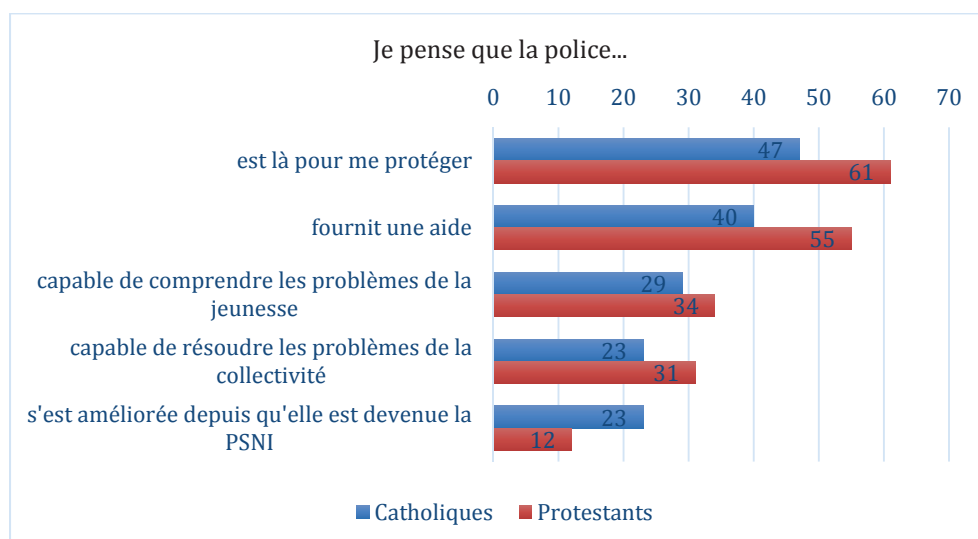
Figure n°1. Les qualités attribuées à la police selon l'appartenance religieuse catholique ou protestante, Irlande du Nord, 16-24 ans, 2003.



En 2003, l'OPONI commande une enquête à l'université qui cible les 16-24 ans, car ce sont des groupes dont on connaît mal les opinions. Ils sont soit dans les établissements scolaires, soit employés ou encore au chômage et résident dans les différentes parties de Belfast, catholiques et protestantes (n=1.163). Ils retinrent, pour une part, des questions déjà utilisées à plusieurs reprises dans la population adulte. Les répondants sont catholiques (49%), protestants (45%). En termes ethniques, la population est blanche à 98%, chinoise pour 1% et le dernier 1% rassemble des groupes hétérogènes.

Lorsqu'on observe les opinions sur les qualités ou défauts de la police suivant l'appartenance religieuse, des clivages apparaissent (cf. figure n°1). Les protestants lui trouvent systématiquement des qualités à une fréquence plus élevée. L'écart est maximum sur son honnêteté et son caractère juste (les protestants sont presque deux fois plus prompts à lui accorder ces valeurs). Même l'estimation de son professionnalisme, qui constitue apparemment un jugement plus technique, est affectée. En fait, la règle est que la police n'est perçue comme proche de sa communauté, ni par le répondant catholique, ni par le protestant, même si ce dernier (36%) s'y reconnaît plus que le premier (14%). On comprend que, dans ce contexte singulier, la question de la légitimité policière se pose avec une acuité particulière, et qu'elle rentre en intersection avec celle des identités politiques et religieuses. La police répond à une autorité politique. Cette dernière représente une communauté, l'action de la police est perçue comme illégitime par l'autre communauté.

Figure n°2. Les fonctions et performances attribuées à la police selon l'appartenance religieuse catholique ou protestante, Irlande du Nord, 16-24 ans, 2003



La figure n°2 précise le diagnostic s'agissant des capacités d'analyse et d'action de la police. On retrouve le plus grand crédit donné aux agents par les protestants qui la voient plus protectrice et aidante en particulier. Cependant, la police est peu crédible dans certaines fonctions : comprendre et résoudre les problèmes. En résumé, les protestants pensent souvent que la police peut les protéger, mais qu'elle n'est pas la solution aux problèmes. Surtout, la tentative de renforcer l'impartialité et la transparence de la police n'apparaît pas très convaincante à ses soutiens d'habitude les plus forts. Les protestants sont encore moins convaincus (12%) que les catholiques qui le sont pourtant peu (23%) que la création d'une nouvelle police a amélioré les choses.

Interprétation

Dans la ville de Belfast, depuis le milieu du 19^{ème} siècle, deux communautés (pourtant toutes les deux ouvrières et chrétiennes) se sont opposées : la catholique-nationaliste, d'une part, la protestante unioniste et loyaliste, d'autre part. Elles sont antagoniques et partagent l'espace de la même ville, ce qui s'est traduit par des confrontations émeutières récurrentes, et parfois sanglantes. L'opposition était telle que n'importe qui « de la religion opposée » pouvait devenir une cible, à tel point que les personnes devaient quitter leur logement et leur travail. Dans ce contexte, la neutralité des forces étatiques était en elle-même un enjeu dont ont hérité les nouvelles autorités d'Irlande du Nord en 1922. La question de la légitimité policière est traversée aujourd'hui encore, soit près de cent cinquante ans plus tard, par les appartenances à des communautés religieuses. L'ancienne police (RUC) était accusée de partialité en faveur des

protestants. La nouvelle police (PSNI) conserve la faveur des jeunes protestants, mais leur semble moins digne de confiance qu'avant. La police est ainsi prise en tenaille entre les deux sources contradictoires de la légitimité. L'identification avec la police favorise le sentiment d'être épaulé par la police dans une confrontation avec un autre groupe social tandis que l'impartialité entraîne l'adhésion pour la raison opposée : on sait que la police ne va pas prendre parti. Clairement, le pari d'une police impartiale se heurte à la nécessité ressentie de l'avoir de son côté. La réforme de la police en Irlande, une des plus ambitieuses d'Europe, n'a permis au moment de l'enquête ni une identification égale avec la police, ni la reconnaissance d'une impartialité policière dans les deux communautés religieuses. Les illustrations dramatiques ne manquent pas. Fin 2012 et début 2013, la ville de Belfast fut encore la proie des émeutes. Les loyalistes manifestent avec violence contre la décision de la municipalité (tenue par la majorité nationaliste) de limiter à dix-huit le nombre de jours durant lesquels le drapeau britannique flotte sur l'hôtel de ville : ils dénoncent une « attaque de la culture britannique » et une « police partiale ». Ils sont canalisés par la police le long d'une zone nationaliste. Un conflit violent éclate. Le même qu'un siècle plus tôt. L'histoire des conflits entre groupes, fussent-ils tous des membres de la communauté des chrétiens, est à l'origine de représentations durables quant au fonctionnement du pouvoir politique et du rôle de sa police. Les controverses sur ce qu'est une bonne police sont les plus vives dans les sociétés divisées.

Méthodologie du sondage

L'échantillon est constitué de 1160 personnes âgées de 16 à 24 ans (48% de garçons et 52% de filles), et incluant les jeunes scolarisés (885), en formation (120) à la recherche d'un emploi ou employés à plein temps et autres (155). Les questionnaires ont été auto-administrés. Le terrain a été réalisé en février 2003.

La ville de Belfast a été découpée en zones et l'échantillon stratifié de manière à couvrir le nord, le sud, l'est et l'ouest de la ville qui est traversée par des clivages religieux et géographiques. Il ne s'agit pas d'un échantillon représentatif, mais d'un échantillon contrasté permettant d'isoler des différences inter-groupes (49% des répondants sont catholiques, et 45% sont protestants, des pourcentages qui correspondent à celui du recensement de 2001).

Source : Jennifer Hamilton, Katy Radford and Neil Jarman, *Policing, Accountability and Young People*, Institute for Conflict Research, Belfast, April 2003.

LES RELIGIONS UNIES ? LES CAS DU MARIAGE POUR TOUS ET DE L'EUTHANASIE

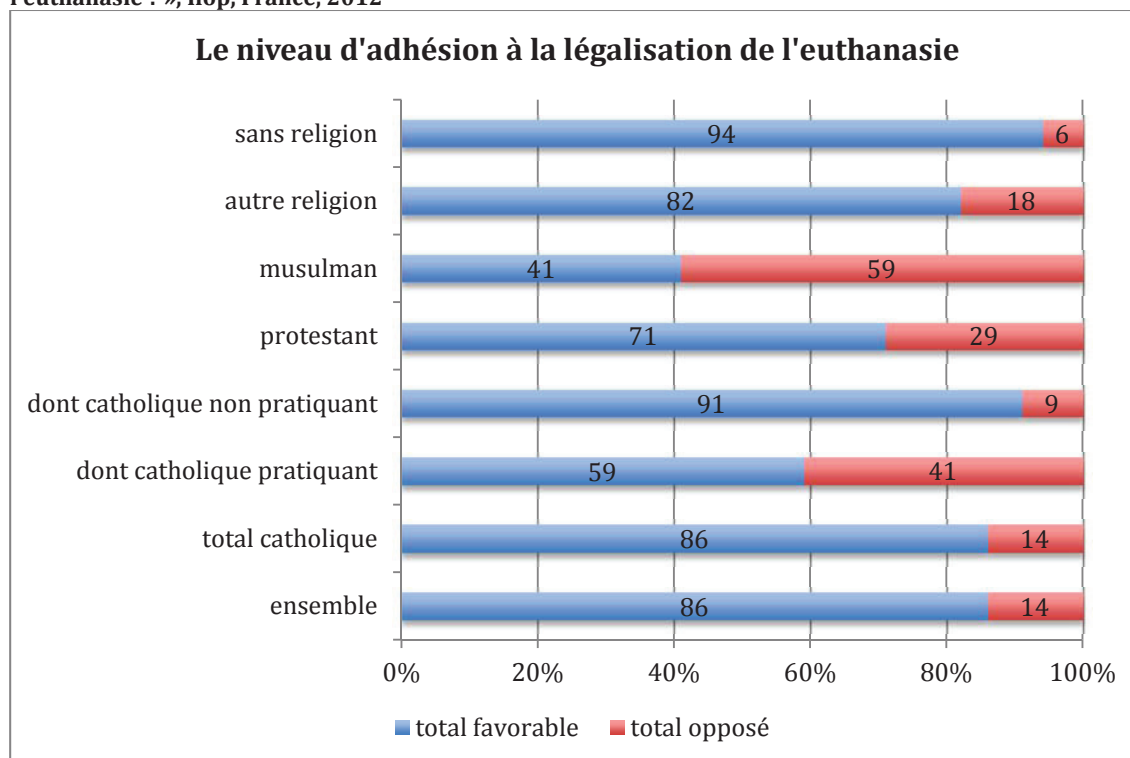
La religion peut aussi bien diviser que rassembler les fidèles de chaque dénomination. Les fiches 50, 49, et 51 ont donné des exemples de clivages articulés par l'appartenance religieuse. Pour autant, on ne saurait ignorer que les différentes fois sont susceptibles de se rassembler autour de causes communes, liées aux valeurs qu'elles invoquent et qu'elles partagent.

Deux thèmes se sont révélés particulièrement marquants pour la société française. D'une part, le débat autour du mariage pour tous, qui a mobilisé largement dans les rues des grandes métropoles françaises en réaction au projet de loi sur le fait d'accorder la possibilité aux homosexuels tout comme aux hétérosexuels de s'unir dans le même cadre du mariage. D'autre part, la question de la fin de vie et de la possibilité pour les médecins d'y jouer un rôle plus actif mais très encadré a également mobilisé les leaders religieux. Dans les deux cas, ils y voient une atteinte profonde à la conception qu'ils se font de leurs religions. Mais, dans quelle mesure retrouve-t-on ces clivages dans l'opinion ?

Des deux enjeux, le second est le mieux documenté. L'Ifop a réalisé un sondage sur un échantillon un peu plus large que d'habitude (2010 personnes) en 2012, ce qui permet de disposer de plus de répondants appartenant aux religions minoritaires, et surtout la principale d'entre elle, l'Islam.

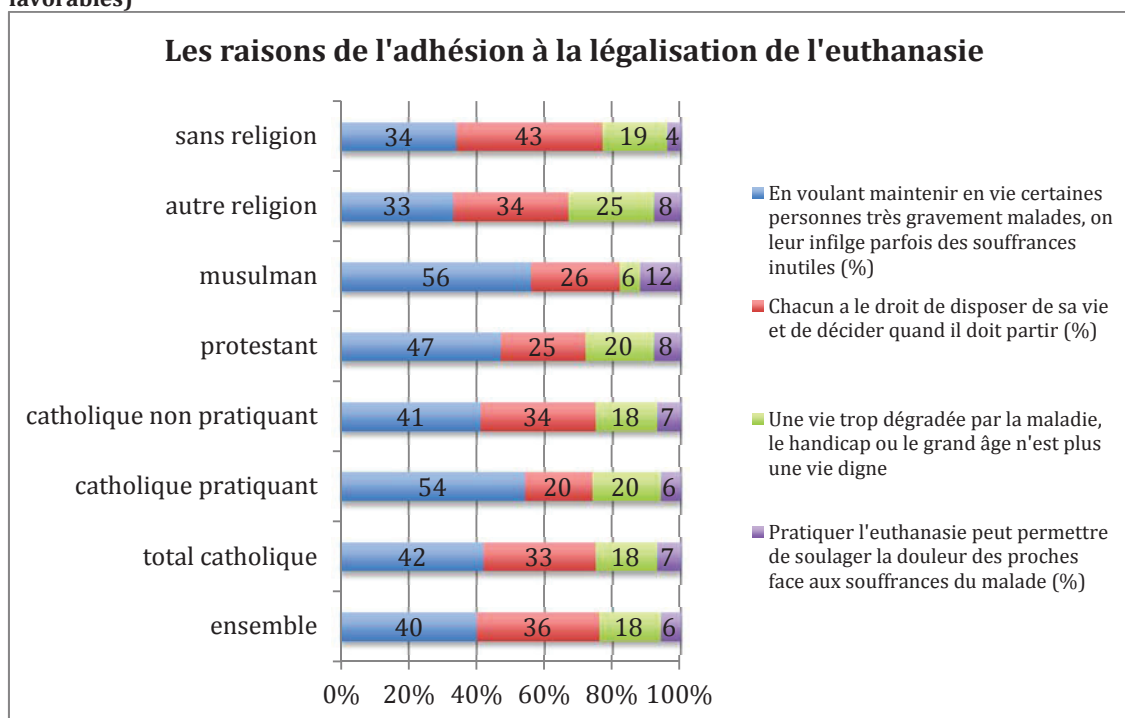
L'institut a utilisé la formulation suivante : « L'euthanasie est une pratique visant à provoquer, sous le contrôle d'un médecin, le décès d'un individu atteint d'une maladie incurable. Personnellement, êtes-vous favorable ou opposé à la légalisation de l'euthanasie ? » (tout-à-fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé, tout à fait opposé). Les personnes « sans religion » se révèlent les plus ouvertes à la légalisation (94%). Elles s'opposent aux deux plus grandes religions, la catholique à condition que les fidèles soient pratiquants (seulement 59% d'approbation) et les musulmans dont on ne distingue pas le niveau de pratique (41% d'approbation). Les chiffres concernant les protestants et autres religions sont difficiles à commenter car leurs tailles dans la population sont très petites (cf. figure n°1).

Figure n°1 « L'euthanasie est une pratique visant à provoquer, sous le contrôle d'un médecin, le décès d'un individu atteint d'une maladie incurable. Personnellement, êtes-vous favorable ou opposé à la légalisation de l'euthanasie ? », Ifop, France, 2012



Ipsos a proposé des « raisons » aux favorables et aux opposés à l'euthanasie. Les raisons de l'opposition ne peuvent être analysées suivant la religiosité car elle ne rassemble que 14% de l'échantillon. Pour les personnes favorables, on regardera en particulier la modalité qui se réfère au libre choix : « chacun a le droit de disposer de sa vie », qui se réfère directement à une raison non médicale au contraire des deux autres modalités (souffrance, vie dégradée par la maladie). Le fait que le médecin risque de décider à la place du patient rassemble 36% des répondants en moyenne. Mais seulement 20% des catholiques pratiquants et 26% des musulmans. C'est presque la moitié des « sans religion ». En résumé, pour ceux qui ont une religion et y sont attachés, le problème est bien plus rarement la violation du libre choix.

Figure n°2 Les raisons de l'adhésion à la légalisation de l'euthanasie, Ifop, France, 2012 (base : personnes favorables)



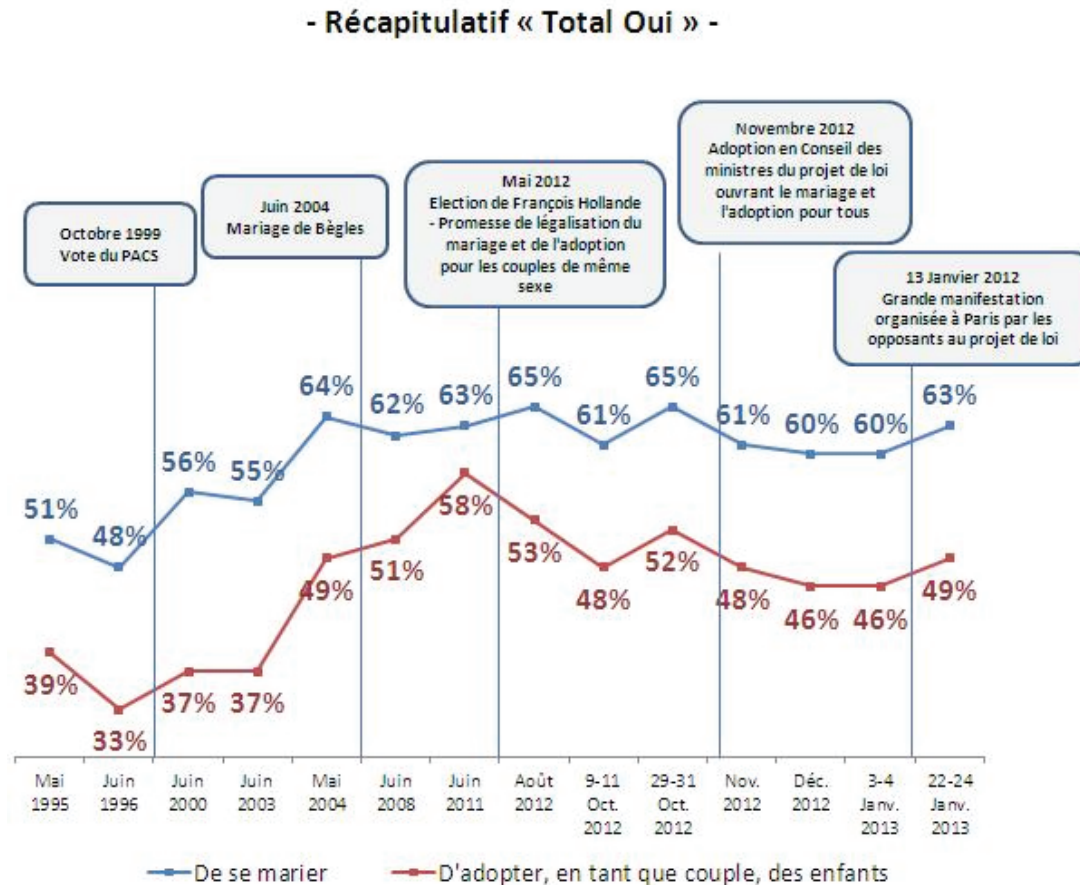
Les homosexuels en France se voient de plus en plus largement reconnaître dans l'opinion une place similaire aux hétérosexuels. Depuis 1995, l'idée de leur accorder le droit de se marier a progressé, tout comme celui d'adopter des enfants (bien que ralliant moins de soutiens, cf. figure n°3). Le mariage homosexuel bien qu'ayant largement mobilisé n'a pas donné lieu à de nombreuses enquêtes distinguant adhésion ou rejet suivant la religiosité. Un sondage de l'Ifop en janvier 2013 distingue les résultats sur le droit de se marier suivant la confession et la pratique. Ainsi, les catholiques sont 54% à le reconnaître, les non pratiquants étant 56% et les pratiquants 41%. Les « autres religions », formées pour l'essentiel des musulmans, sont 47% à l'accorder. Mais, le mélange des religions dans le groupe « autre » interdit de se faire une idée précise.

Le sociologue Vincent Tiberj indique qu'en 2012, 15% des personnes en France répondent négativement à la question « L'homosexualité est une manière acceptable de vivre sa sexualité » dans l'enquête TriElec, contre 24% en 1973. Mais, ce pourcentage varie nettement suivant l'implication dans la religion : 39% des catholiques pratiquants font partie du groupe des opposants, contre 12% des catholiques pratiquants occasionnels et non-pratiquants. Et, 33% des musulmans déclarés sont dans le même cas, contre 6% des athées. Le fait de ne pas séparer les musulmans en fonction de leur pratique fausse un peu la comparaison, les plus pratiquants seraient logiquement plus opposés au mariage gay.

Conclusion

Sur certaines questions de mœurs et de moralité, les catholiques pratiquants et les musulmans tendent à se rejoindre. Les musulmans restent cependant plus conservateurs sur certains thèmes (plus opposés à la législation sur l'euthanasie, moins prêts à reconnaître l'importance du libre choix) et également conservateurs à propos du mariage homosexuel. Le véritable clivage d'opinion se joue entre les « sans religion », les indifférents à Dieu ou les athées, et ceux qui se réfèrent et pratiquent leur foi.

Figure n°3 Le droit de se marier et d'avoir des enfants pour les homosexuels dans l'opinion, « Vous personnellement, pensez-vous que les couples homosexuels, hommes ou femmes devraient avoir le droit en France ...? » études Ifop, récapitulatif 1995-2013



Liste et méthodologie des sondages

Etude Ifop pour *Le Pèlerin magazine*, réalisée du 4 au 13 Septembre 2012. Échantillon de 2010 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont lieu par questionnaire auto-administré en ligne (CAWI-Computer Assisted Web Interviewing).

Ifop, étude pour *Le Pèlerin magazine*, réalisée 3 au 4 janvier 2013 : Échantillon de 1005 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (CAWI - Computer Assisted Web Interviewing).

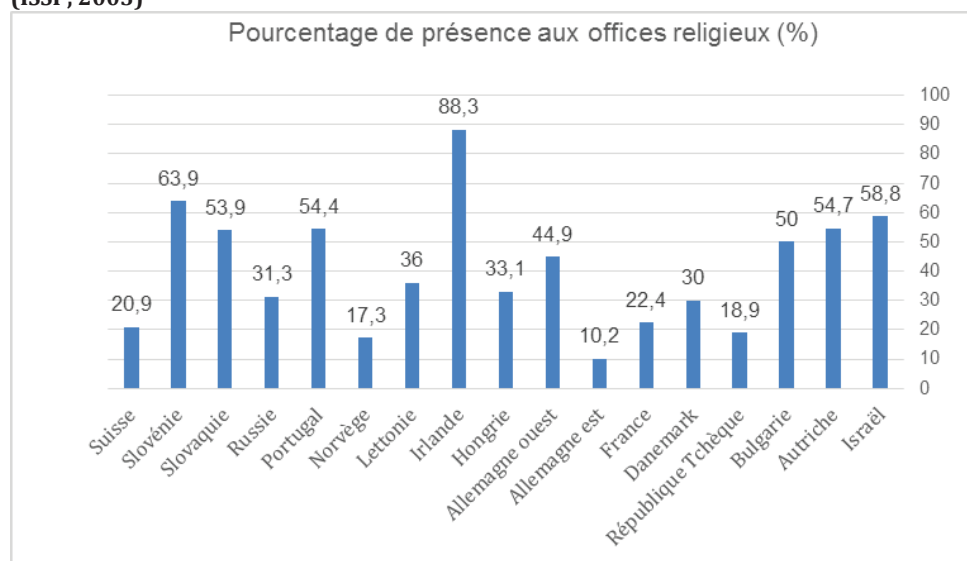
Sondage TriElec, cité par Vincent Tiberj, Une opposition au mariage pour tous, à contre-courant de l'opinion publique, in *Le Monde*, 17/04/2013.

LA RELIGION, UNE SOURCE DE L'IDENTIFICATION NATIONALE EN ISRAËL ET EN EUROPE ?

Quelles sont les relations qui existent aujourd'hui entre la religiosité et les identités nationales ? Les identités nationales modernes se construisent-elles en opposition à la religion, ou bien sont-elles inspirées et soutenues par la religion et son système symbolique ? Une étude sur 17 pays, avec focus sur le cas d'Israël, peut aider à comprendre ces relations complexes.

La relation entre religion, religiosité, sécularisme et identité nationale est une question qui est sujette à controverses politiques, mais également scientifiques. Un premier courant de pensée de l'analyse du nationalisme au sens général de l'attachement à l'État-national qu'on peut appeler « moderniste » et porté par des auteurs comme Durkheim (et plus récemment Anderson ou Hobsbawm) défend que Dieu est simplement une expression figurative de la société. Cette assertion porte en elle l'idée qu'une religion sans dieu est possible : on pourrait la remplacer par une autre expression figurative de la société. Par exemple, l'invention d'une « religion civile » a été explicitement tentée pendant la révolution française. Le modèle du « remplacement séculier » défend que le nationalisme est une « forme de conscience séculière qui a sacralisé le séculier » selon l'expression du spécialiste des religions Liah Greenfeld, professeur de sociologie à l'université de Boston. Mais, il s'est « purifié » de la religion. Le nationalisme est ainsi un équivalent fonctionnel de la religion pour l'intégration dans la société, mais dans le monde moderne. Un second courant de pensée insiste plutôt sur la continuité. Les fondations des projets, mouvements et sentiments nationaux ont des racines religieuses. Les idéologies nationales modernes se saisissent de l'arsenal symbolique prémoderne. Selon Anthony Smith, les fondations sacrées de la nation leur seraient nécessaires, et notamment les symboles, croyances et traditions religieuses. Il faudrait donc, aujourd'hui encore, chercher les sources de l'attachement national dans la sphère de la religion, caché derrière l'ethnicité, le langage et l'État. On en veut pour preuve que l'Église et l'État ne sont le plus souvent que mollement séparés, et que la religion est institutionnalisée lors de la construction de nombre d'États modernes. La sécularisation aurait donc, selon cette interprétation, peu à voir avec la formation des attachements nationaux.

Figure n°1. Religiosité (Fréquentation des offices religieux, au moins deux fois par an, en %) pour divers pays (ISSP, 2003)

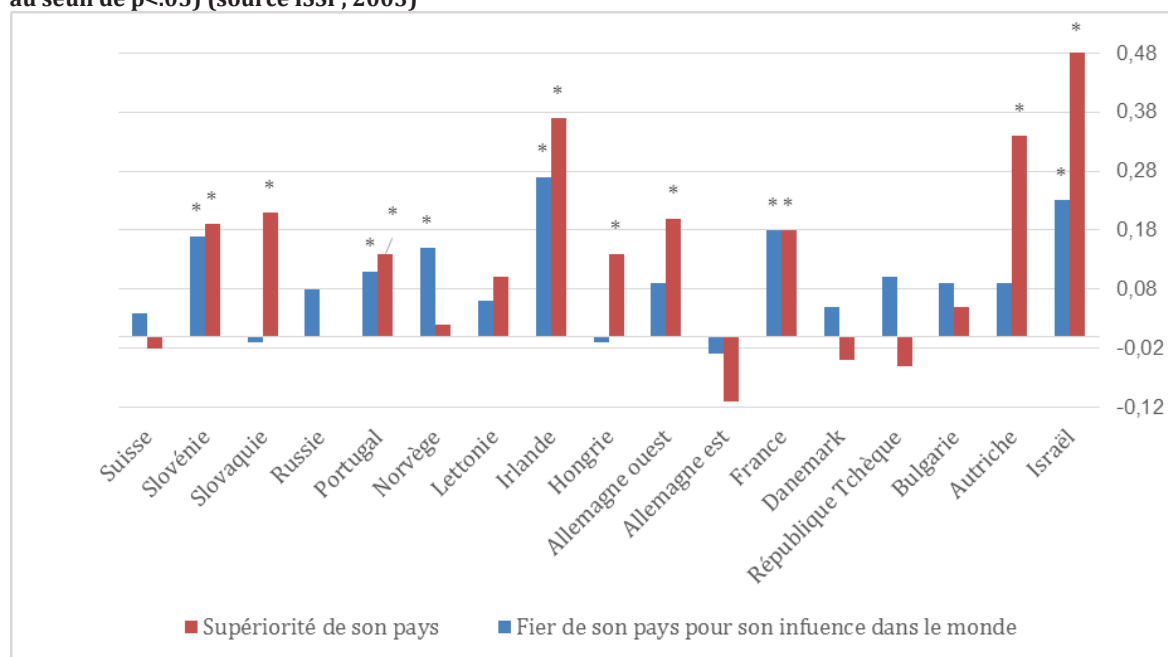


La religiosité est très variable d'un pays à l'autre. On peut la mesurer par la fréquence de la fréquentation des offices religieux. La **figure n°1** présente le pourcentage de personnes dont la religiosité est faible (ils fréquentent les offices religieux au plus une fois par an) et ceux pour qui elle est plus élevée (deux fois et plus). L'Irlande, Israël et Slovénie ou Slovaquie, puis le Portugal se détachent, loin devant la France.

Deux sociologues de l'université de Floride, Tamir Sorek et Alin Ceobanu, ont testé l'importance de la religiosité pour l'attachement national dans 17 pays à partir d'une enquête internationale répétée à intervalle régulier, l'ISSP. Si la thèse du « remplacement séculier » était vérifiée, les personnes religieuses dans la principale dénomination du pays étudié devraient exprimer moins d'identification à la nation et moins de fierté nationale. Mais, si la thèse de l'hybridation était vraie, le symbolisme lié à la religion devrait être toujours actif, et les plus religieux exprimer un attachement plus élevé.

Les auteurs ont utilisé différents indicateurs d'attitude de l'attachement national. L'indicateur de « supériorité de son pays » combine différentes réponses lors du sondage (cf. encadré méthodologique). La fierté nationale quant à l'influence dans le monde est mesurée par une seule question. Sur la **figure n°2** on peut lire l'intensité de la contribution de la pratique religieuse à l'attachement national toutes choses égales par ailleurs. Cette analyse permet de savoir si les plus pratiquants sont aussi ceux qui sont les plus attachés à leur pays ou bien si les deux choses ne sont pas liées, voir s'opposent. Lorsque la valeur de la corrélation (mesurée ici par un coefficient nommé beta) est positive, la barre qui la matérialise s'élève alors au-dessus de la ligne horizontale (qui correspond au niveau zéro). Un beta positif – une barre qui s'élève - signifie que plus on est religieux, plus on est attaché à la nation. Un coefficient élevé dans un pays considéré se traduit par une barre haute sur le graphique, et signifie que la religiosité prédit fortement l'attachement national. Une petite barre indique un lien plus modeste. Et, lorsqu'elle descend sous la ligne horizontale, c'est l'inverse : les plus religieux sont les moins attachés à la nation.

Figure n°2. Corrélation entre religiosité et deux mesures de la fierté nationale. (*= coefficient beta significatif au seuil de $p < .05$) (source ISSP, 2003)



Nous voyons les résultats qui concernent la « supériorité de son pays » et la « fierté de l'influence dans le monde » sur la **figure n°2**. Parmi les 17 pays, on observe pour 14 une association positive entre la pratique religieuse et les opinions reflétant l'attachement national. Plus de foi, c'est dans la très grande majorité des cas plus d'attachement à la nation. On remarque que les coefficients pour Israël sont, en moyenne, plus élevés que pour les autres pays, ce qui confirme que ce pays est un cas extrême d'association entre religion et nation. Les pays dont la majorité des croyants sont catholiques (Autriche, Irlande, France, Portugal et Slovénie) ont aussi des coefficients plus élevés que lorsqu'ils sont à majorité protestante. Cela indique un lien spécial entre religion catholique et nationalisme. Les ex-pays communistes d'Europe sont également intéressants à observer. En effet, ils portaient aussi un projet de révolution séculière. Mais, au contraire des fondateurs d'Israël qui associèrent des symboles religieux à la fondation de l'État (la langue, la localisation géographique), les régimes communistes n'eurent pas recours à la légitimation par la religion, bien au contraire, et se tinrent ensuite à cette orientation initiale. Dans ces pays anciennement communistes, à l'exception de l'Allemagne de l'Est, le taux de pratique religieuse n'est pas particulièrement faible par comparaison aux neuf autres pays (cf. **figure n°1**). Mais, et c'est ici le point essentiel, la religiosité n'a pas d'effet sur l'attachement national (les coefficients ne sont presque jamais significatifs). Les régimes communistes n'ont pas réussi à détruire les religions, mais à saper le lien entre religion et nation.

L'Allemagne avant la réunification était scindée entre l'Ouest et l'Est. A l'Ouest, catholiques et protestants représentent chacun 41% de la population, un groupe ne se distinguant pas de l'autre en matière de fierté nationale, et la pratique religieuse y renforce l'attachement national. A l'Est, la pratique religieuse n'a pas cet effet. L'effet de la religiosité est donc activé ou désactivé par des mécanismes politiques. Inversement, le pays qui ressemble le plus à Israël sur la « supériorité » et l'influence dans le monde est l'Irlande. Or, la République d'Irlande est un pays dans lequel le symbolisme religieux a joué un rôle essentiel dans la formation de l'identification à la nation, même si la sécularisation l'a ensuite érodé. Les chercheurs complètent ce panorama par une étude plus détaillée sur Israël à partir d'une autre base de données, et montrent que le fait d'être religieux ou traditionaliste (une catégorie intermédiaire entre être religieux et ultra-orthodoxe) a un effet de renforcement de la fierté nationale. Ainsi, parmi les citoyens israéliens croyants, les ultra-orthodoxes sont les plus réfractaires à s'identifier avec Israël. Sur certains aspects, les ultra-orthodoxes se sentent donc moins inclus dans la société israélienne. Mais, les non-religieux et antireligieux sont encore plus réservés : leur fierté est la plus faible de tous¹.

Interprétation

On comprend que les deux thèses opposées (l'État remplace la religion *versus* l'État prolonge la religion) peuvent, dans la réalité, toutes les deux exister. On distingue, d'abord, le cas des États qui ont voulu se purifier de la religion. Les ex-pays communistes sont allés le plus loin en la matière : le résultat n'est pas que les citoyens ne sont plus du tout croyants – bien qu'ils le soient peu, mais que la fierté nationale est déconnectée de la religiosité. Ensuite, on remarque deux cas extrêmes. Israël, puisqu'il s'agit d'une tentative de former un État séculier à partir de mémoires et symboles religieux, et l'Irlande, le pays européen le plus pratiquant : dans les deux cas, nation et religion y sont les plus associées. D'autres pays illustrent un modèle intermédiaire entre ces deux polarités. On pense d'abord à la France où la pratique est faible, mais où la religiosité continue à alimenter la fierté nationale. Mais aussi au Danemark et à la Norvège qui éclairent le cas des démocraties nordiques très sécularisées : on y pratique peu et la pratique n'affecte pas la fierté nationale. Comment expliquer la vivacité du lien État-religion ? Dans les pays dans lesquels il existe des tensions internes entre groupes, ou entre les groupes et le gouvernement, ce dernier est amené à rechercher à accroître sa légitimité. En cas de conflit, les symboles religieux peuvent être mobilisés. Leur usage est séculier, mais leur connotation religieuse est toujours présente, garantissant un effet de légitimation de la politique, de la culture ou du sentiment national efficace dans le processus de production d'une nation. Il en va ainsi, par exemple, dans le cas du conflit israélo-palestinien (depuis 1967 Israël gouverne une large population palestinienne), ou encore du conflit irlandais-anglais. Le lien entre nation et religion en ressort renforcé.

Méthodologie et questions du sondage

L'échantillon est constitué d'environ 2.000 personnes par pays, et représentatif de la population âgée de 18 à 75 ans par diverses méthodes selon les pays. Les interviews ont eu lieu lors de la vague de 2003 de l'ISSP (International Social Science Program).

L'index de supériorité combine 3 réponses « dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec les phrases suivantes : 1) préfère être un citoyen de (pays de résidence) que de tout autre pays dans le monde, 2) le monde serait meilleur si les gens d'autres pays étaient plus comme ceux de (pays de résidence), 3) en général, (pays de résidence) est un meilleur pays que la plupart des autres.

Source : Tamir Sorek, Alin Ceobanu (2003) Religiosity, national identity and legitimacy, *Sociology*, 43-3 : 477-496.

¹ L'enquête a été menée en décembre 2003 à la suite de la seconde intifada palestinienne.

WWW.

RETROUVEZ
TOUTES LES ÉTUDES SUR

MILLENAIRE3.

COM

MÉTROPOLE DE LYON
DIRECTION DE LA PROSPECTIVE
ET DU DIALOGUE PUBLIC
20 RUE DU LAC - 69399 LYON CÉDEX 03